Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15411 – 7 F

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 AOÛT 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Aux termes d'un accord sur le gel du programme nucléaire de Pyongyang

Américains et Nord-Coréens décident de normaliser leurs relations

« Eviter le pire »

APRÈS un an et demi de dures négociations, Coréens du Nord et Américains sont parvenus à un accord de principe pour mettre un terme à la crise déclenchée par les tentatives de Pyongyang de se doter de l'arme nucléaire. Aux termes de cet accord, qui doit encore être ratifié, Washington aidera Pyongyang à remplacer ses réacteurs à filière graphite par des centrales à eau légère, peu propices à la production militaire. Les deux pays sont enfin disposés à « normaliser complètement » leurs relations.

« Le pire a été évité » et tout dépendra de la bonne volonté de Pyongyang, a estimé le négociateur américain. C'est vrai, mais à quel prix ! La Corée du Nord a, en effet, obtenu satisfaction sur la plupart de ses revendications, et les Etats-Unis, qui ne sont pas parvenus à faire mettre sous contrôle étranger les 8 000 barres de combustible de la centrale de Yongbyon, devront contribuer au financement du nouveau programme nucléaire civil de Pyongyang.

ON a beaucoup glosé sur ce vieux dictateur mégalomane, qu'était Kim Il-sung, disparu le mois dernier après un demi-siècle au pouvoir. On se gausse aujourd'hui de son fils et successeur, Kim Jong-il, grand amateur de bonne chère, de femmes et de cinéma, et auquel rares sont ceux qui prêtent longue vie politique.

Et pourtant, on ne peut qu'admirer le talent diplomatique de ces deux hommes, même si on a froid dans le dos quand ils jouent avec le « chantage nucléaire ». Avec seulement un atout en main, ils ont, en fait, obtenu ce qui leur avait été refusé depuis quarante ans : une reconnaissance diplomatique et une aide économique, indispensable à leur survie.

TANT mieux pour eux, tant pis pour les autres. En effet, l'attitude provocante des Nord-Coréens a payé. Ils ont, pour cela, bénéficié des cafouillages diplomatiques de Washington, de la veulerie de leurs voisins sud-coréens et japonais et de l'appui ambigu de Pékin. Preuve, s'il en est, pour les pays candidats au « club » nucléaire que la détermination paie.

Comment donc verrouiller ce « club » nucléaire ? Comment empêcher Pékin de fournir centrales et technologie au Pakistan, à la Syrie, à l'Iran ou à l'Algérie ? Comment convaincre Téhéran de se montrer raisonnable ? Comment faire pression sur l'Inde et le Pakistan pour éviter que, de crise en crise, on risque un conflit nucléaire ? Comment mettre un terme aux trafics d'uranium ? Seule une volonté sans failles de toutes les puissances nucléaires pourrait mettre un terme à cette dangereuse dérive.

A l'issue de longues négociations qui ont mis fin à une année et demie de crise, Américains et Coréens du Nord sont parvenus à un accord sur la « normalisation complète de leurs relations économiques et politiques », dans la nuit du 12 au 13 août, à Genève. Pyongyang s'engage à geler son programme nucléaire. En échange, Washington l'aidera à se doter de centrales à eau légère, peu propices à la fabrication d'armes atomiques, dont la Corée du Nord est accusée de vouloir se doter.

Il aura fallu une semaine de discussions, à Genève, aux délégations américaines et nord-coréennes pour aboutir à un accord aux termes duquel Washington et Pyongyang s'engagent à *« établir des relations diplomatiques et à normaliser complètement leurs relations économiques et politiques »*. Dans une déclaration commune, publiée dans la nuit du vendredi 12 au samedi 13 août, les deux pays ont annoncé qu'un compromis avait pu être conclu sur certaines questions soulevées par le programme nucléaire controversé de Pyongyang, même si l'ensemble du contentieux est loin d'être réglé, les deux délégations devant se retrouver le 23 septembre pour une quatrième série de négociations.

Cet accord de Genève – aussitôt salué par la Corée du Sud et le Japon – a permis d'enregistrer des avancées sur deux aspects sensibles de la politique nucléaire nord-coréenne, qui se dit prête désormais à rester membre du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). En premier lieu, Pyongyang a accepté le principe du remplacement de ses réacteurs de la filière graphite – considérée par les Américains comme « *provocatrice* » et « *dangereuse* » pour la prolifération – par des réacteurs à eau légère d'environ 2 000 mégawatts.

PATRICE DE BEER et FRÉDÉRIC BOBIN

Lire la suite page 4

Sida : les leçons de Yokohama

La dixième conférence internationale sur le sida, qui réunissait environ 10 000 spécialistes depuis le 7 août, s'est achevée vendredi 12 août à Yokohama (Japon). Elle a pris la mesure de l'extension dramatique de l'épidémie, fait le point sur les expériences pouvant conduire à la préparation d'un vaccin. Elle a surtout mis en évidence la nécessité d'une recherche intégrant toutes les disciplines et d'une prise de conscience renforcée, surtout au niveau politique.

page 7

Les derniers maoïstes indiens

Les guérillas maoïstes sont toujours bien vivantes dans certaines régions reculées de l'Inde, comme en Andhra-Pradesh, où les adeptes du pouvoir au bout du fusil recrutent toujours parmi les plus pauvres. Ils ne sont ni très nombreux, ni très puissants, mais leur mouvement se nourrit des mauvais traitements dont sont victimes paysans et tribus. En dépit d'un quart de siècle de répression, souvent sanglante, les naxalites, divisés en groupuscules qui s'entredéchirent, continuent de rêver d'un grand soir pour le sous-continent.

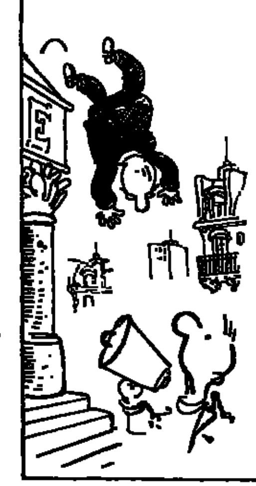
page 4

Alors que la croissance devrait être supérieure à 2 % en 1994

La reprise de l'emploi s'annonce plus rapide que prévu

L'annonce par l'INSEE d'une augmentation de 63 700 emplois salariés au deuxième trimestre 1994 est une heureuse surprise. Elle signifie que les créations nettes d'emplois ont doublé par rapport aux trois mois précédents. La reprise économique et son effet sur l'emploi sont plus rapides que ne le prévoyaient les économistes comme les pouvoirs publics. Toutefois, une pause de l'activité n'est pas à exclure d'ici à la fin de l'année. La consommation n'est pas repartie et la hausse actuelle des taux d'intérêt à long terme a des effets négatifs, notamment sur le poids de la dette publique. Pour remédier à ce surcoût, le gouvernement a le choix entre une réduction des dépenses publiques et un accroissement de la pression fiscale.





Ce qui est surprenant, dans les bons résultats publiés vendredi 12 août à propos de l'emploi salarié, qui a progressé de 0,4 % au deuxième trimestre 1994 (*le Monde* du 13 août), n'est pas tant l'importance des créations d'emplois que le fait qu'elles se concrétisent plus tôt qu'il n'est de règle dans un mouvement cyclique de reprise. Au cours du premier trimestre, les entreprises avaient créé 28 000 emplois de plus qu'elles n'en avaient détruits. *Au cours du deuxième trimestre*, ce chiffre a été de 63 700. Soit 92 000 créations nettes au cours des six premiers mois de l'année, correspondant à une augmentation de 0,6 %. Soit 1,2 % en rythme annuel.

Ce chiffre correspond bien à la croissance économique enregistrée au cours du premier semestre : 0,7 % pendant les trois premiers mois de l'année et probablement 1 % au cours du deuxième trimestre, si l'on en juge par les premiers résultats des enquêtes opérées par l'INSEE, toutes correspondant à un rythme élevé d'activité. Ce qui donnerait pour le premier semestre une expansion de l'ordre de 1,7 %. La productivité à long terme augmentant d'environ 2 % dans l'ensemble de l'économie, un taux de croissance supérieur à ce taux est nécessaire pour créer des emplois. Cela a été le cas au premier semestre, avec une activité qui a crû à un rythme annuel compris entre 3,2 et 3,4 %. En d'autres termes, l'emploi croît au rythme de l'activité, un rythme dont on aurait soustrait 2 % au titre de la productivité. Soit 1,2 % (3,2 % – 2 %), taux qui correspond à l'augmentation de l'emploi en rythme annuel (0,6 % × 2).

L'augmentation relativement forte des créations d'emplois au deuxième trimestre n'est donc pas une surprise en soi. Ce qui l'est en revanche est que cette augmentation se produise dès maintenant. Maintenant et non à la rentrée, comme on pouvait le prévoir à la lumière des phases de reprise précédentes, au cours desquelles l'augmentation de l'emploi avait toujours suivi celle de l'activité avec un décalage de six mois.

Il est possible que les statistiques qui viennent d'être publiées exagèrent les créations au deuxième trimestre. Celles du ministère du travail et de l'UNEDIC pour le premier trimestre ne concordaient pas, ce qui prouve qu'il existe une incertitude quant aux chiffres. Mais la marge d'erreur est en général peu importante, alors que l'amélioration de l'emploi est, elle, relativement forte.

On peut donc penser que les chefs d'entreprise ont modifié leur comportement en réagissant plus vite que par le passé à la reprise et décidé d'embaucher. Cette nouvelle attitude pourrait s'expliquer par la plus grande flexibilité donnée par les embauches « à durée déterminée », qui sont effectivement nombreuses.

ALAIN VERNHOLES

Lire la suite page 13

L'exceptionnelle réussite du débarquement de Provence

Grâce à une bonne préparation et à l'aide de la résistance intérieure, l'opération « Anvil » offrit aux Alliés, en août 1944, un rapide succès

François Mitterrand devait présider, dimanche 14 août, à bord du porte-avions « Foch », en compagnie de quinze chefs d'Etat africains, une revue navale célébrant, de Nice à Toulon, le cinquantième anniversaire du débarquement allié en Provence.

C'est le 2 juillet 1944 – seulement six semaines avant l'exécution – que Winston Churchill finit par bénir l'opération du débarquement en Provence dont le nom de code « Anvil » devint bientôt « Dragoon » pour des raisons de sécurité. Sans doute était-elle programmée depuis longtemps, et son principe acquis lors de la conférence de Téhéran en novembre 1943. Pourtant, jusqu'au dernier moment, et encore le 7 août 1944, le premier ministre britannique tentait une ultime démarche pour que ce débarquement demeure *« une menace, une menace seulement »*. On a pu se demander si cette obstination n'a pas contribué à un report que, précisément, les résistants français ont maudit, et en particulier ceux du Vercors. On peut s'interroger aussi sur les raisons de cette opposition et se demander pourquoi les Américains ont passé outre.

Au vrai, ceux-ci jugeaient que, depuis deux ans, ils avaient fait suffisamment de concessions aux Britanniques : ils avaient fait passer la lutte contre l'Allemagne avant celle contre le Japon : avaient accédé à l'idée d'un débarquement en Afrique du Nord, et pas en France comme ils l'eussent souhaité ; en Sicile, ils avaient dû refréner la tentation de Churchill de débarquer dans les Balkans. Or avant le déclenchement d'« Overlord », le 6 juin, Churchill avait peur, surtout, que l'exécution d'« Anvil » n'entraîne une certaine dispersion des forces puisqu'il faudrait les soustraire du champ de bataille italien : soit trois divisions américaines, quatre françaises et plus de la moitié de l'aviation.

Or les Américains ne voulaient voir dans ces réticences que les vaticinations d'un vieil homme qui reprenait ses lubies du « flanc mou » de 1915 et se servait de son « expérience » pour conserver la haute main sur l'ensemble des opérations militaires. Déjà à Téhéran en 1943, Churchill avait dit la préférence qu'il accordait à la campagne d'Italie que menait son général favori, Alexander. Staline avait réagi en faisant valoir que le théâtre de la guerre en Italie était extrêmement important pour assurer le mouvement des navires alliés, *« mais totalement inapproprié pour asséner des coups directs à l'Allemagne, les Alpes barrant la route vers la frontière du Reich »*. Les Soviétiques jugeaient que la bonne combinaison serait la mise à exécution d'« Overlord » dans le nord de la France et une opération auxiliaire dans le Midi – avec pour objectif la jonction de ces deux forces –, tandis que l'opération en Italie servirait de diversion. Ce débarquement dans le Midi ne serait pas aisé, expliquèrent les militaires. *« Personnellement, je prendrais un tel risque »*, répondit Staline. Roosevelt était ravi.

Jusque-là les Britanniques avaient pu peser sur les grands choix stratégiques, d'autant qu'en plus de leur expérience ils pouvaient se targuer d'avoir gagné la bataille de l'Afrique, assuré le succès du débarquement au Maroc et porté une bonne partie du poids de la bataille pour l'Italie. Mais tout bascula avec « Overlord ». Certes, pendant les premières semaines, les Anglo-Canadiens assurèrent largement leur part dans le succès du débarquement ; mais bientôt les forces américaines surclassèrent en nombre celles des Britanniques et surtout l'aviation américaine joua un rôle de plus en plus déterminant.

A leur poste respectif, Montgomery et Churchill ressentaient amèrement ce changement.

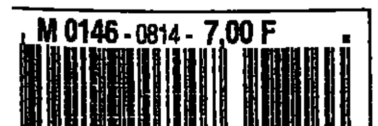
Le débarquement en Provence ne ferait qu'accentuer ce déséquilibre puisqu'il serait le fait des Américains, d'eux seuls, et des Français qu'ils avaient équipés.

Il se trouvait qu'à cause des retards dus à la résistance de Kesselring « Anvil » n'avait pu se produire aux dates initialement prévues. Il se trouva aussi qu'après ses premiers succès « Overlord » piétina, que le 4 juin les Alliés entraient enfin dans Rome et qu'Alexander jugea qu'on pouvait aller plus loin en substituant à « Anvil » un autre plan : « Armpit ».

L'idée ? Exploiter au maximum le succès italien, pousser l'avance vers Ljubljana et Klagenfurt et menacer Vienne en bénéficiant au passage de l'appui de Tito. Il s'agissait par conséquent de changer le plan initial en accentuant, à côté d'« Overlord », la menace d'une attaque en Provence, mais en faisant de l'offensive en Italie la véritable opération secondaire principale au sud, et de ne plus la réduire à une diversion.

MARC FERRO

Lire la suite page 11



A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Antilles, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN : Côte-d'Ivoire, 580 F CFA ; Danemark, 14 KRD, Espagne, 200 PTA : Grande-Bretagne, 95 p., Grece, 300 DR Irlande, 1,50 £, Italie, 2400 L ; Liban, 1,20 US$; Luxembourg, 46 FL, Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN : Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 550 F CFA ; Suede, 15 KRS ; Suisse, 2 FS, Tunisie, 850 m ; USA, 2,50 $ (N.Y. 2 $)

LA TRÈS GRANDE GUERRE

24. *La paix américaine coulée par les sous-marins*

Pour vaincre la Grande-Bretagne, l'Allemagne mène une guerre sous-marine à outrance. Mais, ce faisant, elle frappe aussi les navires des Etats-Unis, qui sortent lentement de leur réserve et finissent par entrer à leur tour dans le conflit en avril 1917.

« *NOUS ne gagnerons la guerre qu'en brisant une bonne fois pour toutes l'épine dorsale de l'Angleterre, sa flotte.* » A la fin de l'année 1916, les autorités navales allemandes sont persuadées que le seul moyen pour l'Allemagne de battre l'Angleterre passe par la mer. Le pays souffre de plus en plus du blocus de ses côtes. L'amiral Reinhard Scheer convainc Ludendorff que la seule solution réside sous la mer : les sous-marins ne seraient-ils pas capables à la fois de faire relâcher le blocus et d'affaiblir l'Entente au point de l'obliger à demander la paix ?

La guerre sous-marine représentait cependant un grave danger : des navires neutres, en particulier américains, risquaient d'être coulés. Dès 1914, Anglais et Allemands avaient déclaré que la mer du Nord serait considérée comme un champ de bataille. En 1915, le président américain Woodrow Wilson, alors dans son premier mandat, proteste auprès des Allemands contre la guerre sous-marine, rappelle les droits des neutres à la liberté des mers, et exige que les Britanniques n'utilisent plus le drapeau américain pour protéger leurs navires. Il conteste aussi le blocus anglo-francais des côtes allemandes. La Grande République est bien neutre et va même jusqu'à offrir sa médiation entre les belligérants.

Le 7 mai 1915, le paquebot *Lusitania* est coulé par un sous-marin allemand au large de l'Irlande. Parmi les 1 198 morts figurent 128 citoyens américains. Les protestations américaines sont intenses. En mai 1916, les Allemands acceptent de ne plus couler de navire marchand sans semonce préalable.

Wilson, pour sa part, entre en campagne électorale. Dans le discours où il accepte sa nouvelle nomination comme candidat du Parti démocrate, il rappelle l'axiome de la neutralité américaine. Quand il est réélu en novembre 1916 par des concitoyens qui sont trop bien informés de l'horreur des champs de bataille européens pour vouloir y participer, c'est au nom de la paix : il est « *l'homme qui a maintenu les Etats-Unis hors de la guerre* ». L'isolationnisme n'est-il pas la seule attitude possible devant cette Europe décadente où l'on s'entre-tue ? Aussi Wilson s'emploie-t-il à travailler à la fin de la guerre.

Pourtant, le 3 février 1917, les relations diplomatiques sont rompues avec l'Allemagne, prélude à l'entrée en guerre des Etats-Unis. La décision allemande de franchir une nouvelle étape, celle de la guerre sous-marine à outrance, le 31 janvier, est la raison officielle de cette décision paradoxale. Pourquoi les Allemands ont-ils décidé de risquer cette aggravation de la guerre ? Comme en août 1914, comme en février 1916, ils sont persuadés que la rapidité et l'intensité de leur attaque peuvent leur faire gagner la guerre. Si le renfort des navires de commerce américains n'a pas permis aux Anglais de l'emporter, elle leur a sûrement évité le désastre. L'idée est donc d'atteindre le plus grand nombre possible de navires marchands, au risque de faire entrer les Etats-Unis en guerre, ce qui est alors vu comme négligeable étant donné la faiblesse militaire du pays (110 000 hommes en 1916, même pas deux fois les pertes britanniques du 1er juillet 1916 sur la Somme) et son éloignement des champs de bataille. C'est un formidable pari contre le temps.

OCÉAN ATLANTIQUE — EUROPE — Hampton Roads — ÉTATS-UNIS — Gibraltar — AFRIQUE

zones dans lesquelles les sous-marins allemands coulèrent de nombreux bateaux alliés

routes des premiers convois

L'Allemagne possède 154 sous-marins, beaucoup plus perfectionnés que ceux du début de la guerre. Par rotation des équipages, avec les réparations nécessaires, 70 environ sont en mer à la fois. En janvier 1917, 35 navires marchands britanniques ont été coulés par les sous-marins, 86 en février, 103 en mars, 155 en avril. En ajoutant les pertes dues aux mines et celles des Alliés et des neutres, le mois d'avril est absolument catastrophique.

Le mois d'avril 1917 est catastrophique : 155 navires marchands britanniques sombrent

Il faut ajouter aux pertes brutes la paralysie des communications qui s'instaure : les ports britanniques voient leur trafic divisé par quatre au printemps 1917 par rapport à 1916. Les marchandises s'entassent sur les quais des ports américains, les capitaines des navires marchands hésitent à prendre la mer. La production de matériel de guerre, l'approvisionnement en nourriture du front et de l'arrière commencent à fléchir du côté britannique. Quant à l'horreur de la mort en mer, elle n'a rien à envier aux tranchées de la Somme. L'Allemagne va-t-elle gagner son pari et la guerre ?

Deux raisons vont l'empêcher de l'emporter, l'une tactique et à effets rapides – la mise en place par les Alliés de convois de navires marchands protégés –, l'autre plus lente à faire sentir ses effets, mais décisive en 1918 – l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Si paradoxal que cela puisse paraître, l'Amirauté britannique n'était pas favorable à l'introduction des convois : ce procédé défensif était rejeté par les adeptes de l'offensive sur mer. Les navires de guerre ainsi utilisés à protéger des grappes de navires marchands ne pouvaient jouer le rôle noble qui devait être le leur. Il faut attendre le printemps 1917 pour que de jeunes officiers de marine fassent prévaloir l'organisation de ces convois. Les résultats positifs ne se font pas attendre pour l'Entente, d'autant plus qu'au fur et à mesure qu'il devient plus difficile aux sous-marins de faire surface les meilleurs capitaines, ceux qui osent s'approcher le plus, disparaissent avec leurs bâtiments.

Dès avril 1917, Freud écrit à Ferenczi : « *Si septembre n'a pas démontré l'efficacité des sous-marins comme arme de destruction, l'Allemagne se réveillera d'une illusion, et ce réveil aura de terribles conséquences.* » Or, sur les 800 navires convoyés en juillet et en août, seuls cinq ont été perdus. Bien plus, les sous-marins eux-mêmes disparaissent maintenant plus vite qu'ils ne sont construits : dix sont coulés en septembre.

L'entrée en guerre des Américains en avril est destinée à avoir encore de « *plus terribles conséquences pour les Allemands* ». Wilson, le presbytérien en politique, connaît, lui, son chemin de croix : l'homme de la paix doit mener son pays dans la guerre. Et ses contradictions personnelles se doublent du refus d'une partie de l'opinion publique (dont on ne sait pas aujourd'hui si elle est majoritaire en avril 1917) et d'une minorité fort active au Congrès.

Quand Wilson rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne, le peuple américain ne croit cependant pas à la guerre. Le télégramme Zimmermann va servir de catalyseur. Cette note adressée le 16 janvier 1917 par le secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères à l'ambassadeur d'Allemagne au Mexique proposait aux Mexicains de récupérer de larges territoires dans le sud-ouest des Etats-Unis s'ils acceptaient de s'allier aux puissances centrales au cas où les Etats-Unis entreraient en guerre. Or, dans les années précédentes, la seule activité militaire des Américains avait été leur intervention au Mexique en révolution, contre Pancho Villa, en 1916. Le général John Joseph Pershing (futur commandant en chef du corps expéditionnaire américain, A.E.F.) avait dirigé l'opération.

L'Allemagne propose au Mexique une alliance et des territoires américains

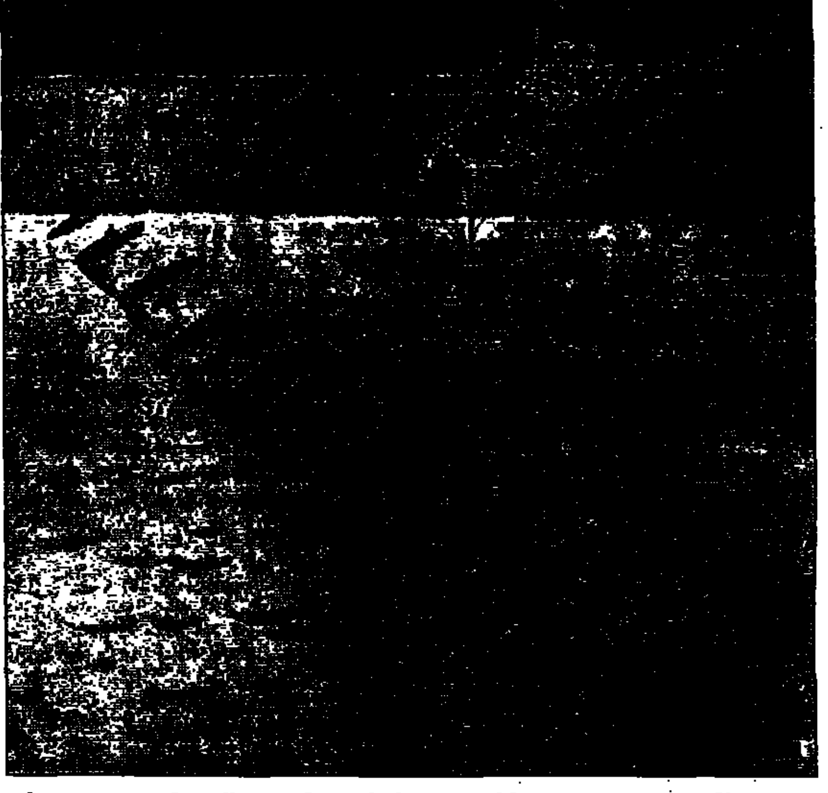
Quelques jours avant le déclenchement des attaques sous-marines, la conclusion du câble de Zimmermann était très claire : « *L'utilisation sans frein de nos sous-marins nous donne enfin la possibilité de forcer l'Angleterre à faire la paix.* » La note, interceptée par les Anglais et communiquée à Wilson en février, est rendue publique aux Etats-Unis le 1er mars. Wilson fait ainsi pression sur un Congrès réticent à armer les bâtiments de commerce. Le 18 mars, les sous-marins détruisent trois nouveaux bâtiments américains. Au moment où la tension s'exaspère aux Etats-Unis, les nouvelles de la révolution russe et de la fin du gouvernement autocratique du tsar confirment que le bon camp, celui de la démocratie, est bien celui de l'Entente.

Le 2 avril, Wilson s'adresse au Congrès réuni en session extraordinaire : « [...] *La guerre sous-marine allemande contre le commerce est une guerre contre l'humanité. C'est une guerre contre toutes les nations. Des navires américains ont été coulés, des vies américaines ont été perdues, d'une façon qui nous a bouleversés* [...]. *L'humanité tout entière est menacée* [...]. *La neutralité ne se défend plus, dans de telles conditions* [...]. *Nous nous devons* [...] *de lutter pour la paix du monde et pour la liberté de ses peuples, y compris celle du peuple allemand.* [...] *La démocratie doit être en sûreté dans le monde.* [...] *C'est terrifiant de mener ce grand peuple pacifique à la guerre, à cette guerre terrible et désastreuse où la civilisation elle-même est en balance. Mais le droit est plus précieux que la paix.* [...] *Le jour est venu où l'Amérique doit verser son sang et utiliser sa puissance pour les principes qui l'ont fait naître, qui lui ont donné le bonheur et la paix qu'elle adore. Dieu aidant, elle ne peut décider autrement.* »

Le discours fut acclamé par le Congrès. Les auditeurs avaient-ils bien perçu que les Etats-Unis ne rentraient pas seulement en guerre pour, dans le court terme, empêcher la défaite de l'Entente, protéger l'industrie américaine, les prêts aux Alliés, et garantir la sécurité américaine ? Tout cela comptait, bien sûr. Mais, pour Wilson, il fallait avant tout assurer la place des Etats-Unis dans le monde, une domination à la fois morale et matérielle : les Etats-Unis devaient jouer leur rôle de nation rédemptrice de l'humanité.

Le 4 avril, 82 sénateurs contre 6 votent la guerre ; le 6 avril, 373 représentants contre 50. En ce jour où les Etats-Unis sont officiellement en guerre et où les sous-marins attaquent comme chaque jour depuis le 31 janvier, les Etats-Unis n'ont-ils pas rejoint le camp en train de perdre la guerre ? Certes, leur immense force industrielle et financière, déjà mobilisée, peut être renforcée facilement ; mais leur armée est presque entièrement à rassembler, à équiper, à transporter enfin sur les champs de bataille. La mise en place des convois permet en quelques mois la victoire sur les sous-marins. Mais, pour l'Entente, il est crucial que l'apport matériel et humain des Etats-Unis n'arrive pas trop tard en Europe. Une Europe où malgré tout la vie continue, y compris dans les milieux artistiques d'avant-garde.

Annette Becker
Historial de la Grande Guerre



Les sous-marins allemands souhaitent la « bienvenue » aux Américains. Caricature de 1917 publiée dans le « Lustige Hannoveraner ». (Document : Bibliothèque municipale de Versailles.)



Graffiti réalisé par des soldats de la « division yankee » (103e régiment d'infanterie) sur la paroi en pierre d'une carrière ayant servi de campement. (Photo J.-S. Cartier.)

LIRE

- André Kaspi, *Les Américains, Tome I, Naissance et essor des Etats-Unis, 1607-1945*, Le Seuil, 1986
- *Les Etats-Unis dans la première guerre mondiale 1917-1918*, sous la direction de Claude Carlier et Guy Pedroncini, Economica, 1992
- Richard Hough, *The Great War at Sea*, Oxford University Press, 1983
- J.-S. Cartier, *Traces de la Grande Guerre. Les vestiges oubliés de la mer du Nord à la Suisse*, Editions Marval, 1994

PROCHAIN ÉPISODE : L'AVANT-GARDE ARTISTIQUE SUR LA BRÈCHE

INTERNATIONAL

ITALIE

Silvio Berlusconi affirme qu'il n'y aura pas de crise de gouvernement

ROME

de notre correspondante

Un Silvio Berlusconi souriant est apparu vendredi 12 août sur toutes les chaînes de télévision pour rassurer les Italiens, dans divers entretiens avec la presse, en affirmant qu'il n'y a pas de crise en vue et que *« l'Italie n'est jamais allée aussi bien »* économiquement. Le président du conseil, empereur des médias, est un expert en communication et son message, à l'heure de plus grande écoute, est apparemment bien passé.

Assis devant un immense bureau de bois laqué blanc dans le cadre confortable de sa villa d'Arcore, Silvio Berlusconi a répondu tranquillement, lancé une anecdote où il se décrit en compagnie du pape, accusé ses nombreux critiques de contribuer à faire chuter la lire et de passer sous silence *« les faits de l'économie réelle » : « 200 000 emplois nouveaux créés, 100 000 nouvelles entreprises inscrites dans les chambres de commerce... »*

Après avoir égrené comme une litanie les bons points de l'économie italienne et de sa propre gestion, le chef du gouvernement a estimé que la spéculation qui a fait tomber vendredi la lire jusqu'à 1 032 lires pour 1 deutschemark était un phénomène largement artificiel : *« En août les spéculateurs sont peu nombreux et leurs mouvements ont d'autant plus d'effets notables. »* Ils agissent, a-t-il ajouté, sous le stimulant d'une presse *« alliée à la coalition* [de gauche] *qui a perdu les élections »* législatives de mars dernier, et qui, faute de mieux, gonfle les moindres polémiques dans le but de l'affaiblir, lui et son gouvernement.

M. Berlusconi a assuré qu'*« il n'y aurait pas de crise »* dans *« une majorité qui veut gouverner longtemps »* et que les engagements en matière de réduction du déficit budgétaire seraient tenus, le détail des « coupes » devant être connu en septembre. Il a répété le leitmotiv qui l'a rendu populaire : pas de recours à de nouveaux impôts. *« Vous pouvez aller sereinement en vacances »*, a répété à ses concitoyens un président du conseil qui, deux jours plus tôt, donnait le sentiment d'être assiégé et annonçait qu'il interrompait ses vacances en Sardaigne pour rentrer précipitamment à Rome.

Pour montrer qu'il restait le chef indiscuté de sa majorité, il a révélé que son impossible allié de la Ligue, Umberto Bossi, lui avait téléphoné, très préoccupé. Optant pour un ton conciliant, le chef du gouvernement a précisé qu'il avait exhorté M. Bossi à *« redevenir »* un allié loyal.

Ce « message d'optimisme », ponctué de phrases typiquement berlusconiennes – *« il ne pleut pas sur l'Italie »* – contrastait de façon saisissante avec la tension qui avait régné ces deux derniers jours dans une société politique qui paraissait au bord de la crise de nerfs.

L'opposition progressiste de son côté, jusqu'alors assez silencieuse, assistant réjouie aux divisions internes de la coalition conservatrice, est sortie de sa réserve. Ses chefs de groupe au Parlement ont demandé que M. Berlusconi vienne s'expliquer sur ce qu'ils tiennent pour les deux raisons de la chute de la devise italienne : « L'incapacité à adopter des mesures sérieuses d'assainissement » et *« le conflit d'intérêts »* entre le chef de gouvernement Berlusconi et le chef d'entreprise Berlusconi. Selon eux, la chute de la lire que n'a pu enrayer la hausse du taux d'escompte annoncée jeudi, *« risque de compromettre la reprise économique »* et *« le Parlement ne peut être tenu à l'écart »*.

Les experts économiques du pays doutent que les déclarations apaisantes du président du conseil et du ministre du trésor Lamberto Dini, ainsi que la hausse du loyer de l'argent puissent faire cesser les attaques contre la lire et rendre pleine confiance dans le gouvernement. D'autres relèvent les relations qui dégénèrent avec la grande presse, très influente, ou bien encore les inculpations qui pèsent sur des responsables de la Fininvest, le groupe de Silvio Berlusconi.

Certains enfin prédisent des conflits sociaux et politiques sur de nombreux projets de lois délicats, comme celui qui, en septembre, devrait introduire des coupes claires dans le système des retraites. Tout cela invite les marchés à la prudence. *« La définition du budget prendra quatre à cinq mois* – a relevé un analyste économique à la télévision. *Il faudrait d'abord que le gouvernement s'engage pendant ce temps à rester solidaire. Il faudrait aussi que soit écarté le moindre doute sur le risque d'élections anticipées, pour convaincre déjà les marchés que le gouvernement Berlusconi tiendra ses promesses d'assainissement budgétaire. »* – *(Intérim.)*

Le ministre du travail attribue la chute de la lire au « lobby juif de New-York ». – Le ministre du travail italien, Clemente Mastella, a présenté ses excuses par téléphone au grand rabbin de Rome, vendredi 12 juin, après avoir tenu des propos très controversés sur le rôle du *« lobby juif de New-York »* dans la chute de la lire. *« Il faut expliquer à la haute finance juive que* [le leader de l'Alliance nationale Gianfranco] *Fini s'écarte de plus en plus d'une quelconque droite nostalgique »*, avait dit le ministre, membre du Centre chrétien-démocrate, partenaire de la coalition au pouvoir. – *(AFP.)*

La défiance des investisseurs

L'instabilité politique, les enquêtes judiciaires contre le groupe de communication Fininvest ont provoqué un effondrement de la lire et, dans son sillage, une déroute de la Bourse de Milan. L'indice Mibtel des valeurs italiennes a abandonné 7,3 %, au total, lors des cinq dernières séances de la semaine. Aux yeux des analystes, on peut à présent parler d'une véritable défiance des investisseurs.

La décision prise jeudi par la Banque d'Italie de porter son taux d'escompte à 7,5 % contre 7 % précédemment afin de défendre la lire, a eu l'effet inverse de celui attendu. La monnaie italienne a été précipitée vendredi dans les abîmes, les opérateurs interprétant cette mesure comme une *« marque de faiblesse »*. La lire chutait à 1 027 lires pour un deutschemark en fin de journée vendredi, après avoir ouvert à 1 015 lires contre un DM. Depuis le début de la semaine, elle enregistre des records historiques de baisse.

« Les opérateurs ont horreur du vide politique. Et là, ils ont l'impression d'être confronté à un vide politique énorme. » Pour ce banquier français, qui tient à conserver l'anonymat, la tempête qui secoue le marché des changes et la Bourse italienne n'a qu'une explication : *« la pure crise de confiance »*.

Que la croissance économique dépasse les prévisions, que l'indice de production industrielle progresse à un rythme soutenu (5,6 % en juin), que les records d'exportation soient pulvérisés mois après mois, que la balance des paiements italienne s'achemine vers un excédent pour 1994 et ce pour la seconde année consécutive, que le taux d'inflation reste contenu sous la barre des 4 %, ces signes encourageants ne retiennent plus aujourd'hui l'attention des investisseurs. *« Ce sont peut être de bonnes nouvelles. Mais les mauvaises – l'étau qui se resserre autour des dirigeants de la Fininvest, la fragilité de plus en plus flagrante de la coalition gouvernementale, les maladresses de Silvio Berlusconi – les éclipsent largement »*, commente un autre analyste.

« Pour résoudre le problème des finances publiques, pour éviter la progression d'une dette qui représente 120 % du PIB, le gouvernement ne peut faire l'économie de deux grandes réformes. Celle de son système de dépenses sociales et celle de sa fiscalité. Qui peut croire ici que le gouvernement Berlusconi à l'assise politique suffisante pour mener à bien ces grands chantiers ? », ajoute-t-il.

Très attentifs, les opérateurs soulignent que le gouvernement est désormais sévèrement critiqué par les « techniciens », ces universitaires, économistes qui ont bâti la crédibilité des mesures d'assainissement des précédents gouvernements Amato et Ciampi. *« Les opérateurs financiers ne regardent pas la RAI, mais Reuters, Monsieur Berlusconi ! »*, mettait en garde Giacomo Vaciago, professeur à l'Université catholique de Milan et considéré comme l'un des grands experts italiens de politique monétaire, évoquant la controverse sur les spots publicitaires vantant les mérites de l'action gouvernementale diffusés sur les chaînes publiques.

CAROLINE MONNOT

GRÈCE

Athènes proteste contre le procès de six membres de la communauté grecque en Albanie

La Grèce a vivement protesté contre le procès, qui doit s'ouvrir lundi 15 août à Tirana, de six membres de l'organisation Omonia représentant la minorité grecque d'Albanie. Ils avaient été arrêtés après l'attaque meurtrière d'une caserne albanaise frontalière près de Peshkepai, le 10 avril dernier, au cours de laquelle deux militaires albanais avaient été tués. Cette attaque a été attribuée par Tirana à un commando des forces spéciales grecques, tandis qu'Athènes a décliné toute responsabilité.

ATHÈNES

de notre correspondant

Cinq des six prévenus sont accusés de trahison, d'intelligence avec les services secrets grecs, de *« visées expansionnistes et annexionnistes »* et encourent la peine de mort. Pour le gouvernement grec, ce procès n'est qu'une *« farce »* montée à l'aide d'une loi pénale *« utilisée déjà par le régime stalinien albanais »*. Athènes est prête à prendre des mesures de rétorsion contre l'Albanie si ses tribunaux condamnaient les six membres d'Omonia. Le but du procès est, dit-on ici, d'intimider et de chasser d'Albanie la minorité grecque (forte selon les Grecs de 350 000 à 400 000 membres ; de 55 000 à 60 000 seulement selon les Albanais), dont le sort est un sujet de polémique entre les deux pays.

Des mesures « drastiques »

« La Grèce, qui est une force de paix et de calme, répondra de façon foudroyante à toute provocation qui nuirait aux intérêts » de la minorité, a averti le chef de la diplomatie, Carolos Papoulias, après avoir reçu le président de l'organisation Omonia, Spyros Kyriazatis. En mai dernier, il avait déjà menacé de prendre des *« mesures drastiques »*, comme, par exemple, l'expulsion massive des centaines de milliers d'immigrés albanais vivant en Grèce, ce qui priverait Tirana d'une source importante de revenus. Athènes a également envisagé, selon des sources informées, d'user de nouveau de son veto au sein de l'Union européenne pour bloquer une aide économique communautaire à Tirana de 35 millions d'ECU.

M. Papoulias et son homologue albanais Alfred Serreqi s'étaient rencontrés, le 3 mai à Zurich, pour tenter de normaliser les relations bilatérales et de calmer le jeu dans cette région sensible des Balkans, mais les discussions se sont soldées par un échec. Afin de présenter un *« front national compact »* et d'affirmer *« l'union de l'hellénisme »*, M. Papoulias s'est entretenu, cette semaine, avec les chefs des partis représentés au Parlement grec, qui lui ont apporté leur soutien. Dimanche, une délégation parlementaire devait se rendre à Tirana pour suivre le procès.

Concert d'indignations

La presse nationale a accordé une large place à cette affaire et condamné l'*« oppression* (dont est victime) *la minorité »*. Le 11 août, une association de défense des détenus a affirmé que les accusés avaient été *« sauvagement torturés »*. Dans ce concert d'indignations, certains, dont les communistes, se sont quand même démarqués et ont critiqué la complaisance du gouvernement à l'égard des groupes ultranationalistes, qui réclament à cor et à cri le rattachement de « l'Epire du nord », cette région du sud de l'Albanie où est concentrée la minorité grecque. L'évêque de Konitsa (proche de la frontière albanaise), Mgr Sevastianos, a ainsi créé une radio pour prêcher son message irrédentiste de l'autre côté de la frontière et demandé à M. Papoulias l'expulsion immédiate de Grèce des immigrés albanais. Le 2 mai dernier, un millier de sympathisants du prélat nationaliste avaient défilé dans la capitale aux cris de *« Un, deux, trois, les tanks en Albanie » !*

Rare voix de modération, le primat de l'église orthodoxe d'Albanie, Mgr Anastassios, a indiqué à une radio grecque qu'il n'enverrait pas d'observateur au procès, dans le souci évident de calmer les esprits.

DIDIER KUNZ

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Entre Serbes et Serbes, un pont sur la Drina

Au poste-frontière de Karakaj, l'embargo décrété par Slobodan Milosevic contre ses « frères » bosniaques paraît être respecté. Mais les gens n'y croient pas...

ZVORNIK

de notre envoyé spécial

Les jeunes policiers serbes bosniaques du poste-frontière de Karakaj sont désœuvrés. Avachis dans de vieux fauteuils usés à l'intérieur d'une baraque de chantier, ils tentent une nouvelle fois de régler le ventilateur. Ils parlent de la guerre, qui n'en finit pas, des Musulmans, dont ils voudraient être débarrassés, et de l'embargo, qu'il va falloir contourner. Ils parlent aussi des femmes qui les attendent à la terrasse des cafés. Les six jeunes policiers sont de bonne humeur : c'est la première fois depuis deux ans et demi qu'ils ont le temps de parler et de boire ensemble toute la journée.

Devant eux, à une vingtaine de mètres, le pont s'élance au-dessus de la Drina. Du poste où ils se trouvent, la rivière est invisible, cachée par un bosquet. De l'autre côté du pont, le drapeau de Serbie flotte en haut d'un mât. Sur la route, dans la baraque, partout, la chaleur est étouffante, le thermomètre annonce 38 degrés à l'ombre. Un des policiers essuie la sueur sur son front, se saisit de ses Ray Ban et va se poster au milieu du carrefour : c'est à son tour de travailler, de contrôler les rares véhicules qui franchissent le pont. *« Seuls les civils peuvent passer,* explique le chef de poste, *à condition qu'ils n'aient pas de bagages. De l'autre côté du pont, en Serbie, ils renvoient les militaires et les camions. »*

Cela fait plus d'une semaine que Belgrade a annoncé la rupture de ses relations avec les Serbes de Bosnie, après le nouveau refus de leur « Parlement » d'accepter le plan de paix du « groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, France, Allemangne et Royaume-Uni, voir *le Monde* du 5 août). La Serbie a décidé de fermer sa frontière avec la « République serbe » (autoproclamée) de Bosnie afin d'inciter les Serbes bosniaques à réviser leur position. En guise de réponse, ces derniers ont décrété l'organisation d'un référendum à la fin du mois d'août.

Flambée des prix sur le marché noir

Au printemps 1993, lorsqu'il avait fallu se prononcer pour ou contre le plan Vance-Owen, le processus fut semblable. Belgrade avait officiellement demandé aux Serbes de Bosnie d'accepter le plan de paix, les menaçant d'un isolement total en cas de refus. Le « Parlement » de la « République serbe » de Bosnie s'était alors réfugié derrière un référendum, dont le résultat fut massivement hostile au plan Vance-Owen. A la tribune du « Parlement » serbe bosniaque, Slobodan Milosevic, le président de la Serbie, avait été sifflé. Cependant, quelques jours plus tard, la frontière s'était rouverte sans heurts. La communauté internationale avait alors accusé M. Milosevic de jouer un double jeu, ce que le président serbe n'avait jamais démenti. Aujourd'hui, le mystère reste entier. Les mesures annoncées par Slobodan Milosevic à l'encontre des Serbes bosniaques paraissent être appliquées et la frontière bouclée. La communauté internationale hésite, cependant, à le remercier de ce geste, se souvenant de son attitude du printemps de l'an dernier.



Sur le pont de Karakaj, le policier de faction contrôle un couple de vieux paysans qui arrivent de Serbie en charrette. Le cheval, comme les hommes, est abruti par la chaleur. *« C'est incroyable,* dit le policier, *ils bloquent même la nourriture et les médicaments. Milosevic avait pourtant promis que l'embargo n'inclurait pas les convois humanitaires. »* A Zvornik, les Serbes de Bosnie peaufinent l'image de victimes qu'ils sont en train de dessiner d'eux-mêmes. Après avoir fermé leur territoire à la presse internationale durant plusieurs mois, ils accueillent désormais les journalistes du monde entier à Pale. Chaque jour, un ministre vient raconter que le plan de paix a pour objectif de *« détruire la République serbe et son peuple »*, que le pays est désormais *« coupé du monde »*, que les Serbes *« survivront, malgré les attaques répétées des Musulmans »*.

Niko est soldat. Il est affecté à la surveillance de la station d'essence de Karakaj, à 200 mètres du pont. *« Les ponts sont fermés depuis une semaine,* explique-t-il, *nous ne sommes plus ravitaillés. »* Un père de famille, sa fillette dans les bras, tente durant une demi-heure de convaincre Niko de lui vendre 10 litres de gazole. Il supplie, menace, sort une liasse de deutschemarks. Le soldat demeure inflexible : *« Je ne délivre de l'essence que sur présentation d'une autorisation de l'armée »*, poursuit Niko.

Sur la place du marché de Zvornik, les étals sont vides. Les marchands vendent essentiellement des produits de saison : tomates et paprika. Un camion Zastava rouge apparaît soudain, il est immatriculé SM (Sremsko-Mitrobica, une ville de Serbie). Stanemir et sa femme Grosda enlèvent la bâche qui recouvre un superbe chargement de pastèques. Les passants se précipitent et dévalisent le couple en quelques minutes. Grosda rit aux éclats : *« Franchir le pont,* s'exclame-t-elle, *pas de problème ! »* Son mari remarque la présence d'un policier près du véhicule : *« Non, non,* dit-il, *elle plaisante. Les pastèques viennent de Bosnie, de Bijelina. Le camion appartient à mon frère... »* Le policier hausse les épaules.

Que l'embargo soit une réalité ou non, le marché noir se réorganise. Sur le bord de la route principale, non loin du marché, trois femmes proposent de l'essence dans des bidons d'huile végétale. Un litre coûte 4 dinars (15 francs), le double de la semaine précédente. Les femmes reconnaissent que l'essence vient de Serbie et disent qu'elles ont été plus astucieuses que les gardes-frontières. Trois kilomètres plus loin, le restaurant Vidikovac propose le même menu que d'habitude : escalopes, salades, fromages, Coca-Cola. *« Dieu merci, nous ne manquons de rien »*, dit le serveur.

A Zvornik, l'embargo décrété par Belgrade est pourtant indéniablement respecté. Si un accord secret lie Slobodan Milosevic et les Serbes de Bosnie, la population n'en profite pas. Il est cependant impossible de parcourir la frontière, où il existe plus de cinquante points de passage, ni de revenir durant la nuit, à la recherche d'éventuelles colonnes de camions. *« Je suis sûr que la Serbie ne nous a pas abandonnés,* dit un homme attablé au Vidikovac, sur la terrasse qui domine la Drina. *Jamais Milosevic ne laisserait nos soldats se faire tuer. C'est à cause des Occidentaux qu'il a dû fermer la frontière pour éviter de nouvelles sanctions économiques. Moi, je le comprends. »*

De la terrasse, on entend les cris des enfants qui se baignent dans la rivière. Les habitants de Zvornik ne paraissent pas soucieux, ils profitent de l'été. Sous le pont de Karakaj, des jeunes filles prennent le soleil. Les garçons jouent aux cartes sur la pelouse. Là aussi les enfants crient et s'éclaboussent. Allongés dans des canots, des adolescents flirtent sans prêter attention au fossé qui, officiellement, sépare à présent les deux rives de la Drina.

RÉMY OURDAN

ASIE

PHILIPPINES

L'Eglise catholique déclenche une offensive contre le président Ramos

Le président Fidel Ramos, qui a succédé à Cory Aquino en juin 1992, pourrait bien connaître la première grande épreuve de son mandat avec la mobilisation qu'est en train d'orchestrer contre lui l'Eglise catholique. Jouissant d'une large audience dans un pays dont 85 % de la population est catholique, l'archevêque de Manille, le cardinal Sin, a appelé les Philippins à manifester massivement, dimanche 14 août, pour protester contre la politique gouvernementale de contrôle des naissances ainsi que contre la prochaine tenue, en septembre, au Caire, d'une conférence sur les questions démographiques initiée par les Nations unies.

L'Eglise entend visiblement se livrer à une véritable démonstration de force à l'occasion de ce rassemblement où elle attend un million de personnes. Appels à manifester lancés dans toutes les paroisses de Manille, distribution de courrier aux familles : la hiérarchie catholique n'aura pas ménagé sa peine pour déclencher sa première offensive contre M. Ramos, accusé pêle-mêle d'encourager *« la pornographie, l'avortement, l'homosexualité et l'inceste »* sous couvert d'éducation sexuelle et de contrôle des naissances destinés à contenir un des taux de croissance démographique parmi les plus élevés d'Asie (2,7 %). Selon Mgr Sin, le gouvernement scellerait un *« pacte avec le Mal »* s'il devait en outre cautionner la conférence du Caire.

Effervescence préoccupante

Cette effervescence qui règne dans les milieux catholiques est d'autant plus préoccupante pour M. Ramos que le poids politique de l'Eglise a toujours été considérable aux Philippines. Figure nationale charismatique, le cardinal Sin avait personnellement joué un rôle-clé dans le soulèvement de 1986 qui avait précipité la chute de l'ancien dictateur Marcos. Cory Aquino était même allée jusqu'à attribuer son arrivée au pouvoir à l'intercession de la Vierge Marie.

« Cory » avait pourtant ensuite bravé les consignes de l'Eglise en accompagnant la mise sur orbite présidentielle de M. Ramos, son ministre de la défense qui la sauva de sept tentatives de putsch. Le cardinal Sin n'avait jamais caché ses réserves à l'égard de ce militaire protestant qui fut naguère un fidèle de Marcos – dont il est le cousin – avant de le lâcher en 1986. Aujourd'hui, Mme Aquino n'est visiblement plus dans les mêmes dispositions puisqu'elle a annoncé qu'elle s'associerait à la manifestation catholique de dimanche, fragilisant ainsi un peu plus l'assise de son ancien ministre. – *(UPI, AP.)*

Les maoïstes obstinés des campagnes de l'Inde

Les naxalites sont à nouveau actifs dans plusieurs régions et rêvent d'un « grand soir » pour le sous-continent

HYDERABAD

de notre envoyé spécial

Ils ne sont ni nombreux ni très puissants, mais ils existent, les maoïstes : dans cette Inde socialiste qui a fini par succomber en 1991 aux sirènes du libéralisme, ils luttent encore, poignée de révolutionnaires exaltés, persuadés que la victoire est au bout du fusil. Pour eux, comme ils l'ont réaffirmé lors d'une récente réunion clandestine près de Calcutta, la « pensée Mao Zedong » c'est ce qui reste quand on a tout oublié du marxisme-léninisme...

Pourchassés par la police, souvent divisés, pour des raisons plus personnelles qu'idéologiques, ils représentent une force avec laquelle doivent compter gouvernements régionaux et policiers. On les appelle « naxalites », en référence aux révoltés de Naxalbari (Bengale occidental), qui déclenchèrent en 1967 de violentes jacqueries contre les propriétaires terriens, avant de devenir un mouvement de paysans et d'étudiants qui fit trembler la bourgeoisie compradore de l'Est indien à la fin des années 60.

Ecrasés quelques années plus tard par les forces de l'ordre sous la houlette du Parti du Congrès, avec la complicité des communistes « révisionnistes » du PCI (M) (PC marxiste, aujourd'hui encore au pouvoir au Bengale), les « fils de Naxalbari » ont pourtant réussi à survivre et à se regrouper. Désormais, la « ceinture naxalite » s'étend depuis le Maharashtra (capitale Bombay) oriental, à l'ouest, continue au sud-est du Madhya-Pradesh, s'enfonce dans de nombreux districts de l'État méridional d'Andhra-Pradesh avant de remonter vers l'Orissa et le Bihar.

La tactique du « cheval de Troie »

C'est loin d'être une révolution, mais c'est plus qu'une révolte : au Bihar et, surtout, en Andhra – la zone la plus « active » du mouvement –, il se passe peu de semaines sans qu'un bus soit attaqué, des voyageurs rançonnés, des postes de police assiégés, des propriétaires assassinés et des « traitres » exécutés après jugement d'un « tribunal populaire ». Certes, l'étendue du territoire des maoïstes n'est pas proportionnelle à leur « force de frappe ». Mais les naxalites sont un élément permanent d'irritation pour les autorités, grâce, notamment, à ce qui semble être un réseau de complicités dans la population paysanne et tribale de la région.

Il y a eu 234 morts – « combattants », civils et policiers – en 1992, 171 en 1993, chiffre déjà dépassé cette année pour le seul Andhra : ces bilans donnent une idée tant de la répression policière que des activités de ces maquisards retranchés dans les jungles du Telengana, région qui fit jadis partie du royaume du célèbre *nizam* d'Hyderabad, monarque milliardaire que les armées de Nehru soumirent à l'Union indienne en 1948. Avant même l'indépendance (1947), cet État avait connu une insurrection communiste dans le Telengana. En un sens, les naxalites y ont donc, vers la fin des années 60, repris le flambeau de leurs aînés.

La situation sur le terrain est assez insaisissable. Le principal mouvement, le Groupe armé du peuple (PWG), a été banni en 1992, et ses militants se cachent. Les sympathisants refusent de rencontrer des étrangers. L'ex-chef du parti, Kondapali Sitaramiah, en a été expulsé en 1992, avant d'être arrêté. Depuis lors, de sa prison, il dénonce la *« ligne Lin Biao »* des *« aventuriers du parti »*. Son successeur, Ganapati, vit en clandestin, s'employant à restructurer l'organisation.

Les querelles endémiques à l'intérieur du PWG – mais aussi entre la vingtaine de groupuscules répertoriés dans le seul Andhra – ont conduit récemment les maoïstes indiens à essayer de recoller les morceaux : en septembre 1993, le PWG et plusieurs mouvements naxalites se sont réunis en secret au Bengale, dans le but de définir une stratégie. L'objectif était de coordonner les activités des groupes dans les États où ils sont opérationnels et de réaffirmer la ligne d'un mouvement *« paysan révolutionnaire »*, tout en créant des organisations légales pour faire le travail de propagande.

Le PCIML-Jana Shakti (Pouvoir du peuple) est le plus important d'entre eux en Andhra après le PWG. Mi-clandestin, mi-légaliste, il a proposé un candidat aux élections régionales.

N. V. Krishnaya, qui a été élu, résume la nouvelle stratégie : *« Jouer le jeu pour dénoncer le système de l'intérieur. Car, pour nous, il ne fait pas de doute que le but, c'est la révolution paysanne. »* Un de ses adjoints, Pradip, ajoute : *« La conscience politique du peuple est encore limitée. C'est pourquoi nous ne partageons pas les théories de la lutte armée du PWG et préférons agir à ciel ouvert. »* Il croit à l'efficacité de la tactique du *« cheval de Troie »*. Naguère, le PCIML-Jana Shakti a perdu des « camarades » lors de conflits avec le PWG. Il s'en est désormais rapproché.

Au-delà de l'aspect aujourd'hui « exotique » d'un mouvement stalinien et maoïste, aux thèses proches de celles des Khmers rouges ou du Sentier lumineux péruvien, la nébuleuse naxalite est l'expression extrême de la colère des paysans journaliers exploités, des intouchables et des aborigènes méprisés. Dans cette Inde en ébullition économique, le monde des campagnes (80 % de la population) est souvent à peine sorti du féodalisme. Le fait que les politiciens locaux soient souvent de mèche avec la police renforce la détermination des naxalites et le soutien dont ils jouissent chez certains paysans.

« La plus grande démocratie du monde, laissez-moi rire !, s'écrie l'avocat Kannabhiram, qui fut poursuivi pour activités subversives pour avoir défendu des révolutionnaires. *L'Inde est tout sauf démocratique. Les naxalites se révoltent ? Quoi de plus normal : ils luttent contre le système des castes, l'oppression des féodaux et de leur allié, ce gouvernement qui a aboli l'intouchabilité mais n'a jamais appliqué la loi et a ainsi trahi sa Constitution. Les maoïstes ne font que mettre le doigt sur l'immensité des problèmes sociaux. »*

A cela s'ajoute la question de la réforme agraire, arlésienne de la politique indienne. L'indifférence des gouvernants et le peu d'empressement des autorités à accélérer la redistribution des terres ont apporté de l'eau au moulin de l'extrême gauche. « Légalement, un million d'acres (1) de terres cultivables auraient dû être redonnées aux paysans sans terre, explique le journaliste Rajendra Prasad ; *or 400 000 seulement l'ont été, dont 300 000 non cultivables ! »*

« Nous ne ferons pas la révolution pour le peuple, celui-ci la fera pour nous. Ce n'est qu'une question de temps », affirme P. K. Murti, syndicaliste du PCIML-Jana Shakti, qui fut des barricades parisiennes de mai 68, quand il faisait un doctorat de littérature sur Baudelaire à la Sorbonne. Car, pour les maoïstes, nul doute : le contexte sociopolitique d'une Inde où se multiplient, pacifiquement ou non, mouvements de *dalits* (intouchables), partis de basses castes et organisations de paysans hostiles à la « globalisation » économique en cours, confirmée par les récents accords du GATT, dessine déjà les contours d'une insurrection générale.

« Le jour où la révolution éclatera, rêve Kancha Ilaiah, Indien de basse extraction devenu professeur de sciences politiques, *l'humanité n'aura jamais rien vu de plus sanglant. Aujourd'hui, nous, les morts-vivants de l'Inde, commençons à relever la tête ! »*

« C'est la fin des naxalites, assure, à l'inverse, le chef de la police d'Andhra, Bhaskar Rao ; *nombre d'entre eux sont morts, ont été arrêtés, ont préféré se rendre ou ont choisi de s'allier à des partis d'opposition légaux. Il y a des années, j'arrêtais des révolutionnaires tout dévoués à la cause. J'avais du respect pour eux, même si je les combattais. Aujourd'hui, la plupart ne sont que des gangsters avides d'extorquer de l'argent à leurs prétendus sympathisants ou aux propriétaires, sous prétexte de recueillir l'impôt révolutionnaire. En un mot, Ils torturent, volent et tuent. Et nous, nous répondons ! C'est la guerre. »*

La réponse des autorités serait souvent impitoyable, assurent les responsables des organisations des droits de l'homme locales : *« Les naxalites tuent pour ne pas être tués »*, dit Me Kannabhiram. *« La police exécute des militants sans procès en faisant croire qu'il s'agit de guérilleros tués lors d'engagements avec les groupes armés »*, accuse T. N. Khan, président du comité des libertés civiles d'Andhra-Pradesh.

Il y aurait aujourd'hui, selon ces mêmes sources, *« plusieurs milliers de suspects croupissant en attente d'un jugement dans les geôles d'Hyderabad »*. Ce chiffre, le chef de la police le révise nettement en baisse en annonçant *« 200 à 300 détenus »*. Il admet que des *« excès policiers »* ont lieu. Mais, ajoute-t-il, *« que voulez-vous, les forces de l'ordre sont soucieuses des résultats. »*

BRUNO PHILIP

(1) Une acre égale 40 ares.

REPÈRES

ALLEMAGNE

Le jugement de Mannheim est « une honte » selon Helmut Kohl

Le chancelier Helmut Kohl, en vacances en Autriche, a dénoncé vigoureusement l'attitude de la justice dans le jugement prononcé à l'endroit du leader d'extrême droite Günter Deckert. Dans les attendus du jugement, le tribunal de Mannheim avait rendu hommage au combat que mène, contre les *« revendications des juifs »*, Günter Deckert, qui nie la réalité de l'Holocauste (*le Monde* des 11 et 12 août). Interrogé par le quotidien *Bild*, le chancelier s'est joint à l'indignation générale. *« C'est simplement une honte*, a-t-il dit, *ce jugement est inacceptable et dépasse le supportable. (...) Il porte tort à l'image de l'Allemagne à l'étranger »*. Le chancelier a cependant ajouté que *« cette attitude n'est pas symptomatique des juges allemands »*. – *(AFP.)*

CONGO

Environ cent quarante-cinq morts dans une église à Brazzaville

Quelque 145 personnes – en majorité des enfants et des personnes âgées – cinquante-six enfants et quarante-neuf personnes âgées – sont mortes étouffées, à la suite d'un mouvement de panique à l'église catholique Saint-Pierre-Claver, à Bacongo, quartier au sud de Brazzaville, dans la soirée du vendredi 12 août, selon un premier bilan provisoire annoncé par la télévision. Celle-ci a montré les corps des victimes, sans donner de précision sur les causes du drame. Une averse aurait provoqué le départ précipité d'une partie des participants. Selon la radio, les fidèles se sont alors rués vers la sortie, certains sont tombés et ont été piétinés. – *(AFP, Reuter.)*

Le mouvement Hamas rappelle que Jérusalem-Est « est toujours occupée »

Deux Palestiniens du mouvement intégriste palestinien Hamas ont été tués par des policiers israéliens et un troisième a été blessé, mais a réussi à prendre la fuite, vendredi soir 12 août, dans le quartier d'Ar-Ram, à Jérusalem-Est. Dans la matinée, ces trois Palestiniens avaient blessé trois policiers israéliens, dont un gravement, en tirant contre leur Jeep à l'arme automatique, après avoir été pris en chasse, ont indiqué des sources policières israéliennes. Dans un communiqué, le groupe Ezzedine el Kassam, branche armée du Hamas, avait revendiqué les tirs contre les policiers : *« Cette opération vise à montrer que Jérusalem est toujours occupée et à faire savoir à toutes les parties prenantes au conflit que la ville sainte restera islamique, arabe et palestinienne. Le drapeau de l'Etat palestinien flottera sur Jérusalem à la face du monde. »* – *(AFP.)*

Américains et Nord-Coréens normalisent leurs relations

Suite de la première page

En échange, Washington s'engage à *« fournir des assurances »* techniques et financières concernant cette reconversion, a précisé Robert Gallucci, le sous-secrétaire d'Etat américain. Les Etats-Unis ne prendront pas en charge l'intégralité du coût de cette opération – évalué à 4 milliards de dollars –, mais ils encourageront la constitution d'un consortium international afin de *« partager le fardeau »*. Durant cette période de transition de sept à dix ans, la source d'énergie de remplacement pourrait être des hydrocarbures ou une centrale thermique, a indiqué Kang Sok-Ju, vice-ministre des affaires étrangères nord-coréen.

La seconde pierre d'achoppement entre les deux capitales concernait le sort des huit mille barres de combustible retirées du complexe nucléaire de Yongbyon en juin dernier, contre l'avis de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Si les Nord-Coréens refusent toujours que ce combustible soit retraité à l'étranger, comme le réclamaient les Américains, ils acceptent toutefois de le placer dans un laboratoire qui sera *« mis sous scellés »* et sous contrôle international et s'engagent à ne pas les retraiter sur place. M. Gallucci a estimé que *« le pire a été évité »*.

Le « chantage nucléaire » de Pyongyang

Cet accord, qui doit encore être ratifié par les deux parties, met fin – définitivement ? – à un long conflit entre Pyongyang et Washington sur la politique nucléaire lancée à l'instigation de feu le maréchal-président Kim Il-sung. Sans remonter à la guerre de Corée (1950-53) et à la guerre froide qui s'en est suivie, divisant la péninsule en deux le long du 38e parallèle, les Coréens du Nord avaient déclenché la crise au début de l'année dernière en rejetant, le 16 février, une première fois la demande de l'AIEA d'*« inspection spéciale »* de ses installations nucléaires.

L'agence de Vienne, tout comme les grandes puissances nucléaires occidentales, s'inquiétait en effet de ce qui se passait dans le complexe nucléaire *« civil »* de Yongbyon, près de Pyongyang. Des informations qui avaient filtré de ce centre secret, des confidences en provenance de Moscou, voire de Pékin, et des photographies prises par satellite démentaient en effet les proclamations pacifiques nord-coréennes. Pyongyang allait accroître ces inquiétudes en annonçant, le 12 mars 1993, son intention de quitter le TNP.

Des négociations allaient rapidement s'ouvrir avec Washington, qui acceptait le dialogue que Pyongyang réclamait également sur d'autres sujets : reconnaissance diplomatique du régime du Nord, et coopération économique pour sortir Pyongyang d'une crise économique catastrophique. Au point que l'on se demandait si Kim Il-sung ne se livrait pas à une sorte de *« chantage nucléaire »* pour obtenir de l'aide occidentale contre l'abandon de son programme atomique.

Ces négociations allaient durer un an et demi, avec quelques hauts et beaucoup de bas. Ainsi, en juillet, le président Clinton menaçait, de Séoul, de riposter *« immédiatement et massivement si la Corée du Nord fait usage d'armes nucléaires »* et, en décembre, Pyongyang acceptait une inspection, sous conditions, de l'AIEA à Yongbyon. Les inspecteurs n'ayant toujours pas été autorisés à visiter les parties sensibles de l'installation, Américains, Britanniques et Français lançaient, le 4 février 1994, un ultimatum aux Nord-Coréens, les enjoignant d'accepter des contrôles sans conditions d'ici au 21 février. Pyongyang cédait et un premier accord américano-nord-coréen était signé dans la nuit du 25 au 26 février.

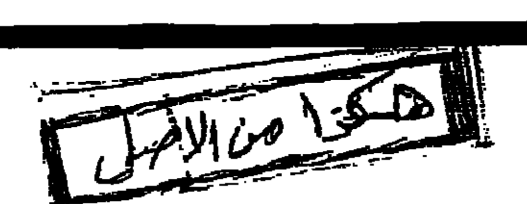
Pyongyang n'en continuait pas moins à mettre des entraves aux inspecteurs de l'AIEA, annonçant même son *« retrait immédiat »* de l'Agence le 13 juin. Entre-temps, les Nord-Coréens avaient retiré du réacteur de Yongbyon les barres d'uranium avec lesquelles ils auraient pu être en mesure de fabriquer le plutonium nécessaire à des armes nucléaires. La rigidité de leur diplomatie se trouvait renforcée par l'ambiguïté de la position de leurs voisins, partagés entre la crainte d'une prolifération et la volonté de calmer le jeu. Ainsi, les Chinois, bien qu'inquiets, ont soutenu leurs *« frères »* communistes, tandis que les Sud-Coréens et les Japonais n'ont cessé d'appeler Washington à la prudence.

PATRICE DE BEER et FRÉDÉRIC BOBIN

Washington accuse l'Iran d'« ambitions nucléaires ». – L'Iran *« continue d'avoir des ambitions nucléaires »* même s'il n'existe pour l'instant aucune preuve formelle que Téhéran ait mis en route un programme de production de l'arme atomique, a déclaré, vendredi 12 août, le directeur de l'agence américaine de contrôle des armements. L'Iran cherche à acquérir *« certains types de réacteurs civils »* davantage susceptibles que d'autres, selon lui, de fournir du combustible pour une bombe. *« Nous sommes convaincus depuis quelque temps que les Iraniens mènent un programme de fabrication d'armes nucléaires »*, a-t-il encore déclaré. – *(AFP.)*

La Chine devrait poursuivre ses essais nucléaires. – La Chine va procéder à *« quelques essais* [nucléaires] *supplémentaires »* avant de se joindre éventuellement à un traité international interdisant totalement ces essais, a estimé, vendredi 12 août, le directeur de l'agence américaine de contrôle des armements. *« Nous encourageons vivement* [Pékin] *à ne pas le faire »*, a-t-il ajouté. D'autre part, le gouvernement chinois a donné son feu vert à la construction de deux nouvelles centrales nucléaires dans la province méridionale de Canton, a rapporté samedi le *Quotidien du peuple*. – *(AFP, Reuter.)*

Les États-Unis « préoccupés » par un trafic d'uranium 235 en Allemagne. – Washington est *« très préoccupé »* par le trafic d'uranium 235 en Allemagne, qui a entraîné, jeudi 11 août, l'inculpation de six personnes, a déclaré vendredi le secrétaire américain à la défense (*le Monde* du 13 août). Ce trafic, a ajouté William Perry, « montre que quelqu'un a eu accès à du matériel nucléaire avec l'intention de le vendre ». « Jusqu'à présent, la Russie a été capable de contrôler le flux de matériel nucléaire hors de ses frontières », a-t-il ajouté, mais la CIA considère comme *« une priorité de haut niveau »* l'infiltration de groupes terroristes désireux de se fournir en matériel nucléaire. – *(AFP.)*



(Publicité)

AFRIQUE

RWANDA

Des milliers de réfugiés sont en marche vers le Zaïre

Des milliers de réfugiés rwandais ont pris la route en direction du Zaïre, vendredi 12 août, à partir des environs de Gikongoro, dans la zone de sécurité créée par les Français au sud-ouest du Rwanda, ont rapporté des responsables d'organisations humanitaires. Des représentants des Nations unies jugent possible que près de 1 million de réfugiés quittent cette zone lorsque les troupes françaises s'en retireront.

Le porte-parole de l'armée française à Goma, le colonel Alain Rambeau, a indiqué vendredi qu'une patrouille militaire française a été attaquée jeudi à Murambi, dans la région de Gikongoro, par un groupe de *« pillards ou de miliciens »*, qui ont réussi à prendre la fuite. Le groupe a *« tiré des grenades sur la patrouille française qui a dû riposter »*, faisant un blessé parmi les assaillants, a-t-il précisé. D'autre part, une barque zaïroise a été coulée jeudi par un tir de mitrailleuse alors qu'elle venait de quitter Kibuyé, dans la zone de sécurité, en bordure du lac Kivu. Selon le colonel Rambeau, vingt passagers auraient péri dans l'attaque, qui s'est déroulée *« en dehors de la zone sous tutelle Turquoise »*.

La Mission de l'ONU pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) devait accompagner dimanche *« un ou plusieurs ministres rwandais »* dans la zone sous protection française, afin de permettre aux membres du nouveau gouvernement de *« parler avec la population locale »*, de rassurer les gens et de les convaincre de ne pas fuir au Zaïre lors du départ des Français. Le commandant de la MINUAR, le général canadien Roméo Dallaire, a déclaré vendredi à Kibuyé que la relève de l'opération « Turquoise » par les « casques bleus », dans la zone humanitaire sûre, sera *« terminée pour le 22 août »*. *« Entre 2 000 et 2 400 »* soldats de la MINUAR seront présents le 22 août dans la zone, parmi lesquels 500 Africains francophones (Congo, Sénégal, Tchad et Niger), 800 Ghanéens et 800 Ethiopiens, a-t-il précisé.

Enfin, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a dénoncé avec force, vendredi à Genève, les exactions des quelque *« 20 000 soldats »* de l'ancienne armée rwandaise qui *« sèment la terreur »* parmi les réfugiés à Goma. *« Nous sommes exaspérés par cette bande de voleurs qui gêne la distribution de vivres et menace tout le monde, surtout ceux qui évoquent un retour au Rwanda »*, a déclaré Sylvana Foa, porte-parole du HCR. – *(AFP, Reuter.)*

GUINÉE-BISSAU : l'opposition conteste les résultats de l'élection présidentielle. – Le candidat malheureux au second tour de l'élection présidentielle, Kumba Yalla, a affirmé, vendredi 12 août, que *« les résultats provisoires publiés par la commission nationale électorale étaient faux »*. Ces résultats donnaient le président sortant, Joao Bernardo Vieira, gagnant avec 159 930 voix (52,02 % des suffrages) contre 147 518 (47,98 %) à M. Yalla. Celui-ci a affirmé qu'il devançait M. Vieira de 654 voix. – *(AFP.)*

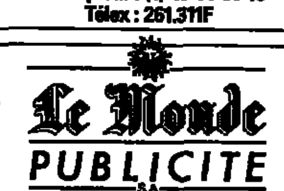
SOMALIE : deux civils tués par des « casques bleus ». – Le porte-parole militaire de l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM) a indiqué, vendredi 12 août, que deux civils somaliens avaient été tués et trois blessés, la veille, dans une fusillade déclenchée lorsque plusieurs Somaliens ont tenté de pénétrer dans l'enceinte du complexe de l'ONU à Mogadiscio. *« Les « casques bleus » ont répliqué pour se défendre, mais malheureusement deux passants somaliens ont été tués et trois blessés »*, a dit le porte-parole. – *(AFP.)*

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Édité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* » « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, gérant.



Le Monde PUBLICITE S.A.
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membre du comité de direction : Dominique Alday
133, av. des Champs-Elysées 75409 PARIS CEDEX 08
TÉL. : (1) 44-43-76-00
Téléfax : 44-43-77-30
Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 437. ISSN : 0395-2037
Reproduction interdite de tout article sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11.
Microfilms : (1) 40-65-29-33

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation 36-17 LMDOC ou 36-29-04-56

AMÉRIQUES

ARGENTINE

Le gouvernement prend des mesures de sécurité exceptionnelles dans la crainte d'un nouvel attentat

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Le gouvernement de Carlos Menem a semé un vent de panique en annonçant, vendredi 12 août, la possibilité d'un nouvel attentat antisémite, trois semaines après celui contre l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA) qui a fait près de cent morts à Buenos-Aires. Des mesures extraordinaires de sécurité ont été prises sur tout le territoire, qui est véritablement en état d'alerte.

La menace d'un troisième attentat terroriste en Argentine a été transmise par le gouvernement israélien et plusieurs services de renseignement nationaux et étrangers, a indiqué un communiqué officiel. Cette information est *« digne de foi »*, ajoute le communiqué, qui précise que la menace ne se limite pas au territoire argentin, mais que l'action des terroristes pourrait s'étendre à *« certains pays voisins »*. Deux sanglants attentats à la bombe ont eu lieu à Buenos-Aires, le premier contre l'ambassade d'Israël le 7 mars 1992 et le second, récemment, contre l'AMIA, le 18 juillet dernier.

Le climat dramatique a atteint son paroxysme vendredi soir, après une série de communiqués alarmants et la convocation d'urgence, au palais présidentiel, des principaux dirigeants politiques pour obtenir leur appui afin d'adopter de nouvelles lois antiterroristes.

Les représentants des moyens de communication argentins ont également été convoqués. Le ministre de l'intérieur, Carlos Ruckauf, a toutefois précisé que l'état de siège ne serait pas déclaré. trente-trois hôpitaux, deux-cent-cinquante médecins et cent-cinquante salles d'opération ont été placés en état d'alerte et les forces de défense civile ont été renforcées dans tous les lieux stratégiques et sensibles : frontières, aéroports, voies de communication. Le gouvernement a également ordonné des patrouilles en hélicoptère au-dessus des principales grandes villes.

A un an de l'élection présidentielle, le gouvernement de M. Menem semble pressé de trouver les coupables de l'attentat contre l'AMIA. Mais, après trois semaines d'enquête et malgré la collaboration du Mossad israélien et de la CIA américaine, la justice argentine a réuni jusqu'à présent plus de soupçons que de preuves concrètes. Les enquêteurs argentins craignent que la « piste iranienne » suivie jusqu'alors ne se révèle trop maigre pour impliquer directement Téhéran et qu'elle mette en péril les relations diplomatiques avec l'Iran, qui est un des principaux clients de l'Argentine pour l'achat de céréales.

Le juge fédéral Juan José Galeano a demandé, il y a deux jours, l'arrestation de quatre anciens fonctionnaires du gouvernement iranien qui auraient travaillé en Argentine au cours des dernières années et le témoignage de trois diplomates actuellement en poste à Buenos-Aires. Le magistrat a fondé ses accusations sur le témoignage d'un ancien fonctionnaire iranien réfugié au Venezuela. Pour sa part, la cour suprême de justice a reconnu officiellement qu'elle n'était pas parvenue à identifier les coupables de l'attentat de mars 1992 qui avait totalement détruit l'ambassade d'Israël en plein centre de Buenos-Aires.

CHRISTINE LEGRAND

LOIN DES CAPITALES

Le cœur de Bolivar est-il à Santa-Marta ?

SANTA-MARTA

de notre envoyée spéciale

C'est sans doute une légende. Rien d'étonnant dans le département du Magdalena, dont les grands hommes aux accents lyriques ont souvent puisé dans la réalité pour mieux la nimber de fantastique. Comme Gabriel Garcia Marquez, qui a en partie tiré de l'histoire d'Aracata, où il est né, son fameux *Cent ans de solitude*.

Héros épique, Bolivar, qui libéra du joug espagnol le Venezuela, la Colombie, le Panama, l'Equateur, le Pérou et la Bolivie, mourut à Santa-Marta, la capitale du Magdalena. Garcia Marquez l'y rattrapa pour écrire *le Général en son labyrinthe*, histoire sublimée des derniers jours d'un *Libertador* conspué et abandonné, succombant, à quarante-sept ans, de tuberculose.

Racontée au bord de la douce mer des Caraïbes, la légende part de là, à Santa-Marta. En 1830, Bolivar fut enterré en la cathédrale de cette cité, son corps d'un côté, son cœur de l'autre. Quatre années plus tard, la ville, pillée presque tous les dix ans par les flibustiers aux XVI[e] et XVII[e] siècles, connut une autre calamité : à 2 heures du matin, le 22 mai 1834, un tremblement de terre la secoua violemment. Les répliques plus ou moins fortes se poursuivirent, disent les historiens, six mois durant. On décida donc de transporter provisoirement le corps de Bolivar de la cathédrale, menacée de s'effondrer, jusqu'à l'hacienda (1) toute proche où il avait fini ses jours, au milieu des tranquilles tamarins et des gigantesques lauriers des Indes. Dans la précipitation, on oublia le cœur.

Insidieusement, on n'en dit mot en 1842, lorsqu'une goélette du Venezuela, où Bolivar était né, vint récupérer les restes du *Libertador*. Certes Bolivar avait voulu reposer parmi les siens, dans sa terre natale, mais n'avait-il pas souhaité – au propre ou au figuré – que son cœur restât en Colombie ?

L'arrivée du Petit Livre rouge

Subrepticement, on fouilla la cathédrale en tous ses coins. De cœur, on ne trouva point. Des quidams prétendent encore, à intervalles réguliers, avoir mis la main sur l'organe vital, mais jamais leur « trouvaille » n'a convaincu les savants. Où est le cœur de Bolivar ? La question continue de hanter les esprits des Magdaléniens.

Il est à Santa-Marta – opinent certains – dans la plus vieille ville du continent sud-américain, construite en 1525, huit années avant la magnifique cité coloniale qui l'a détrônée : Carthagène des Indes, sise plus à l'ouest sur la même côte. Il est bien là, insiste-t-on, dans cette capitale du Magdalena tournée vers l'Europe, qui s'imprégna avidement, – comme Bolivar – de toutes les idées nouvelles ou révolutionnaires venues du Vieux Continent. C'est par son port que seraient arrivés en Colombie les premiers exemplaires du Petit Livre rouge et les nouvelles de la révolution d'Octobre, en pleine *bonanza* bananière. La célèbre United Fruit Company, bien implantée dans la région, dut le constater... et le regretter. A Cienaga, à l'ouest de Santa-Marta, au milieu de ses plantations, éclata une grève en 1928, menée par des *bananeros* mécontents. Une terrible répression, commandée par un militaire zélé, fit au moins trois mille morts. La United américaine plia bagages et s'installa dans l'Uraba, près du Panama, où la main-d'œuvre paraissait moins prompte à revendiquer.

Bolivar, personnalité toute en contradictions et en passions, aurait-il été du côté des exploités ? Ses biographes le décrivent beaucoup plus préoccupé de liberté que d'égalité. Le président de la Grande-Colombie (du Venezuela à l'Equateur, avec aussi le Panama) s'est certes soucié des conditions des plus défavorisés, mais les mesures qu'il décréta pour assurer plus de « justice sociale » sont très souvent restées lettre morte.



« Faisons en sorte que l'amour unisse par un lien universel les fils du continent de Colomb, et que la haine, la vengeance et la guerre soient extirpées de son sein », écrivait Bolivar. Rien de cela ne s'est avéré à Santa-Marta, encore moins à Cienaga. Le départ des compagnies bananières plongea la région dans une dépression. Elle dura jusqu'à ce que les pentes, toutes proches, du massif de la Sierra Nevada accueillent à merveille une herbe que les jeunes Américains se sont mis à fumer à la fin des années 60.

La marijuana attira son cortège de renégats. Ce fut bien pire avec la coca. Moins connue que les cartels de Cali ou de Medellin, la « mafia de la côte caraïbe » règne toujours, au moins par l'argent, à Santa-Marta. Et l'armée a dû intervenir cette année à Cienaga, où continuent de s'affronter les trafiquants de drogue, la guérilla, les milices des propriétaires de plantations et les délinquants, à la solde des uns ou des autres. Il y eut récemment jusqu'à une trentaine de morts par mois. Le cœur de Bolivar n'est sûrement pas là.

Il repose peut-être, alors, à Taganga, juste à l'est de Santa-Marta. Lové au fond d'une pittoresque baie, ce petit port est un havre de paix. A peine 4 500 habitants, descendants pour la plupart des Taïronas. Ces indigènes, réputés doux et dociles, n'opposèrent aucune résistance aux envahisseurs espagnols. Les conquistadors les employèrent sans ménagement pour la récolte des perles en mer jusqu'à épuisement de ce trésor.

Bolivar prit fermement la défense de ces « premiers habitants » du continent. Il décréta que les Indiens de la Grande-Colombie étaient les légitimes propriétaires des terres qu'ils occupaient *« quels que soient les titres que puissent exhiber »* d'autres *« possesseurs »*. Il interdit les abus auxquels on les soumettait : travail forcé, impôts indus, mauvais traitements, etc. Sans grand succès : ces dominés ignoraient leurs droits.

Ce n'est plus le cas. Les Taïronas ne se contentent plus de vouer un culte à la mer, les nuits de pleine lune, pour que les dieux assurent leur tranquilité. Ils refusent les grands développements hôteliers qu'on voudrait leur imposer, à l'exemple des complexes de béton du Rodadero, de l'autre côté de Santa-Marta. *« Nous sommes des pêcheurs et entendons le rester »*, disent-ils, sirotant leurs jus de coco, arrosés, sous les feuilles de lataniers de gargotes alignées au pied d'indolentes vagues. A quelques pas – lourds sous le soleil brûlant –, des hippies vieillissants vendent de sobres bibelots de bois aux touristes du seul hôtel du port, qui n'a pas été autorisé à s'agrandir. Y séjournent surtout des randonneurs américains et des plongeurs sous-marins. *« Ces touristes-là, en nombre limité, ne nuisent pas à notre écosystème »*, disent les autochtones, utilisant à bon escient l'argument de l'environnement.

« Je formule mes derniers vœux pour la félicité de la patrie. Si ma mort contribue à ce que cessent les divisions et se consolide l'union, je reposerai tranquille dans ma sépulture », écrivait Bolivar, sept jours avant sa mort. Il n'avait pu empêcher, au sein de sa Grande-Colombie, ni les guerres ni la sécession du Venezuela. Seul, son grand rêve d'union des anciennes colonies espagnoles a quelque chance de voir le jour. Une union d'intérêts économiques seulement. L'introuvable cœur bat peut-être là.

MARTINE JACOT

(1) Cette hacienda – la Quinta de San Pedro Alejandrino – est devenue un musée sanctuaire, à visiter.

EN BREF

AFGHANISTAN : les stocks de médicaments du ministère de la santé détruits à Kaboul. – Une violente attaque à la roquette sur le nord-ouest de Kaboul a atteint, vendredi 12 août, des entrepôts du ministère de la santé publique, où tous les stocks de médicaments ont été détruits, ont déclaré des témoins. Les dizaines de roquettes qui ont été lancées sur plusieurs quartiers de la capitale par les forces du Hezbi-Islami de Gulbuddin Hekmatyar, opposé au président Rabbani, ont aussi fait une trentaine de morts et une centaine de blessés. – *(AFP.)*

ARABIE SAOUDITE : neuf décapitations. – Neuf personnes condamnées à mort pour divers crimes de droit commun ont été décapitées, vendredi 12 août, selon le ministère de l'intérieur. Il s'agit de six Saoudiens et de trois Pakistanais. Vingt-quatre personnes au total ont été décapitées depuis le début de l'année. – *(AFP.)*

JAPON : le ministre de l'environnement conteste la responsabilité de son pays dans la seconde guerre mondiale. – Le ministre japonais pour l'environnement, Shin Sakurai (PLD), a dû retirer, vendredi 12 août, les propos qu'il avait tenus dans la matinée sur le rôle du Japon durant la seconde guerre mondiale. *« Je ne pense pas que le Japon ait combattu dans le but de mener une campagne d'agression »*, avait-il déclaré à la sortie du conseil des ministres, suscitant une protestation du gouvernement sud-coréen. C'est la seconde fois en trois mois qu'un ministre japonais conteste ainsi la responsabilité du Japon dans le conflit mondial. – *(AFP.)*

TURQUIE : neuf blessés dans un attentat à la bombe. – Neuf personnes, dont trois touristes étrangers, ont été blessées par l'explosion d'une bombe vendredi 12 août dans une gare routière de la partie européenne d'Istanbul. Les trois étrangers sont une Suédoise, un Tchèque et un Roumain. Un des blessés turcs serait gravement atteint. L'attentat n'a pas été revendiqué. Il survient à trois jours du dixième anniversaire de la rébellion armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), auquel la police attribue généralement ce genre d'action. – *(AFP.)*

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La fin de la conférence de Yokohama

Les nouvelles frontières de la recherche contre le sida

YOKOHAMA

de notre envoyé spécial

Nouvelle conférence du désespoir ou première confrontation réaliste et constructive ? A-t-on assisté, sur le continent asiatique, à ce pragmatisme auquel on n'osait plus croire ? L'avenir dira si la dixième conférence internationale sur le sida, qui vient de s'achever à Yokohama, aura marqué l'amorce d'un progrès dans la perception et la prise en charge collective de cette maladie et de sa prévention. L'essentiel n'est d'ailleurs pas dans un bilan, mais bien dans la définition des lignes de force de la géographie épidémique, des actions scientifiques à conduire pour mieux cerner la réalité de cette entité pathologique, saisir les processus intimes de sa progression dans l'organisme humain. Au-delà de la médecine et de la science, on s'apercevra que l'urgence est plus que jamais politique.

Aux frontières de la virologie fondamentale rien, depuis 1983, n'est simple. On avait vite perçu le caractère hautement pathogène de ce virus. Son appartenance à une famille particulière (celle des rétrovirus) et son pouvoir de destruction du système immunitaire humain ont vite déjoué toutes les parades médicamenteuses. Restait l'approche vaccinale qui, depuis un siècle, a permis de très nombreux succès dans le champ virologique.

Pas de progrès décisif à court terme

Mais se dresse ici un obstacle de taille avec l'extraordinaire propriété qu'a le VIH de modifier sa structure sans perdre son pouvoir pathogène. L'émergence du « sous-groupe O », dont certains à Yokohama pensent qu'il pourrait devenir un VIH 3, est la dernière illustration de ce phénomène. Les virologues disent que cette propriété n'est peut-être que la traduction d'un virus immature, bredouillant, incapable de se reproduire à l'identique. Si tel était le cas, il faudrait en conclure que cette forme d'immaturité peut être, pour ce virus, un considérable avantage sélectif et, pour l'espèce humaine, un piège sans précédent.

Le défi posé ici aux spécialistes de vaccinologie est clair. On découvre à échéance régulière les nouveaux visages de ce dernier. L'efficacité et l'éthique se rejoignent. Il leur faut fabriquer un seul vaccin protecteur pour l'ensemble des variétés virales circulant à travers le monde.

La quête vaccinale est donc celle des structures mystérieuses et invariables qui, au-delà des leurres piégeant les cellules du système immunitaire humain, sont vitales et indispensables à la reproduction du VIH. Cette quête est ardue et semble ne pouvoir être menée qu'avec l'engagement actif des quelques multinationales pharmaceutiques spécialisées dans la production des vaccins. Or les difficultés techniques rencontrées et à venir modifient les données du problème et ternissent l'eldorado médical et économique auquel on rêvait hier encore.

La conférence de Yokohama n'aura été marquée par aucun fait majeur en matière de thérapeutique médicamenteuse. Sur ce front, les avancées sont maigres, lentes et coûteuses. Il y a certes les bénéfices de l'AZT dans le blocage de l'infection de l'enfant par sa mère, comme l'a rappelé le professeur Stéphane Blanche (hôpital Necker, Paris) et la confirmation que cette molécule, correctement maniée, permet de prolonger (de deux ans en moyenne) l'espérance de vie des malades. On commence aussi à évoquer les possibles bienfaits de l'association de plusieurs molécules antivirales, ceux des inhibiteurs de protéase et ceux, tant attendus, de la thérapie génique. Mais si les bases théoriques sont solides, la mise en œuvre de ces nouveaux protocoles thérapeutiques et leur évaluation scientifique demandent de si longues périodes que rien ne permet de prévoir, à court terme, de progrès décisif.

Certains cliniciens évoquent aujourd'hui, avec parfois un certain enthousiasme, l'apport que pourrait constituer la diffusion d'une nouvelle technique, encore sophistiquée – mesure de la charge virale – qui quantifie le nombre de virus présents dans le sang circulant. On disposerait ainsi d'une bonne image pronostic de l'évolution de la maladie, ce qui permettrait d'ajuster « à la carte » les traitements antivirus. L'idée dominante est qu'en l'absence de thérapeutique miracle les progrès résulteront d'une somme de modifications et d'améliorations parcellaires associées à une prise en charge toujours mieux adaptée des infections opportunistes.

C'est ainsi qu'on a entendu à Yokohama des cliniciens reprendre les mots et les concepts de la cancérologie. Dans cette discipline, les progrès majeurs sont souvent nés de l'association, parfois quelque peu empirique, des différentes catégories thérapeutiques disponibles. Mais le sida est d'origine infectieuse. Et une menace existe qui n'était pas fondée au début de l'usage des médicaments antibiotiques, de la chirurgie et de la radiothérapie. L'inquiétude naît en effet des possibilités d'adaptation des micro-organismes aux agents médicamenteux visant à les détruire. Les VIH, mais aussi certaines bactéries (et notamment le bacille tuberculeux) développent fréquemment des résistances, ce qui pourrait rapidement ruiner les acquis thérapeutiques.

L'énigme de l'« harmonie » avec le virus

L'énigme que continue de poser le cas des personnes infectées vivant plus de dix ans sans symptôme de la maladie et réalisant une forme d'« harmonie » avec le virus, situe, de manière spectaculaire, la frontière entre le savoir et l'inconnu. L'une des plus brillantes communications faites à Yokohama par le docteur David D. Ho (Centre de recherches sur le sida Aaron Diamond, New-York) a été consacrée à cette question. Comment expliquer une telle résistance ? Le docteur Ho ne peut répondre. Ses travaux ne le conduisent en fait qu'à exclure un nombre croissant de possibles explications. Ainsi peut-on, selon lui, écarter l'hypothèse immunologique. Cette résistance ne tient pas non plus à une caractéristique génétique du virus qui aurait fait que ces personnes auraient été infectées par un VIH à la virulence atténuée. Conclusion : leur organisme parvient à maîtriser l'infection par le VIH. Jusqu'à quand ? Et jusqu'à quand faudra-t-il attendre pour comprendre ?

A l'écoute des plus brillants exposés de Yokohama, ceux des professeurs Anthony S. Fauci (Institut américain de la santé) ou Gay A. Levy (Université de Californie), on ne pouvait manquer d'être frappé par la persistance des interrogations qui demeurent. Deux conceptions prévalent. D'une part, celle défendue par les virologues pour lesquels le sida est, à quelques variantes près, une maladie virale « classique ». D'autre part, ceux pour qui le rôle des cofacteurs (dont le nombre et la nature restent encore à définir) est déterminant.

Demeure-t-on, en d'autres termes, dans le monde de l'infectiologie traditionnelle conçue au XIX[e] siècle et qui veut qu'à un germe corresponde une maladie ? Faut-il au contraire postuler que le sida consacre l'apparition de maladies beaucoup plus complexes empruntant à d'autres catégories d'agents infectieux et de mécanismes biologiques ? La démonstration ne pourra être fournie que par un succès thérapeutique reproductible.

Il faut parvenir, sur ce point, à marier les « anciens » et les « modernes ». A leur manière, les membres de l'association Act-Up ne disent pas autre chose quand ils réclament l'association de toutes les approches, « traditionnelles » et « alternatives » et l'incitation à des réflexions innovantes. A Yokohama, le docteur William E. Paul, le nouveau directeur de l'Office américain de la recherche sur le sida, a longuement détaillé le futur programme de son pays pour la recherche sur cette maladie. Recherche clinique, vaccinale, médicamenteuse, comportementale et fondamentale, ce programme aux allures de catalogue n'aurait guère surpris sans la partie finale. Là, le docteur Paul a abordé les limites de la planification de la recherche et la part essentielle de l'impondérable dans la quête à la compréhension du vivant et à la correction du pathologique. La cancérologie, une fois de plus, fut prise en exemple (la découverte du gène p53 de suppression des tumeurs à partir de l'étude, par Arnold Levine, de la croissance des adénovirus) pour démontrer que la lumière scientifique peut venir de disciplines voisines, sinon étrangères.

On touche à l'un des aspects essentiels de la problématique soulevée par la recherche sur le sida. Comment organiser, programmer, planifier cette recherche très coûteuse, sans faire l'impasse sur des secteurs *a priori* non concernés qui pourraient se révéler essentiels ? Est-ce la recherche « sur le sida » qui doit être privilégiée par les organismes publics ou privés ou, plus généralement, la recherche sur le vivant ? La découverte du VIH a résulté, en 1983, non pas du simple hasard, mais de la somme des acquis cumulés en biologie depuis de longues années. Les impasses dans la mise au point d'un vaccin antisida tiennent pour l'essentiel à une absence non pas de volonté ou d'argent, mais de concepts nouveaux.

Le sida n'est pas la seule maladie à se situer sur cette nouvelle frontière du savoir. La maladie d'Alzheimer, la sclérose en plaques, la maladie de Creutzfeldt-Jakob, identifiées par la clinique triomphante du début de notre siècle, se situent dans les mêmes zones, au croisement de disciplines encore trop cloisonnées, aux confins des « agents transmissibles non conventionnels », de l'inconnu.

La réorganisation actuellement en cours de l'effort international, les prises de parole de plus en plus fréquentes et volontaristes des responsables gouvernementaux témoignent d'une prise de conscience politique de plus en plus aiguë. Compte tenu de la dimension de ce fléau et des drames de tous ordres qu'il génère, cette prise de conscience conduira immanquablement à privilégier un effort majeur de déchiffrage du vivant et à tout mettre en œuvre pour modifier certains comportements sexuels à haut risque pour l'espèce humaine.

JEAN-YVES NAU

Trois cas de paludisme ont été décelés à l'aéroport de Roissy

Trois cas de paludisme, dont l'agent responsable est le *plasmodium falciparum*, sont survenus ces derniers jours à l'aéroport de Roissy. L'une des personnes atteintes est décédée, une autre est actuellement hospitalisée. Un troisième cas a été décelé chez un manutentionnaire de l'aéroport. Aucun de ces malades n'avait voyagé récemment dans une zone infectée par le paludisme.

Les fortes chaleurs de ces derniers jours en région parisienne expliquent que des moustiques anophèles « importés » aient pu résister, au terme d'un voyage en avion, à l'atmosphère de l'Ile-de-France. Le rafraîchissement de la température devrait éloigner les risques de nouvelles infections.

A la direction générale de la santé, on indique que tous les services d'urgence de la région parisienne, ainsi que les médecins généralistes des départements limitrophes de Roissy (77, 93, 95), ont été alertés. Dans un communiqué publié vendredi 12 août, Aéroport de Paris a rappelé à toutes les compagnies aériennes la nécessité d'observer strictement les procédures de désinsectisation des avions au départ des zones infectées.

En outre, des services médicaux d'urgence, ouverts 24 heures sur 24, ont été installés dans les aéroports. Ils sont à la disposition des personnes qui présenteraient à la fois des nausées, des céphalées et une température élevée. (Aérogare Charles-de-Gaulle 1 : 48-62-28-00. Aérogare Charles-de-Gaulle 2 : 48-62-53-32. Aéroport d'Orly : 49-75-45-12).

Les opérations de contrôle après les menaces islamistes contre la France

Un journaliste algérien mis en examen à Paris

La police a poursuivi, vendredi 12 août à Paris et en province, la vaste opération déclenchée, samedi 6 août, en réponse aux menaces lancées contre la France par certains islamistes algériens. Quatre personnes – dont un journaliste algérien, Sayah Taleb – soupçonnées d'avoir participé à des trafics en faveur du Front islamique du salut (FIS), ont été mises en examen.

A Paris, pour la sixième nuit consécutive, plus de trois mille personnes ont été contrôlées dans les rues et les couloirs du métro de la capitale dans la nuit du vendredi 12 août. Trente-deux personnes en infraction à la législation sur les étrangers ont été mises à la disposition des renseignements généraux, contre une soixantaine la veille. Au total, plus de 20 000 personnes ont été contrôlées en une semaine.

A Toulouse, deux étrangers en situation irrégulière ont été interpellés lors d'opérations similaires. A Lyon, la poursuite des contrôles provoque la grogne de la communauté maghrébine. *« La pêche aux Maghrébins est ouverte »*, a protesté l'Association des jeunes Arabes de Lyon et banlieues (JALB).

En prolongement judiciaire de ces opérations, quatre sympathisants présumés du FIS ont été mis en examen et écroués vendredi 12 août à Paris par le juge d'instruction Roger Le Loire, remplaçant son collègue Jean-Louis Bruguière. Mohamed Belarbi, 30 ans, et Lahcene Baroudi, 27 ans, arrêtés à Paris, sont notamment accusés de complicité d'infraction à la législation sur les armes et d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Les deux hommes, respectivement gérant et employé de la librairie SIRA à Paris, sont soupçonnés d'avoir financé l'achat d'armes et de munitions découvertes, le 9 mai dernier, dans la voiture d'Abdel Hakim Boutrif, arrêté près de Metz.

Le juge d'instruction a également mis en examen Mohamed Sedjerari, 46 ans, et Sayah Taleb, un journaliste de 51 ans, pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Les deux hommes, arrêtés dans la région lilloise, ont été écroués dans le cadre du dossier Ahmed Seba, portant sur un trafic de faux papiers algériens à destination des maquis islamistes.

L'inquiétude des associations de solidarité

Les avocats de Sayah Taleb soutiennent que les contacts qu'il a pu avoir avec des membres du FIS font partie de ses activités de journaliste et d'écrivain. Selon M[e] Dupont-Moretti, M. Taleb est en prison *« parce qu'il est journaliste, écrivain, intellectuel, algérien et musulman »*. L'avocat voit dans cette incarcération *« une menace pour tous les intellectuels algériens »*. Selon lui, les seuls documents découverts chez son client (qui a écrit cinq livres sur l'Algérie dont un co-signé par Hervé Bourges) sont *« des documents de travail »*. M. Taleb, ex-dirigeant du Mouvement pour la démocratie en Algérie, vit en France depuis 25 ans.

De leur côté, les avocats de treize des assignés à résidence de Folembray (Aisne) ont déposé, vendredi 12 août, trois recours devant le tribunal administratif d'Amiens (Somme), en vue de surseoir à l'exécution de l'arrêté ministériel d'expulsion de leurs clients et de le faire annuler. Ils ont également demandé l'établissement d'un constat d'urgence sur les conditions d'assignation de leurs clients.

Cinq organisations ont dénoncé, dans un communiqué, ces assignations qui, selon eux, *« s'apparentent à de véritables détentions arbitraires »*. Les signataires sont la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI), le Syndicat des avocats de France (SAF), le Syndicat de la magistrature (SM) et SOS-Racisme. Ils rappellent qu'un Etat démocratique *« se caractérise par le respect des procédures légales et des garanties les entourant »*.

Pour sa part, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a dénoncé *« le soutien sans faille apporté par le gouvernement français au pouvoir militaire algérien qui l'encourage de fait à persévérer dans une voie qui conduit à la catastrophe »*.

Retenu à la caserne de Folembray (Aisne)

Larbi Kechat, un imam « au-dessus de tout soupçon »

Regards dans le vide et sourires figés : vendredi 12 août, à l'heure de la prière à la mosquée de la rue de Tanger à Paris (19[e] arrondissement), les fidèles sont consternés. Larbi Kechat, imam du lieu depuis près de vingt ans, haute figure de l'islam parisien, est absent, pour la première fois depuis très longtemps. Au centre des conversations reviennent les circonstances de son arrestation, deux jours plus tôt par la police, et de sa *« séquestration arbitraire »* à Folembray, parmi des *« extrémistes avec qui cet homme de paix et de dialogue n'a rien de commun »*.

Originaire de la région de Sétif, en Algérie, Larbi Kechat, quarante-neuf ans, a fait des études de sociologie à la Sorbonne. Mais désormais ce musulman *« au-dessus de tout soupçon »* se consacre à plein temps à sa tâche religieuse, au point de devenir l'« âme » de l'une des mosquées les plus fréquentées de la capitale, l'un des prédicateurs les plus écoutés, par un public d'étudiants autant que d'ouvriers, d'Algériens autant que de Comoriens ou de Sénégalais.

S'il est toujours resté à distance des polémiques au sein de la communauté musulmane, évitant par exemple de prendre position au moment de la guerre du Golfe, Larbi Kechat est réputé pour ses sermons *« très modérés »*, *ses appels au calme, à la tolérance, à la lutte contre la drogue et la délinquance.* Fidèle collaborateur de l'émission religieuse du dimanche matin sur France 2, *Connaître l'islam*, il donne des conférences en province, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Espagne et reçoit régulièrement, rue de Tanger, des personnalités catholiques ou protestantes. Il a même participé en avril 1993 à un colloque islamo-chrétien à Khartoum, au Soudan.

Au cours du dernier ramadan, qui avait lieu cette année en plein hiver, il a fait distribuer sept cents repas par jour aux nécessiteux, qu'ils soient ou non musulmans. Cet homme, aujourd'hui retenu à Folembray, est paradoxalement l'un des responsables musulmans de la capitale les plus soucieux de bonnes relations avec les pouvoirs publics et les élus locaux qu'il invite à sa table, et qui, de l'avis même d'élus comme Jean-Pierre Pierre-Bloch, ancien député, ou Michel Bulté, maire du 19[e] arrondissement, contribuent à la *« paix du quartier »*.

H. T.

Des partisans du FIS manifestent devant l'ambassade de France à Londres. – Des partisans du Front islamique du Salut (FIS) ont crié, vendredi 12 août, durant une heure et demie, des slogans violemment hostiles à la France et au pouvoir en place à Alger lors d'une manifestation devant l'ambassade de France à Londres. La manifestation, qui a réuni entre trente et quarante personnes, s'est déroulée sans incident. Le FIS n'ayant pas de statut légal en Grande-Bretagne, les organisateurs se sont présentés comme des membres de l'Association de la communauté algérienne. – *(AFP.)*

M. Jobert partage l'analyse de M. Pasqua. –Michel Jobert, ancien ministre, a déclaré, vendredi 12 août, sur RTL, qu'il partage l'analyse de Charles Pasqua (*le Monde* du 13 août) sur la situation politique en Algérie. *« Quand Charles Pasqua dit, parlant des islamistes modérés : « Qu'ils se déclarent et que, surtout, ils dénoncent cette méthode d'assassinats et d'attentats », il dit ce qu'il voit et ce que nous voyons tous »*, estime M. Jobert.

SÉCURITÉ : 71 % des Français font confiance au gouvernement, selon un sondage CSA. –71 % des Français font confiance au gouvernement pour *« éviter les risques de terrorisme en France »*, et 57 % d'entre eux estiment que les mesures prises par le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, sont *« plutôt efficaces et ont un caractère dissuasif »*, selon un sondage de l'institut CSA réalisé, les 10 et 11 août, auprès de 802 adultes âgés de dix-huit ans et plus, et dont les résultats ont été publiés par *le Parisien* samedi 13 août. Les taux de confiance les plus élevés sont enregistrés chez des militants ou sympathisants du RPR (88 %) et de l'UDF (87 %).

LES 16es CHAMPIONNATS D'EUROPE D'ATHLÉTISME

Amitié

Embrassades et congratulations ne sont souvent qu'hypocrisie chez des sportifs qui, dans leur jardin secret enclos par un individualisme forcené, cultivent plus facilement l'envie et le dénigrement. Les sentiments sincères, les amitiés vraies sont rares dans les stades. On cite par exemple celle qui unit les Britanniques Linford Christie et Colin Jackson, les champions du 100 mètres et du 110 mètres haies. Il en était une autre, moins ostensible, entre les Italiens Francesco Panetta et Alessandro Lambruschini, deux spécialistes du 3 000 mètres steeple.

Le premier, un Calabrais qui court avec un foulard de corsaire noué sur le crâne, a été champion du monde en 1987 et d'Europe en 1990. Maintenant âgé de trente et un ans, il a ses meilleures années derrière lui. Le second, un Toscan, n'a que deux ans de moins mais apparaît toujours comme un espoir, une grande victoire internationale que semblait justifier son talent manquant toujours à son palmarès.

Comment et pourquoi Panetta, le bagarreur, s'est-il intéressé à Lambruschini, l'indolent ? Nul n'en sait rien. Sinon que, à force de s'entraîner ensemble et de participer aux mêmes compétitions, les deux hommes ont appris à se soutenir l'un l'autre. C'était une entraide de voyageurs qui est apparue, vendredi 12 août, comme une solidarité de légionnaires.

Lambruschini s'est en effet étalé au passage d'une barrière. Pour beaucoup, cela aurait signifié la fin des ambitions, l'impossibilité pour lui d'ajouter à une récente victoire en Coupe d'Europe le titre continental. Panetta ne l'entendit pas ainsi. Il aida son compatriote à se relever, puis à recoller au peloton en l'encourageant. Tant et si bien que Lambruschini passa en vainqueur la ligne d'arrivée devant un troisième transalpin, Angelo Carosi. Huitième, Panetta fera, avec ses coéquipiers, un tour d'honneur et de bonheur. Il affirma qu'il était mieux récompensé par la victoire de son ami que s'il avait gagné une médaille. Et on le crut, car il ne faut pas désespérer des stades et des athlètes.

de nos envoyés spéciaux à Helsinki
JÉRÔME FENOGLIO, ALAIN GIRAUDO et ALAIN DESÈVRES

Les Britanniques toujours en pointe

Leurs disciplines de prédilection peuvent bien changer, les tempêtes peuvent bien ébranler leur fédération, les polémiques peuvent bien siffler autour d'eux. Au milieu des bouleversements du paysage athlétique européen, les Britanniques restent des points de repère par leurs résultats et des exemples par leurs facultés d'adaptation.

Ils avaient déjà réussi à remplacer leur tradition du demi-fond, celui de Sebastian Coe et Steve Ovett, blanc et aristocratique, par celle du sprint, noir et plébéien, des Linford Christie et Colin Jackson. Depuis le début de la décennie, cette génération ne déçoit pas davantage que la précédente. Aux championnats d'Europe de Split, les athlètes britanniques avaient gagné neuf médailles d'or. Quatre ans plus tard, à Helsinki, un total de cinq victoires les plaçait, vendredi soir, en position de concurrents des Russes.

Pourtant, l'athlétisme du pays qui a inventé courses et lancers vient de vivre un choc majeur. Il y a trois mois, la British Athletic Federation (BAF) a décidé, à la suite du suicide d'un journaliste, de limoger l'homme qui se chargeait, en son sein et pour son propre compte, de la promotion des champions. Andy Norman, un ancien policier bedonnant, était devenu en vingt ans le centre de l'athlétisme britannique, son maître à penser et son âme damnée, l'instigateur de sa modernisation au risque de son dévoiement. *« On peut l'apprécier ou le détester,* dit Mike Rowbottom, journaliste au quotidien londonien *The Independent, mais on ne peut nier qu'il est celui qui a su déclencher et accompagner l'essor de notre sport. »*

Andy Norman s'était lancé dans l'athlétisme de haut niveau dans la foulée de Steve Ovett, dont il était l'agent. Très vite, il était devenu le théoricien du passage au professionnalisme. Il avait attiré sponsors et télévisions au bord des pistes, et pris en main la carrière de la plupart des vedettes – aujourd'hui, tous les médaillés d'or d'Helsinki, à l'exception de Ladejo, font partie de son écurie. Il avait aussi participé à l'organisation de nombreux meetings en Europe.

Les leçons d'un suicide

En 1984, la fédération britannique, plutôt que de chercher à le contourner, avait décidé de lui donner des fonctions officielles. Pendant dix ans, tout le monde a gagné à l'enrichissement général : les athlètes, mieux rémunérés, la fédération, qui dispose de tout l'argent nécessaire pour maintenir le niveau de ses résultats, et Andy Norman lui-même, au cœur du système.

Mais l'opacité des circuits financiers mis en place par le manager, le traitement de faveur qu'il réservait à ses propres athlètes, ont fini par lui attirer les critiques de nombreux observateurs. Cliff Temple, reporter au *Sunday Times*, était de ceux-là, avant qu'Andy Norman ne lance sur lui des rumeurs qui expliqueraient, au moins en partie, le suicide du journaliste en janvier. L'enquête sur cette mort a fini par convaincre la BAF de chasser son bienfaiteur peu regardant. Sans que les remous de cette affaire ne semblent entamer les performances des athlètes, qui ont toujours soutenu leur manager.

L'athlétisme anglais, qui avait su négocier le virage du professionnalisme avec Norman, cherche donc aujourd'hui à en freiner les excès sans lui. Peter Radford, qui préside la fédération depuis un an, a constaté, comme d'autres, que les jeunes athlètes avaient de plus en plus tendance à courir les meetings pour vivre de leur sport et à gâcher, dans cette frénésie, leurs promesses de titres internationaux. Il souhaite mettre en place un système de contrats liant les athlètes à sa fédération. Celle-ci les rémunérerait directement, en répartissant plus équitablement ses gains et en se réservant la gestion des calendriers sportifs. Grâce à cette innovation, les Britanniques conserveraient l'avance qu'ils doivent aux structures existantes, tout en assurant la peremité de leurs résultats.

J. Fe.

Colin Jackson l'homme du rythme

Sa course est aussi régulière que son visage, sa technique aussi fine que son sourire. Colin Jackson s'élance et l'athlétisme devient rythme. Le Britannique semble fermer les yeux, en mélomane de sa course, comme pour ne plus écouter que le *tempo* de son corps. Une fois, l'harmonie s'est brisée. C'était à Barcelone, aux Jeux olympiques. L'athlète, blessé, a entendu les bruits discordants des chocs entre le métal et sa jambe. Il a renversé plusieurs haies, il a déréglé l'agencement des foulées et des sauts, et il a fini vaincu. Depuis, Colin Jackson bat à nouveau la cadence d'une carrière qui lui a offert un titre de champion du monde, à Stuttgart, en même temps qu'un record mondial du 110 mètres haies. A Helsinki, il est venu chercher, à vingt-sept ans, sa deuxième médaille d'or européenne, au bout d'une des rares courses qui n'aient pas eu à rougir de la comparaison avec les autres compétitions internationales.

Colin Jackson parle et les conférences de presse deviennent fragments d'intimité. L'athlète s'exprime sans à-coups, sans éclats, avec un débit aussi fluide que ses foulées. Comme s'il ne voulait imposer à personne l'évidence de son talent de meilleur *hurdler* de la planète. Cette discrétion lui a longtemps été reprochée. Elle allait l'empêcher, pensait-on, de trouver en lui assez d'agressivité pour battre ses rivaux américains. Depuis, Jackson a bâillonné les critiques avec les rubans de ses médailles. Linford Christie, l'un de ses amis les plus proches, a achevé de le convaincre qu'il ne devait plus craindre personne. Mais Colin Jackson n'a pas cherché à se débarrasser du doute, ce luxe des perfectionnistes.

A l'écoute de son corps

Car l'athlète ne veut pas seulement se contenter de titres, et encore moins de l'argent qu'ils lui procurent. Colin Jackson n'est pas du genre à vouloir s'offrir un bel appartement londonien avec les confortables revenus de son talent. Il préfère demeurer dans son Pays de Galles, dans la petite ville proche de Cardiff où il est né. La voiture qu'il a gagnée l'an dernier à Stuttgart a servi de cadeau pour son père, d'origine jamaïquaine. La prochaine est promise à son entraîneur, Malcolm Arnold.

Ce désintéressement au service de son sport, cette douceur dans les manières, le font ressembler à Sebastian Coe, l'ancienne gloire au visage d'ange du demi-fond britannique. Comme lui, Colin Jackson espère la course idéale. Il guette ce jour où il pourra assembler les centaines de pièces qui composent un 110 mètres haies en un puzzle parfait. Mieux qu'un record du monde, il aura alors atteint la plénitude de sa discipline.

En attendant ces instants, Colin Jackson écoute les rythmes de son corps. Il ne veut surtout pas le brusquer en le lançant dans la course aux primes des meetings. L'hiver prochain, il fera l'impasse sur la saison en salle. *« Il faut savoir se ménager des pauses,* explique-t-il. *Il faut pouvoir emmagasiner ce carburant qui permet de conduire les longues carrières. »* Il traquera, en s'entraînant, les dernières scories qui l'empêchent d'atteindre son rêve de perfection.

J. Fe.

Sally Gunnell attend Marie-José Pérec

Les gens sont cruels. Ils épinglent sur des bouchons les plus beaux papillons. Ils clouent de questions la plus belle des championnes. Ainsi, Sally Gunnell vient-elle à peine de réaliser un « grand chelem » athlétique – victoires successives aux Jeux olympiques, aux championnats du monde et aux championnats d'Europe – qu'on veut à tout prix savoir ce qu'elle pense de l'apparition de la star du 400 mètres plat, Marie-José Pérec (*le Monde* du 13 août), dans sa chasse gardée, le 400 mètres haies. Autrement dit, on demande à l'Anglaise, qui est encore en nage, si elle espère garder son titre olympique à Atlanta, dans la mesure où la Française est virtuellement plus rapide qu'elle sur le tour de piste avec dix haies basses.

« Vous ne pensez pas que je vais rester sur ma chaise sans rien faire, retorque la Britannique avec un léger sourire. *De toute façon, le 400 mètres haies est une discipline technique dans laquelle il ne suffit pas d'aller vite. Donc, je serai très heureuse que Marie-Jo courre sur 400 mètres haies. Je l'attends, et on verra bien qui sera la première au bout de la ligne droite. »* Il y a donc du défi dans l'air entre ces deux dames aux caractères opposés, presque antinomiques. Et Sally Gunnell n'est pas femme à se laisser impressionner. Au contraire, la perspective d'une telle confrontation lui procure un regain de motivation.

Sa première course, elle l'a gagnée dans une cour d'école à l'occasion d'une fête de parents d'élèves. Elle n'était encore qu'une enfant joufflue... Il s'agissait de courir 60 yards sans faire tomber un œuf posé dans une cuillère à soupe tenue entre les dents. Ensuite, Sally est devenue, à treize ans, championne scolaire de saut en longueur. Puis, à seize ans, elle a disputé l'heptathlon aux championnats d'Europe juniors. A vingt ans, en 1986, elle devenait championne du Commonwealth sur 100 mètres haies. Elle réalisa pourtant qu'elle ne pourrait pas devenir finaliste olympique dans cette discipline et se reconvertit aux 400 mètres haies sur les conseils de son entraîneur, Bruce Longden.

Admiratrice de « Maggie »

En 1988, elle est cinquième aux Jeux de Séoul ; en 1991, deuxième aux championnats du monde de Tokyo ; en 1992, championne olympique à Barcelone ; en 1993, championne et recordwoman du monde... Les seules qui pourraient l'inquiéter sont l'Américaine Sandra Farmer-Patrick (actuellement enceinte) et, éventuellement, Marie-José Pérec.

En attendant, Sally Gunnell capitalise l'extraordinaire popularité dont elle jouit en Grande-Bretagne. Elle a publié une autobiographie, *Running Tall*. Elle est sous contrat avec une marque de produits de beauté et une chaîne de grands magasins. Elle anime une émission de télévision avec le joueur de rugby Jeremy Guscott. Et elle apparaît encore sur le petit écran, avec son mari, Jon Bigg, dans une publicité pour des produits diététiques où ils vantent les vertus familiales. Car, nul n'étant parfait, Sally Gunnell, belle-fille idéale, championne zéro défaut, a malgré tout, aux yeux de certains, au moins un péché mignon : c'est une admiratrice de la Dame de fer, Margaret Thatcher.

A. G.

Entre Black et Ladejo, la douloureuse transition

Boris Vian aurait aimé ces personnages, le Blanc qui s'appelle « noir » comme pour brouiller les pistes et le Noir qui se revendique Anglais comme pour faire oublier son accent américain. La confrontation de deux mondes qui se croisent sans se rencontrer, l'héritier de la tradition victorienne et le rejeton de la culture rap, Roger Black et Du'Aine Ladejo, les ennemis intimes du tour de piste. Une histoire de continuité à établir entre le passé et le futur, avec, en jeu, la suprématie britannique sur le 400 mètres européen. On déchire une opinion publique pour moins que ça. On écrit des romans avec encore moins que ça.

Roger Black, c'est le garçon dont les jambes affolent les lectrices de magazines féminins et dont l'état de santé est un défi permanent à la médecine. Il a vingt-huit ans, il a grandi dans une famille de médecins mais n'a pas copié le modèle parental, préférant se consacrer à l'athlétisme en général et au 400 mètres plat en particulier. Avec un début de parcours brillant : il a été deux fois champion d'Europe (1986 et 1990) et il s'est classé deuxième aux championnats du monde 1991. Mais à partir de là, cela se gâte pour le coureur de Portsmouth : une opération à la hanche puis une mononucléose l'affaiblissent considérablement. *« Je me sentais tellement faible que je n'arrivais même plus à jouer de la guitare pour me remonter le moral »,* raconte Black, qui finira par aller se faire soigner en Australie et poursuivra sa convalescence dans le midi de la France.

Maladie diplomatique, laisse-t-on alors entendre dans certains milieux athlétiques anglais. Si Black est quasiment à la retraite depuis 1992, c'est parce qu'il aurait peur d'affronter la nouvelle génération de sprinters, qui ne zézayent pas élégamment et qui ont la peau plutôt brune. Leur meilleur représentant est Du'Aine Ladejo.

Lui est né à Paddington d'un père nigérian et d'une mère à moitié anglaise. Il a suivi l'essentiel de sa scolarité aux Etats-Unis, où les recruteurs des équipes universitaires de football américain lui ont offert une bourse pour l'UCLA (Los Angeles). Il a préféré la course à pied, dans laquelle il s'est engagé sérieusement à vingt ans. Trois ans après, cet hiver, il est devenu champion d'Europe en salle et candidat à la succession de Black pour le titre en plein air.

La « belle » en Finlande

La transition ne pouvait être que douloureuse. Derrière une sportivité de façade, l'un et l'autre cherchèrent à se déstabiliser par tous les moyens, même les moins avouables. Dans cette guéguerre, Black remporte la première bataille en enlevant les championnats du Royaume-Uni. La deuxième escarmouche se produisit à Monaco : le chronomètre ne les départagea pas, bien que Ladejo fût donné vainqueur. La « belle » a eu lieu à Helsinki.

Jeudi 11 août donc, à 100 mètres du but, à la sortie du deuxième virage, Black était en tête, mais 50 mètres plus loin il était vidé, incapable de poursuivre son effort. Ladejo n'en attendait ni plus ni moins pour enlever à son compatriote le titre européen tant convoité. Dans une fiction, l'histoire de cette rivalité, pareille à une fable moderne, pourrait s'arrêter là. Dans la réalité, elle va se prolonger et rebondir, l'un et l'autre cherchant à en tirer à son profit des avantages dans le stade ou en dehors. Black-Ladejo va devenir la meilleure affiche en Europe.

A. G.

TECHNIQUE

Le marathonien travailleur solitaire

Ils ne font rien comme les autres. Lorsque les sprinters se regroupent en bout de piste pour rechercher dans l'émulation des raisons de se surpasser, eux s'échappent en douce et s'enferment dans la solitude. Ils refusent souvent la présence quotidienne d'un entraîneur, lui préférant le terme de « conseiller ». Ils se moquent bien de ne pas connaître par cœur les noms de leurs rivaux. *« L'adversaire du marathonien,* affirment-ils, *c'est d'abord lui-même. »* On les dit marginaux. Ils se trouvent différents.

Curieux paradoxe : la plus ancienne des épreuves de course à pied est aussi la moins aboutie. Le marathon n'a jamais pu s'inventer la moindre vérité. Il est affaire d'empirisme. *« Chacun avance en tâtonnant, ne sachant jamais trop où l'entraînera sa méthode de préparation »,* avoue Dominique Chauvelier, trente-huit ans, dont quatorze passés à cogner le bitume de ses foulées étroites.

A ses débuts, le Français copiait les usages et avalait ses footings à un train de sénateur. Douze kilomètres à l'heure, parfois treize. L'allure importait peu, seule comptait la distance. *« On pensait alors que les progrès viendraient en augmentant le nombre de kilomètres »,* se souvient-il, amusé par les souvenirs de cette époque de pionniers. Un Anglais, David Bedford, avait poussé le bouchon hors des limites. *« Il se cognait 300 kilomètres par semaine,* raconte Dominique Chauvelier. *C'était de la folie. Mais beaucoup se sont mis à l'imiter. »*

200 kilomètres par semaine

L'arrivée des pistards sur le marathon a raccourci les distances, mais augmenté l'allure. A la quantité, le coureur sur route privilégie désormais la qualité de l'effort. Chauvelier a suivi l'évolution. Aujourd'hui, il se satisfait volontiers de 200 kilomètres hebdomadaires. Il fractionne ses footings en galops réguliers. Ces temps-ci, sa faveur va à des sorties de 12 à 15 kilomètres. *« C'est peu,* dit-il, *mais je les fais à 20 km/h. »*

Sa route l'a entraîné sur des chemins souvent mal éclairés. Il a hésité, copiant les uns, se méfiant des autres. Mais il a toujours avancé seul, gardant pour lui ses secrets et ses trouvailles. *« Le marathonien est toujours un homme seul,* dit-il. *C'est ainsi, ça ne s'explique pas. Lorsque l'équipe de France est réunie pour un stage, on accepte parfois de partager la longue sortie de la semaine, une séance sans importance, à allure assez lente. Mais le reste du temps, chacun s'entraîne dans son coin. »*

Sa solitude lui est devenue indispensable. Dominique Chauvelier attend de son conseiller, l'entraîneur national Camille Viale, qu'il fixe pour lui les grandes lignes de son programme annuel. Mais le quotidien, il le décide à sa façon, accompegné pour ses footings par une montre aux multiples usages, à la fois chronomètre et témoin de la fréquence cardiaque.

A. D.

PODIUM DAMES

LES RÉSULTATS DU VENDREDI 12

400 mètres haies

Femme la plus rapide du monde sur 400 mètres haies (52 s 74), la Britannique Sally Gunnell-Bigg (vingt-huit ans, 1,67 m, 56 kg), qui détenait les titres olympique 1992 et mondial 1993, a réalisé le « grand chelem » en gagnant le titre européen (53 s 33). L'Allemande Silvia Rieger a été classée deuxième devant la Russe Anna Knoroz, qui a passé la ligne dans le même temps (54 s 68).

Longueur

Championne olympique 1992 et du monde 1983 et 1993, l'Allemande Heike Daute-Drechsler (vingt-neuf ans, 1,81 m, 68 kg) a conservé le titre européen conquis en 1990, avec un bond de 7,14 m. L'Ukrainienne Inessa Kravets est deuxième avec 6,99 m. L'italienne Fiona May est troisième avec 6,90 m.

Javelot

Championne du monde 1993, la Norvégienne Trine Solberg-Hattestad (vingt-huit ans, 1,73 m, 74 kg) a gagné son premier titre européen avec un jet de 68 m au sixième essai, alors qu'elle était déjà en tête du concours devant l'Allemande Karen Forkel (66,10 m). La Roumaine Felicia Tilea est troisième avec 64,34 m.

PODIUM MESSIEURS

LES RÉSULTATS DU VENDREDI 12

110 mètres haies

Détenteur du record du monde (12 s 91) et champion du monde depuis 1993, le Britannique Colin Jackson a conservé son titre européen de 1990 en 13 s 08. L'Allemand Florian Schwarthoff est deuxième en 13 s 16. Le Britannique Tony Jarrett est troisième en 13 s 23. Le meilleur Français sur la distance, Dan Philibert, est septième en 13 s 54.

3 000 mètres steeple

Troisième des championnats d'Europe 1990 et du monde 1993, l'Italien Alessandro Lambruschini, qui est tombé sur un obstacle après 650 mètres de course, s'est finalement imposé en 8 min 22 s 40. Son compatriote Angelo Carosi est deuxième (8 min 23 s 53), le Belge William Van Dijck troisième (8 min 24 s 86).

CHEZ LES PEINTRES

Sigmar Polke, les visions d'un alchimiste

NÎMES
de notre envoyé spécial

Sigmar Polke n'aime guère s'expliquer et moins encore la presse. Quant à l'idée de laisser pénétrer un nouveau venu dans son atelier de Cologne, elle lui est proprement insupportable. Il court sur son compte quelques anecdotes, apocryphes ou véridiques, qui illustrent son dégoût. A des conservateurs venus acquérir une de ses œuvres, il n'aurait consenti qu'à parler par la fenêtre, pour exiger qu'avant toute entente ils se rendent au buffet de la gare manger des saucisses, variation incongrue sur le thème de la cérémonie initiatique.

Il ne sert à rien d'avoir obtenu son numéro de téléphone, puisqu'il le laisse sonner des journées entières sans répondre. Il ne sert à rien de découvrir son adresse, puisque s'y rendre serait se condamner à l'expulsion immédiate. Il faut donc patienter, engager des négociations plusieurs semaines à l'avance, user de truchements insistants, recourir à des émissaires éloquents et quelques informateurs, se préparer à toutes les extravagances et apprendre enfin que Polke sera à Nîmes, où sont exposées pour l'été ses œuvres récentes, un jour de juillet, et qu'il n'a pas absolument refusé l'idée d'une rencontre – premier progrès.

Le second se dessine la veille du jour annoncé, vers le soir, au bar d'un hôtel, quand il apparaît, chemisette déboutonnée, une caméra à la main et, sur le visage, bien imité, l'air innocent d'un touriste de retour d'une petite promenade apéritive. Il a souhaité une entrevue dans ces salons au décor suranné, encombré de fauteuils et de ventilateurs. L'air de mystère et de froideur qu'il affecte à peine assis, le lieu, la lumière qui descend, les propos entrecoupés de silence, tout accentue l'illusion de répéter une scène pour un film d'espionnage des années 60, devant la cachette du microfilm doit se révéler au plan suivant. *« Vous voulez me voir. Mais pour quoi faire ? »* N'attendant pas la réponse : *« Pas maintenant, il a fait trop chaud, j'ai beaucoup marché dehors, je ne pourrais pas. Demain matin, peut-être, puisque vous y tenez... D'où venez-vous ? »* Il se fait plus cordial, lentement, plus attentif.

« J'essaie de respecter le spectre des matériaux »

A une allusion à Cézanne et au cubisme, à propos d'une exposition, il réagit d'un coup. *« Le cubisme ne pouvait apparaître que dans le Sud, en raison de l'intensité de la lumière, qui force à plisser les yeux. »* Il enlève ses lunettes dorées pour une mimique expressive. *« Quand le soleil est trop fort, je ferme les yeux, je ne vois donc plus les choses que par fragments, comme dans les tableaux cubistes. Dans la lumière du Nord, il n'aurait aucun sens. Ici, il est logique. Où peignaient les cubistes ? Au bord de la Méditerranée, à Avignon. »* Non moins brutalement qu'il était arrivé et qu'il a parlé, il se lève et reprend sa caméra. *« A demain. »*

Le lendemain, plus tôt qu'à l'heure dite, le même touriste apparaît, vêtu de la même façon, ayant ajouté un appareil-photo à sa caméra, l'air à nouveau parfaitement étranger à ce qui l'entoure. La conversation doit avoir lieu dans les salles de l'exposition, qui auront été d'abord vidées de tout visiteur, comme de tout gardien, et fermées. Au moment d'y pénétrer, il bougonne assez haut pour être entendu que *« le journalisme est une véritable maladie »*, puis, comme si de rien n'était, presque souriant – mais du sourire du martyr résolu à affronter ses tourments en dandy stoïque – s'assied.

Résolution de peu de durée, stoïcisme bref. Observer qu'il y a dans ces salles des œuvres de techniques très variées, c'est assez pour qu'il s'inquiète et proteste. *« Et pourquoi ne le seraient-elles pas ? La compréhension d'un artiste est vaste, savez-vous. Il ne se borne pas une technique unique. Quand il a comme moi la maîtrise des matériaux, il peut s'autoriser des changements, il peut choisir pour chaque œuvre la bonne technique, celle qui convient au contexte, celle qui permet l'intelligence. Il n'y a pas qu'un seul moyen de dessiner et de peindre, il y en a une infinité. Jusqu'à la photographie, qui passe pour plus immédiate et plus objective, soit disant. Cela dépend de ce que vous voulez dire. Vous essayez, vous apprenez quel est le meilleur moyen. Dans mon travail, j'essaie de respecter le spectre des matériaux et de les accorder au message. C'est une bonne explication de la variété des techniques, il me semble. Elle m'est nécessaire pour exprimer ce que je veux exprimer. »*

Il parle de plus en plus vite, il monologue, il ne sert plus à rien de le questionner, il suffit d'écouter. *« Il y a, dans les matériaux, dans leur variété, un élément de fantaisie. Cela dépend évidemment de la dextérité, de la connaissance des moyens et de leurs limites. Pour moi, ce n'est pas une difficulté. J'ai beaucoup d'expérience en la matière, que ce soit pour l'aquarelle ou la peinture murale. A Paris, à Venise, j'ai employé des couleurs qui changent selon la température et l'humidité de l'atmosphère. Ici, dans quelques tableaux, j'ai utilisé des pigments à l'oxyde de titane, qui changent selon l'angle de vision. Ils contiennent des cristaux qui réfléchissent la lumière de façon variable.*

» J'aime les nouveaux produits, j'aime découvrir à quelles nouvelles significations ils peuvent servir. Il faut dire aussi que notre profession n'est pas à la mode. Etre peintre, quelle vieillerie ! Les photographes vont plus vite, l'image cinématographique bouge. Nous avons la réputation d'appartenir au passé, alors j'utilise des produits modernes, tout ce qui appartient à la technologie d'aujourd'hui. C'est une manière de répondre à ces accusations. Il m'arrive aussi d'user de pigments très anciens. Ces deux toiles, je les ai peintes avec du bleu de lapis-lazuli, qui est une couleur très rare et affreusement chère. Sa consistance donne un sentiment très particulier, il me semble qu'elle contient en puissance l'orange vif et aussi le vert. C'est vraiment la chimie qui est derrière les couleurs qui compte. »

Revenant au lapis : *« Autrefois, les pigments bleus étaient très rares. Les Egyptiens l'obtenaient avec du verre pilé. Les bleus que l'on peut tirer des végétaux ne sont ni bleus ni stables. Il n'y avait donc pas véritablement de bleu avant le lapis. Comme il était déjà très cher, il n'était employé que pour les parties les plus importantes et précieuses des tableaux, le manteau de la Vierge par exemple. A l'époque de Dürer, le commanditaire qui s'adressait à un peintre apportait l'or et le lapis, telle était la règle. Seuls les meilleurs des artistes s'en servaient... Je l'ai employé avec de la colle de poisson et, vous voyez, il y a des parties qui ressemblent cependant à de l'aquarelle... C'est bien dans la lumière du Sud, elle convient à ce bleu. »* Serait-ce de sa part réminiscence de l'art ancien ? *« Mais l'art ancien est en nous, les œuvres sont en nous, elles nous appartiennent, elles demeurent toujours actuelles en nous. Nul ne peut oublier le passé. Vous, là, vous écrivez avec un crayon, comme autrefois, pas avec un ordinateur. Et bien moi, je me sers de ces vieilles images parce qu'elles s'inscrivent dans notre espace. Il y a autre chose : les citations, dans une peinture, facilitent la compréhension. Elles agissent à la manière d'une abréviation, comme un sigle. Elles ouvrent un monde, elles augmentent mon monde. »*


GÉRARD RONDEAU POUR « LE MONDE »

Autre exemple de la diversité que Polke entend organiser : si ses toiles récentes font allusion élégamment tantôt à Boucher – *« parce j'aime bien ce tableau »* –, tantôt aux gravures des primitifs du Rhin et du Danube, s'il évoque avec émotion et reconnaissance la peinture ancienne, c'est son appareil photo sur les genoux, dans lequel il jette un œil de temps en temps. *« La photographie ? Elle me tient lieu de journal de bord. J'enregistre ainsi la chronique que je n'écris pas. Je l'emploie à la façon d'un carnet à dessins, dans lequel je peux m'approvisionner plus tard, prendre des images et des idées que j'introduis dans les tableaux.*

» Il y a une autre photographie, celle des journaux et des magazines, celle qui montre la réalité. Le monde arrive jusqu'à nous de cette manière. La réalité que nous connaissons, nous l'appréhendons de la sorte, par des photographies reproduites, par une typographie de points et de trames en noir et blanc. Un visage, dans ce système abstrait, c'est quelques points. Exactement comme une vache...

» Il s'agit d'un code, avec son propre système et ses propres conséquences. Par lui, tout est traité de la même façon, avec le même procédé, celui-là même – la trame, les points – que j'introduis parfois dans mes œuvres. Pourquoi ? Parce qu'il est possible d'y jeter la confusion et, avec quelques points, de créer des formes, des formes vraies ou fausses... »

Le ton s'anime, la parole s'accélère, il entre de la jubilation dans ce soliloque qui, brutalement, s'écarte des considérations picturales pour chercher à s'approcher d'une auto-analyse plus difficile. *« Mais qu'est-ce qui est vrai, qu'est-ce qui est faux ? Où la vérité, où l'illusion ? Impossible de répondre simplement. La peinture est dans l'équivoque. Il m'arrive d'user de toiles transparentes, de telle sorte que l'on voit ce qui est derrière, le châssis. Il m'arrive de peindre sur le revers de la toile. Ainsi l'image est-elle une illusion, ainsi est-il possible de reconnaître le mensonge par transparence, grâce à un phénomène visuel qui est interdit aux photographes. »*

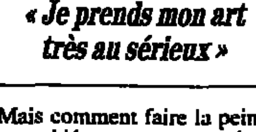
Une mise en abyme préméditée

» Il faut aussi prendre en compte – c'est l'étape suivante – la question de la perspective, qui relève encore de l'illusion. Je laisse apparent le châssis par transparence de manière à donner à sentir cela : que c'est à travers la bi-dimensionnalité que le regard va vers la tri-dimensionnalité que produit le système perspectif tel qu'il a été mis en place par la Renaissance. » Il désigne du geste sur les murs des tableaux où les lignes de construction de l'espace sont si clairement visibles et contrariées par le quadrillage des planches au revers qu'il est impossible de ne pas y voir une mise en abyme préméditée des codes de la représentation. Sur l'une d'elles, des personnages vêtus à la mode de Louis XIII semblent mesurer des angles et construire des figures géométriques à partir des raies verticales régulières de deux chemises collées sur la toile. Une troisième, mauve à fleurs tropicales, introduit le contrepoint d'un désordre de lignes tourbillonnantes qu'aucune géométrie ne détermine ni n'organise. *« Je mets de la distance, je crée des interférences – le châssis et l'image, l'envers et l'endroit – et ce jeu d'interférences fait apparaître la vérité. »*

Quelle vérité ? Celle d'un monde de miradors et de réfugiés, de fusillades et de postes frontière, à en croire nombre des tableaux rassemblés ici. *« Oui, il y a les tableaux que m'a inspirés la Révolution française par exemple. Ils traitent moins de la Révolution elle-même que de l'actualité, le Bicentenaire, les commémorations, l'époque contemporaine. Ce n'est pas de la peinture d'histoire, au sens d'une peinture du passé. Ils renvoient à la réalité historique d'aujourd'hui. Mais c'est le rôle de l'artiste que de commenter ce qui se passe aujourd'hui, vous ne croyez pas ? D'autant que, par lui-même, l'artiste est très différent. »*

Le mot politique, l'idée d'un art politique ne lui conviennent pas pour autant – pas du tout. *« Vous y pensez à cause de Beuys. Je n'ai pas été son élève. Beuys, au début, c'était un sculpteur religieux très traditionnel, très attaché à la science aussi. Il était dans la tradition, il cherchait une image de la nature, il ne se voulait pas politique. C'est l'attitude du public, son refus, qui ont fait de lui un artiste politique. Il était arrivé la même chose aux expressionnistes au début du siècle. Dénoncés par le goût officiel, ils sont devenus politiques en raison de l'interprétation de leur œuvre qui leur était imposée de la sorte. L'interprétation politique vient des autres, pas du peintre. Du moins à l'origine. Ensuite, il arrive qu'il la revendique en effet. Vraiment, que l'artiste s'intéresse à ce qui passe dans son temps, évidemment. Qu'il l'analyse, oui. Mais son œuvre ne peut se réduire à un « non, la politique d'aujourd'hui n'est pas la bonne, voilà ce qu'il faudrait faire ! ». Je connais beaucoup de mauvais artistes qui s'engagent sur ce terrain pour faire oublier leur médiocrité. Il y a autre chose à faire avec la peinture ».*

Il n'en demeure pas moins que ses premières œuvres, dans les années 60, avaient explicitement partie liée avec le développement du pop-art européen et que nombre de toiles actuelles contiennent encore des images de l'actualité, quand elles ne représentent pas une automobile. Se considère-t-il toujours comme un artiste pop ? La réplique est immédiate, sans hésitation : *« Oui. C'est vrai. On peut dire ça. Il faut distinguer cependant. Mon pop est européen, comme l'a été celui de Richter. Il n'a rien à voir avec le pop américain, qui ne s'intéresse qu'à la consommation et aux produits et en arrive à la vacuité des images de Warhol. Mon pop a d'autres sujets... psychologiques si l'on peut dire. Il s'intéresse à ce que les gens, n'importe qui, ont dans la tête ; aux questions de chacun, aux questions sur soi-même, aux aspects inconnus qui sont en nous, à ce que nous ne savons pas, à nos idées, y compris nos idées religieuses. Comme ces idées ont souvent un côté populaire, alors je suis un artiste pop. Je vois bien la continuité des mes travaux depuis l'origine. Il m'arrive du reste d'y revenir. »*



« Je prends mon art très au sérieux »

Mais comment faire la peinture de ces idées communes, de ces visions mal définies ? *« Ce n'est pas toujours volontaire. Ce n'est pas prémédité. Voyez, cette peinture, que j'ai intitulée* Apparition...

– Grünewald. *La Résurrection du Christ du retable d'Issenheim*, le rougoiement par derrière.

– Exact. Mais l'idée des Grünewald de Colmar n'était pas du tout en moi à l'origine. Elle est sortie du tableau, elle en a jailli, longtemps, bien longtemps après mon voyage à Colmar. C'est pourquoi je l'ai appelée Apparition... Dans celle-ci... » Il se retourne vers une toile haute et étroite, essentiellement composée d'une trame de points grossièrement ronds, dans des tonalités changeantes de bleu, très différente de l'*Apparition*, gestuelle, fluide, traversée d'éclaboussures de couleur liquide. *« Voyez, c'est une vision de la Vierge, une autre apparition. En vérité pas du tout : je l'ai obtenue par un procédé très régulier. Il n'y a aucun mystère, aucun miracle. Et cette autre... »* – les ramifications du système nerveux observées au microscope croirait-on –, *« c'est en faisant glisser de la couleur sur la toile doucement, en faisant boire la toile.*

» Le plus important est de préparer la place de l'apparition, sans savoir quelle elle sera. Il y a quelque chose d'un peu médiumnique là-dedans. Le peintre sait faire toutes sortes de choses, il sait jouer avec les matériaux, mais le principal est qu'avec cela, avec sa science, il fasse ce qu'il ne sait pas qu'il va faire. Qu'il aille vers l'impossible, vers une hallucination. S'il sait où il va, alors... Il faut, à partir de ce qui est connu, aller vers la surprise. »

Il y a plus que de la conviction dans la voix, la volonté de marteler une définition de son art. *« Dites bien que je ne suis pas un peintre naïf. Que je prends mon art très au sérieux et que je veux qu'il soit pris au sérieux aussi par ceux qui le regardent. Il le faut. J'ai été si mal compris si souvent... »*

PHILIPPE DAGEN

Biographie

Sigmar Polke est né à Oels, en Silésie, en 1941. En 1953, il quitte la République démocratique allemande pour Berlin-ouest, puis Düsseldorf, où il suit l'enseignement de l'Académie des beaux-arts de 1959 à 1961. Il expose pour la première fois en 1963 en compagnie de Richter, sous le signe du pop européen. Il a depuis, très régulièrement, montré le développement et les évolutions de ses travaux en Allemagne, en France et aux Etats-Unis. Professeur à l'Ecole des beaux-arts de Hambourg en 1977, puis à nouveau en 1991, il a obtenu le grand prix de peinture de la Biennale de Venise en 1986. En 1990 et 1991, ses œuvres ont été montrées à San-Francisco, Washington, Chicago et New-York, puis au Stedelijk Museum d'Amsterdam l'année suivante. Il vit et travaille à Cologne.

▶ **Le Musée d'art contemporain de Nîmes lui consacre pendant l'été une importante rétrospective, riche en œuvres très récentes (Carré d'art, place de la Maison carrée, 30000 Nîmes ; tél. : 66-76-35-35. Jusqu'au 16 octobre.)**

Getty contre Getty. – Le milliardaire américain Jean-Paul Getty donnera un million de livres (environ 8,3 millions de francs) pour que *les Trois Grâces* restent en Grande-Bretagne (*le Monde* du 10 août). Le groupe sculpté par Canova, mis en vente par son propriétaire, le marquis de Tavistock, est convoité par le Musée Getty, fondé par le propre père de Jean-Paul, qui a offert 7,6 millions de livres pour l'acquérir. Une collecte organisée par Timothy Clifford, directeur des Galeries nationales d'Ecosse, avait déjà réuni 5,8 millions de livres. Il ne manque donc plus que 800 000 livres pour que *les Trois Grâces* n'aillent pas aux Etats-Unis.

RECTIFICATIF. – Le rôle d'Isabelle dans l'opéra-bouffe, *Isabelle et Pantalon*, de Roland-Manuel, donné aux Semaines musicales de Quimper (*le Monde* du 13 août), était tenu par Gaëlle Méchaly et non Christine Gerbaud, qui incarnait celui de Zerbinette.

Accompagnant M. Mitterrand et M. Balladur à bord du porte-avions « Foch »

Quinze chefs d'Etat africains doivent assister à la revue navale entre Nice et Toulon

A bord du porte-avions *Foch*, François Mitterrand doit présider, dimanche 14 août, entre 12 heures et 14 h 30, une revue navale qui réunira entre Nice et Toulon trente-trois navires de guerre et quarante avions français, américains et britanniques. Le président de la République, pour qui c'est la deuxième revue navale depuis son élection à l'Elysée, a voulu ainsi célébrer le cinquantième anniversaire du débarquement allié en Provence, après celui du débarquement en Normandie, et rendre hommage à la participation de plusieurs pays de l'ex-empire colonial français à la guerre contre le nazisme.

M. Mitterrand, dont c'est la première sortie publique en tant que chef de l'Etat depuis sa dernière opération, sera notamment accompagné du premier ministre, Edouard Balladur, et du ministre de la défense, François Léotard. A côté de lui auront pris place, sur le *Foch*, les présidents de treize Etats africains (Togo, Gabon, Sénégal, Cameroun, Guinée, Burkina-Faso, Tchad, Benin, Mauritanie, Mali, Niger, Centrafrique et Djibouti), des Comores et de Madagascar, dont certains seront escortés de ministres. Le Congo devrait être représenté par le président de son Sénat. De même, les trois Etats du Maghreb ont prévu d'envoyer, à bord du *Foch*, des délégations de niveau différent : le Maroc sera représenté par le prince héritier Sidi Mohammed, la Tunisie par son ministre de la défense et l'Algérie par cinq officiers supérieurs.

La participation des marines américaine et britannique à cette revue navale donnera l'occasion au secrétaire à la marine des Etats-Unis, John H. Dalton, et au duc d'York (Andrew, le deuxième fils de la famille royale, qui fut pilote de l'aéronavale durant la guerre des Malouines) de représenter leur pays.

La revue navale permettra aux trente-trois bateaux et aux quarante avions engagés de suivre un axe qui part de Nice pour arriver à Toulon, pendant que le *Foch* et le navire logistique, *la Foudre*, à bord duquel seront embarqués des personnalités varoises et d'autres invités, remonteront la colonne. Du côté des vingt-quatre bâtiments français, on peut citer le second porte-avions, le *Clemenceau*, avec notamment les frégates *Cassard*, *Suffren*, *Duquesne*, *Montcalm*, *Dupleix*, *Jean-de-Vienne*, plusieurs avisos et les sous-marins nucléaires d'attaque *Rubis* et *Casabianca*. Les Américains ont prévu de déployer sept navires, parmi lesquels le croiseur lance-missiles *Belknap*, le destroyer lance-missiles *Barry* et un sous-marin nucléaire. Les Britanniques seront présents avec la frégate *Brave* et le ravitailleur de combat *Fort-Austin*. Cette revue navale sera survolée par vingt-quatre avions et huit hélicoptères de l'aéronavale française (dont douze Super-Etendard et quatre patrouilleurs Atlantique-2) et par huit avions américains (parmi lesquels deux F-14 Tomcat et deux F-18 Hornet).

D'autres cérémonies, les 14 et 15 août, devaient marquer ce cinquantième anniversaire du débarquement de Provence. Ainsi, le 14, à La Motte, dans le golfe de Saint-Endreol, François Léotard, a prévu d'assister à un largage de parachutistes français, américains et anglais. Le 15 août, dans la matinée, Edouard Balladur rendra hommage aux troupes alliées, qui débarquèrent au cap du Dramont, et à l'armée du maréchal de Lattre, à Cavalaire. Dans la soirée, M. Léotard présidera à Fréjus, la ville dont il est le maire, un spectacle de musique militaire dans les arènes.

Dix parades en un siècle

La revue navale du 14 août est la dixième que la marine nationale organise depuis un siècle en Méditerranée et la deuxième que préside François Mitterrand, lequel partage ce privilège avec Armand Fallières avant la première guerre mondiale. Depuis la restauration de la République en 1870, il n'y avait eu qu'une seule revue navale, les 21 et 22 août 1874, à Brest.

– 26 octobre 1893 : Sadi Carnot préside une revue navale à Toulon, après avoir assisté au lancement, par les chantiers de La Seyne, du cuirassé *Jauréguiberry*. C'est durant cette même année que sera mis à l'eau, en juin, le premier sous-marin français, le *Gustave-Zédé*, et que sera adoptée l'appellation de « marine nationale ».

– 9 avril 1901 : Emile Loubet préside une revue navale entre Nice et Toulon.

– 19 avril 1909 : Armand Fallières préside, en rade de Villefranche-sur-Mer, une parade navale.

– 4 septembre 1911 : le même président Fallières assiste à une revue navale à Toulon, entre la rade des Vignettes et la pointe d'Escampobariou, en l'honneur du quarantième anniversaire de la IIIe République.

– 8 juin 1913 : Raymond Poincaré préside une revue navale depuis la passerelle du cuirassé *Jules-Michelet*.

– 15 août 1964 : le général de Gaulle préside une courte revue navale à Toulon – avec la présence du croiseur-amiral de la VIe flotte américaine en Méditerranée – pour célébrer le vingtième anniversaire du débarquement allié sur les côtes de Provence.

– 19 juin 1971 : Georges Pompidou préside à Toulon un défilé des troupes et une revue navale, qui marquent la fin des grandes maoeuvres nationales. C'est aussi l'année où la France a mis en service opérationnel son premier sous-marin nucléaire lance-missiles stratégiques, *le Redoutable*.

– 11 juillet 1976 : après avoir, un an auparavant, décidé de renforcer la flotte basée à Toulon avec l'affectation des deux porte-avions *Foch* et *Clemenceau*, Valéry Giscard d'Estaing se fait présenter, entre Nice et Toulon, vingt-six bâtiments des escadres de l'Atlantique et de la Méditerranée, en prélude à la Fête nationale.

– 14 juillet 1982 : François Mitterrand préside à Toulon une revue qui met en œuvre pas moins de trente-six bâtiments et soixante-huit avions et hélicoptères de la marine.

– 14 août 1994 : François Mitterrand préside une revue navale de trente-trois navires français, américains et britanniques, survolée par des avions et des hélicoptères, entre Villefranche-sur-Mer et Toulon.

Avec l'armée d'Afrique et l'armée coloniale

Les « soldats de la Grande France »

Au lendemain de la Victoire, Gaston Monnerville, qui était né en Guyane et qui devait devenir le président du Sénat durant les dix premières années de la Ve République, a dit : *« Sans son empire, la France ne serait qu'un pays libéré. Grâce à son empire, la France est un pays vainqueur. »* Comme elle l'avait fait en 1870, puis en 1914, la France a mobilisé, dès 1939, ses soldats de l'outremer, qu'il s'agisse de troupes venues de l'Afrique du Nord (ce qu'on a appelé l'armée d'Afrique) ou de troupes issues de son empire (ce qu'on a baptisé l'armée coloniale). En 1940, avec ces différents apports de populations, la France comptait 110 millions d'habitants et l'Allemagne quelque 80 millions. Aux côtés des unités dites « métropolitaines », les forces de « l'Empire » se sont particulièrement – mais pas exclusivement – illustrées en Provence. On les a appelés les « *soldats de la Grande France* ».

Au début de 1940, on a enrôlé 100 000 hommes de l'Afrique-Occidentale française (AOF) et de l'Afrique-Equatoriale française (AEF) (1). Trente mille d'entre eux devaient mourir, dont quelques milliers furent sommairement massacrés par les Allemands, au mépris des conventions internationales sur la guerre, parce qu'ils étaient d'une autre couleur de peau qu'eux. Ils participeront à toutes les batailles, dès les combats de mai 1940 dans les Ardennes. Plus tard, ils entreront dans des maquis en France. Des recrues africaines serviront la France libre au Levant en 1941 (où ils s'opposèrent en combats fratricides à certains des leurs que Vichy avait recrutés), à Bir Hakeim en 1942 (contre l'Afrikakorps du futur maréchal Erwin Rommel), en Afrique du Nord en 1943, puis durant la campagne d'Italie (sous les ordres du futur maréchal Alphonse Juin).

Les déconvenues du retour au pays

Le 16 août 1944, cette armée coloniale débarque sur la plage de Cavalaire (Var), au sein de la Ire division motorisée française et de la 9e division d'infanterie coloniale sous le commandement du futur maréchal Jean de Lattre de Tassigny.

Elle y retrouvera des soldats de l'armée d'Afrique, venus du Maghreb. En août 1944, tant au sein de l'armée B de de Lattre (qui allait devenir la Ire armée française en septembre) qu'à la 2e division blindée du futur maréchal Philippe Leclerc de Hauteclocque, on ne recense pas moins de 120 000 hommes originaires de Tunisie, d'Algérie et du Maroc. Presque autant que les « métropolitains ». Ils forment 70 % des effectifs de l'infanterie. Ils servent aussi dans les blindés, le génie ou l'artillerie.

Ces *« soldats de la Grande France »*, qui s'emparèrent des plages de Provence avec les alliés pour ouvrir un deuxième front après celui de Normandie, vont jouer un rôle essentiel, en bousculant la défense allemande à Hyères, dans l'île de Porquerolles, la presqu'île de Giens, à Solliès-Pont (sous les ordres du futur général Raoul Salan), et devant Toulon, puis devant Marseille. Ils remonteront la vallée du Rhône, combattront en Isère et ils seront engagés dans la trouée de Belfort et dans les opérations de Haute-Alsace.

« Blanchir » les troupes

On épiloguera longtemps sur les raisons qui amenèrent au désengagement des troupes africaines avant l'hiver 1944-1945. On le justifiera par les conditions climatiques auxquelles ces hommes auraient été très sensibles. Mais des considérations plus politiques ne sont pas étrangères à ce retrait, en particulier la décision de « blanchir » les forces – un slogan fort en vogue dans l'armée « métropolitaine » reconstituée de de Lattre – dans la perspective de devoir bientôt siéger à la table des vainqueurs. Il y aura chez ces soldats, retirés du front, beaucoup de déconvenues, aggravées par les difficultés administratives qu'ils rencontrèrent pour faire reconnaître leurs droits à pension une fois revenus dans leurs pays.

De même, nombreux furent les soldats du Mahgreb qui, de retour chez eux, s'estimeront bien mal récompensés pour leur soutien à la France combattante. Amertume et déception les guettent, lorsqu'il leur viendra à l'esprit de réclamer les mêmes droits de citoyenneté que les Français d'Afrique du Nord. Certains s'en souviendront, qui prendront les armes, des années plus tard, pour obtenir l'indépendance de leur pays.

J. I.

(1) L'AOF comprenait alors les territoires actuels de la Côte-d'Ivoire, du Bénin (ex-Dahomey), de la Guinée, du Burkina-Faso (ex-Haute-Volta), de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Soudan. L'AEF comprenait le Centrafrique, le Congo, le Gabon et le Tchad.

Les cérémonies à la télévision

Dimanche 14 août, en direct de la pointe de l'Observatoire, à Toulon, TF 1, dont l'équipe sera épaulée par l'académicien Alain Decaux, suivra la commémoration du débarquement de Provence de 10 h 55 à 12 h 45 environ.

Au sein du service public, France 3, qui lui consacrera environ deux heures d'antenne à partir de 11 heures, a été choisie comme maître d'œuvre pour cet anniversaire. En plus de la diffusion de la revue navale, la chaîne évoquera, grâce à des images d'archives et des portraits, le débarquement de Provence, en présence de la maréchale de Lattre de Tassigny, de l'historien Henri Amouroux et du comédien Jean-Pierre Aumont, qui prit part à ce débarquement. France 3 devrait aussi évoquer le rôle de la Royale, les missions du *Foch* et, entre autres, l'arrivée de femmes dans la marine nationale : les « marinettes ».

Pour sa part, France 2 a prévu de consacrer, dimanche, une « page spéciale » à la revue navale et à la commémoration du débarquement dans ses journaux de 13 et 20 heures.

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*

Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani, gérant, directeur de la publication
Dominique Alduy, directeur général
Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Eric Pialloux, directeur financier
Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur de l'information :
Philippe Labarde
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann
Bertrand Le Gendre, Edwy Plenel, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du « Monde des débats »
Alain Rollat, Michel Tatu, conseillers de la direction
Daniel Vernet, directeur des relations internationales
Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur :
André Laurens

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),
Jacques Lesourne (1991-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25 – Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25 – Télécopieur : (1) 49-60-30-10

BIBLIOGRAPHIE

Naissance et chute de la Wehrmacht

HISTOIRE DE L'ARMÉE ALLEMANDE, 1939-1945
de Philippe Masson.
Editions Perrin,
554 p., 130 francs

Pour Hitler et ses généraux, la mi-août 1944 marque le début de la Berezina de la Wehrmacht. Sur le front de Normandie, la VIIe armée allemande est quasiment anéantie dans la poche de Falaise et Hitler doit se résigner à donner un ordre de repli. A l'est, face à l'armée rouge, une quinzaine de divisions, prises au piège, sont détruites par les Soviétiques et par les Roumains, qui furent les alliés des Allemands mais qui viennent de signer un armistice avec Moscou et déclarent alors la guerre au Reich. Sur le littoral méditerranéen, le débarquement du 15 août est déjà un succès. Dès le lendemain, la XIXe armée allemande reçoit la directive de « décrocher » par la route des Alpes et la vallée du Rhône.

« Pour la première fois depuis 1939 – écrit Philippe Masson dans sa remarquable *Histoire de l'armée allemande, 1939-1945* – *l'armée allemande se trouve repoussée sur certaines frontières du Reich. L'été 1944 est donc désastreux pour la Wehrmacht. »*

Et, pourtant, si la chute est prévisible, le redressement de la Wehrmacht n'en sera pas moins réel dès le début de l'automne qui suit. Malgré des forces nettement inférieures en nombre, sinon en matériels de qualité, elle va condamner les Alliés à des actions de plus en plus coûteuses pour elle et pour eux jusqu'aux 7 et 9 mai 1945, dates de la capitulation d'abord conclue en catimini à Reims et officialisée à Berlin.

« Un outil d'avant-garde »

Philippe Masson, historien de formation, chef de la section historique au service historique de la marine et spécialiste de stratégie navale, qu'il a enseignée durant près de trente ans à l'Ecole supérieure de guerre navale, relate, avec un sens aigu du détail et un art consommé de la synthèse, comment, dès avant que Hitler ne jette le masque en 1935, l'armée allemande s'est préparée de longue date – tactiquement et techniquement – à prendre sa « revanche » du traité de Versailles de 1919.

En 1939, constate l'auteur, la Wehrmacht est un *« outil d'avant-garde, de haute qualité et sans équivalent ailleurs »*. Elle a *« un moral d'acier »*. Dès les années 20, avec le général Hans von Seeckt, elle a élaboré des techniques d'attaque par surprise, que certains de ses généraux sauront ensuite affiner. Témoin le général Heinz Gudurian, ce théoricien de la guerre-éclair des chars, qui prescrivit des percées profondes chez l'adversaire et des manœuvres d'encerclement, appuyées par une aviation en soutien direct des troupes au sol ou fonçant, sirènes hurlantes, sur les arrières de l'ennemi.

A cela, il convient d'ajouter la souplesse du commandement sur le terrain, l'aptitude à improviser, la capacité à changer les plans d'une intervention en cours d'exécution, et jusqu'au soin apporté à la formation des hommes qui fera que la plupart des cadres auront été instruits avec l'idée qu'ils pourraient être amenés par les circonstances de la guerre à recevoir des postes exigeant deux grades au-dessus du leur en temps normal.

Orgueil démoniaque

Alors, pourquoi cet exceptionnel instrument de combat fut-il balayé ? Philippe Masson rapporte un propos assez prémonitoire du véritable « patron » de la Wehrmacht. *« Le début d'une guerre,* dit Hitler, *ressemble à l'ouverture d'une porte dans une pièce plongée dans l'obscurité. On ne sait jamais ce qui s'y cache. »*

Hitler, dans son orgueil démoniaque, aura ouvert beaucoup de portes à la fois. Il aura voulu ou il aura dû combattre sur tous les fronts en même temps : à l'ouest, à l'est, sur le pourtour de la Méditerranée, dans les Balkans (censés lui fournir les matières premières indispensables au Reich), en Norvège et dans l'Atlantique (avec les attaques en « meutes » de sous-marins contre les convois marchands et les flottes alliées). Et quand tout va mal Hitler se souvient de son expérience de « poilu » de la première guerre mondiale, pour qui *« les crises,* écrit Philippe Masson, *peuvent être surmontées par une combativité accrue et par une résistance acharnée sur place »*. Pour ce faire, le Führer exigera une servilité absolue de tous ses généraux. Il aura réussi à subjuguer son peuple. Le piège se refermera sur la Wehrmacht quand les Alliés, encore unis, demanderont des comptes à l'un et à l'autre.

JACQUES ISNARD

Sur le débarquement du 15 août lui-même, on pourra lire :

Churchill, the End of Glory,
de John Charmley.
A John Curtis Book,
Hodder and Stoughton,
London, 1993, 732 p.

Struggle for Survival, The History of the Second World War,
de R. A. C. Parker.
Oxford Univ. Press,
1990, 328 p.

Histoire de la Résistance en France,
de Henri Noguères.
Tome 5, Paris, Lafont,
1981, 918 p.

« De la chute du Vercors à la libération de Grenoble »,
du Général Zeller.
Revue historique de l'armée, 1969, 4.



Exceptionnelle réussite

Suite de la première page

L'argument était qu'on ne brise pas sciemment les reins d'une armée victorieuse, celle d'Italie, en affaibilissant sa propre capacité offensive. Ainsi pensaient l'Anglais Alexander, commandant en chef, l'Américain Clark et le Français Juin, vainqueur de Cassino.

Le 28 juin, le refus de Marshall et d'Eisenhower fut catégorique. Il n'était pas question de modifier le dispositif prévu ; car, à cette date, Montgomery n'avait toujours pas pris Caen et Cherbourg n'était pas encore entre les mains des Alliés. Or ceux-ci avaient besoin d'urgence d'un grand port et ce ne pouvait être que Marseille : jamais une avance en Italie ne soulagerait « Overlord ».

Alors Churchill en appela directement à Roosevelt : il fallait faire preuve *« d'imagination »*, détruire les chances d'un succès par le Sud serait une absurdité. Mais Roosevelt ne veut rien entendre. Son opinion publique n'accepterait pas qu'on détourne des forces destinées à « Overlord » pour les envoyer dans les Balkans (*sic*) : il propose... de s'en remettre au jugement de Staline.

Le 2 juillet, Churchill se résigne enfin à accepter « Anvil ». Mais lorsque se produisit la perçée d'Avranches, après le 2 août, il revient à la charge : « Anvil » n'est plus vraiment utile... Il s'adresse au conseiller très écouté du président Roosevelt, Harry Hopkins. Mais sa réponse est encore plus décourageante. « *Ce serait une lourde erreur de stratégie* [...] *et je pense que la progression d'« Anvil » sera plus rapide que vous ne le pensez* [...]. *Les Français se soulèveront et enfonceront un grand nombre d'Allemands, y compris, j'espère Monsieur Laval.* »

Never say die... Churchill alla voir Eisenhower, intraitable : il lui fallait un grand port pour ces milliers d'hommes et ce matériel qui arrivait d'Amérique ; non, pas Bordeaux, dont Churchill faisait l'éloge pour rendre « Anvil » inutile mais Marseille qui sera plus aisé à capturer. Alors Churchill céda définitivement et s'organisa pour assister personnellement au succès du débarquement de Provence.

Voyant Roosevelt quelques semaines plus tard, à Québec, Churchill lui fit comprendre qu'il était ulcéré d'avoir dû plier : *« Qu'est-ce que vous voulez que je fasse maintenant ? Que je vous donne la patte, comme votre chien ? »*

Après coup, on s'est interrogé sur cette obstination, et à l'heure de la guerre froide, on a voulu y voir une prémonition géniale, Churchill voulant intercepter l'avance des Soviétiques en Europe Centrale. Certes, Churchill a bien eu l'idée, à cette date, de créer une zone- tampon entre les Occidentaux et les Soviétiques, mais le projet d'« Armpit » répondait à d'autres objectifs : perpétuer un certain *leadership* britannique à l'heure où la supériorité américaine devenait insupportable ; Churchill n'eût pas trouvé injuste que ce fussent des forces sous commandement britannique, qui, les premières, entrent à Vienne ou à Berlin.

Dans sa réponse à Churchill, Harry Hopkins avait évoqué l'action de la Résistance française ; de son côté, en juillet, Roosevelt lui avait écrit que les forces françaises d'Italie seraient contrariées de ne pas participer à la libération de leur pays. Ces observations sont à marquer d'un pierre blanche : car, prendre en compte l'action des FFI ou des forces militaires du gouvernement d'Alger était une sorte de première ; certes, il y avait là une manière d'instrumentaliser les Francais pour convaincre Churchill, mais il était clair aussi que l'action des forces françaises en Italie avait frappé d'admiration le commandement anglo-américain qui leur avait rendu hommage en placant le général Juin aux côtés du général Clark lors de leur entrée triomphale dans Rome. En outre, l'action de la résistance intérieure avait impressionné également les Anglo-Américains qui apprécièrent hautement, et plus qu'ils n'avaient voulu y croire, autant les renseignements et sabotages qui accompagnèrent « Overlord » que l'action proprement militaire des FFI, en Bretagne notamment.

L'apport que la Résistance intérieure pouvait offrir à un débarquement en Provence devait être d'une ampleur autrement plus considérable, eu égard à l'importance des maquis alpins : n'attendaient-ils pas le moment d'entrer en action depuis plusieurs semaines ? Le commandant en chef de la zone sud-est, le général Zeller, avait précisément quitté Apt le 1er août au soir, vu de Gaulle à Alger, puis, à Naples, le responsable de « Dragoon », le général Patch. Il venait le convaincre d'exploiter au maximum ces forces qui permettraient aux Franco-Américains *« de foncer »* sur Grenoble. De Lattre de Tassigny était ravi. Toutefois, rapporte Zeller, *« ma déception fut grande devant le comportement des officiers de son état major »* ; leur *« ignorance »* des actions de la Résistance trahissait, en effet, un mépris que ne partageaient pas les officiers anglais ou américains, qui, pour leur part, *« connaissaient la réalité de cette action »*. Au moins Patch et de Lattre y furent-ils sensibles et Zeller leur indiqua l'emplacement de tous les noyaux qui existaient à son départ.

Une triple participation française

De sorte qu'à la différence de ce qui s'était passé pour « Overlord », où la participation française se limita, pour l'essentiel, à des actions de renseignement et de sabotage, pour « Dragoon » elle fut triple puisqu'elle intervint dans la conception générale de l'opération, qu'elle y engagea la moitié des forces conventionnelles présentes et qu'elle agit, autant qu'il se pût, en coordination avec la résistance. Naturellement, cette participation française ne fut possible que grâce à la puissance des forces américaines qui l'encadrèrent et à une bonne entente qu'on retrouva à tous les niveaux : à côté de l'amiral Hewitt se trouvait l'amiral Lemonnier, Patch à côté de de Lattre ; 2 000 avions et 2 000 navires devaient soutenir cette action à laquelle participèrent 400 000 hommes environ. Le programme était simple : aux Français, Toulon, Marseille et la vallée du Rhône ; aux Américains, la route des Alpes, mais aussi une participation en vallée du Rhône.

Dans leurs plans originels, les Alliés devaient être à Grenoble 60 jours après le débarquement, à Marseille à J+40, à Toulon à J+20. Ils parvinrent à Grenoble à J+7, à Marseille à J+13, à Toulon à J+11. Comment s'explique pareil succès ?

D'abord, les opérations furent bien conçues, et les Alliés surent manifester de l'audace, encore de l'audace. En premier lieu dans le choix de la zone de débarquement, loin des centres de regroupement de l'armée allemande, et en des lieux d'accès peu aisé, où l'ennemi imaginait mal qu'une action d'envergure pût être entreprise. La préparation aérienne et les manœuvres maritimes avaient été bien menées, les convois partant de Naples, de Corse, d'Alger, de Malte et d'Oran surent simuler un déplacement vers Gênes pour changer brutalement de cap durant la nuit du 14 au 15 août.

Les opérations préliminaires, ensuite, furent un succès : à l'ouest, on réussit à renforçer les flancs de la zone visée, par le contrôle de la batterie du cap Nègre et de la route du littoral. Tandis que les Américains investissaient l'île du Levant et Port-Cros, une heureuse opération aéroportée permit au général Frederick d'occuper Draguignan. Il n'y a qu'à l'est qu'un groupe naval d'assaut échoua, sur un champ de mines. Le 15 août dès 4 h 30 du matin, une division était parachutée dans la région de Muy et bloquait la vallée de l'Argens. Les chasseurs bombardiers intervenaient alors pour couper les routes et les voies ferrées, ainsi que le pont de Villefranche. A 8 heures, c'était le grand débarquement de Cavalaire à Saint-Raphaël où la Résistance était en force. Dès le soir, deux solides têtes de pont étaient tenues à l'ouest et à l'est de Saint-Raphaël.

Dès le 18, De Lattre de Tassigny et de Montsabert se lancent à l'assaut de Toulon et de Marseille. Deux batailles difficiles. Surtout celle de Toulon, un camp puissamment défendu par 25 000 hommes et solidement retranché alors que les Francais ne sont à cette date que 16 000, et sans artillerie lourde. A Marseille, où l'attaque est soutenue par l'insurrection d'une partie de la population sous l'égide du Comité de Libération, les Allemands ont rendu inutilisable une partie du port avant de se rendre : les Français font 35 000 prisonniers.

La deuxième donnée d'un succès si rapide tient à l'action de la Résistance intérieure, dans le Var, la vallée du Rhône ou les Alpes, et qui se conjugue, à Montélimar, avec l'action des forces conventionnelles. Dans le Var, par exemple, on comptabilise ces premiers jours cinquante combats contre les Allemands, sans compter les sabotages. Combats qui furent « sanctionnés », en outre, par des exécutions collectives de Résistants – 38 près de le Camp, 12 à la Limatte, etc. Dans les Alpes, l'action des résistants permet aux Américains de progresser sur la route Napoléon *« au rythme du retour de l'île d'Elbe »*. Au vrai, le général Butler fit d'abord la fine bouche devant ces armées *« privées »*, mais ils constate qu'elles *« aspirent ses troupes »* et assurent ses arrières. Ce qui le surprend c'est qu'elles ne sont pas coordonnées ; mais qui connaît les conditions réelles de la vie dans les maquis des Alpes, alors que les Allemands venaient d'anéantir celui du Vercors, sait qu'elles ne pouvaient pas l'être.

Les Allemands se replient les Alliés se rejoignent

Avec le recul se pose d'ailleurs cette question : commandant des FFI du sud-est, le général Zeller pouvait-il mesurer l'étendue du drame qui va suivre, quand, le 23 juillet, il quitte le Vercors, une mitraillette à l'épaule. Il sait que la forteresse va se dissoudre en groupes dispersés, mais quand il arrive à pied dans le sud de la Drôme, il ignore que la moitié d'entre eux se sont déjà fait massacrer : *« Mon pessimisme a disparu. »* Et c'est de l'optimisme qu'il communique à l'état-major de Patch et de de Lattre, car les résistants des Alpes du Sud ne sont pas pour leur part anéantis : dès lors, une marche forcée vers le nord aurait été possible pour tenter de sauver ceux dont le général Zeller ignorait qu'une partie étaient déjà morts.

Le dernier facteur qui joua en faveur d'un succès rapide fut, certes, le désarroi des Allemands qui attendaient un débarquement plus à l'ouest, voire en Languedoc, mais surtout le fait qu'ils ne disposaient d'aucun soutien aérien satisfaisant. Toutefois, pendant la phase 2 de l'opération « Dragoon », ce qui avait été un avantage pour les Américains et les Français – débarquer loin des grands axes de circulation – devint un handicap car les troupes allemandes avaient leur centre de gravité dans la région de Remoulins et leurs chefs, les généraux Blaskowitz et Wiese, étaient bien placés pour défendre la région entre Avignon et Montélimar. Toutefois, accablés par le nombre et l'aviation, harcelés par la Résistance, démoralisés, ils procédèrent à des replis partiels puis à ce recul général qu'ils obtinrent du Führer le 19 août.

Ce repli se fit brutalement. Il s'étendit à l'ensemble de la « zone libre », ports exclus. Mais les « bandes » de la Résistance, prêtes à l'action à l'heure du débarquement, saisissent cités et bourgades, coupant la route aux troupes en retraite ; de sorte que, combiné avec la perçée d'Avranches, le débarquement du 15 août – auquel participèrent tant de troupes coloniales – donne le signal de la libération du territoire : le 12 septembre, les soldats de de Lattre (« Anvil ») et ceux de Leclerc (« Overlord ») se rejoignaient et s'étreignaient à Montbard, en Côte-d'Or.

Surprise par un recul aussi brusque, divisée sur les méthodes et les objectifs, la Résistance, à Lyon, « manqua » son insurrection : ce furent les troupes de de Lattre, les FFI de l'Ardèche et les survivants du Vercors qui entrèrent au petit matin dans la grande cité qui se réveilla ainsi libre, les Allemands l'ayant évacuée la nuit après avoir fait sauter les ponts. Après un instant de doute, les Lyonnais, en voyant les Français, leur firent un accueil qui confina au délire... Lyon libéré, il se produisit alors un événement inouï. Pour s'intégrer dans les armées victorieuses, on vit affluer une kyrielle d'« officiers naphtaline ». Ainsi dénommés parce qu'attentistes jusque-là, ils sortaient leurs uniformes du placard pour mieux accompagner la victoire. Les autorités militaires accueillirent ces gradés avec chaleur. Mieux, à coup sûr, que ceux qui, loin d'avoir attendu ce jour, descendaient de leurs montagnes, crottés et décimés.

MARC FERRO
Directeur d'études à l'EHESS.

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

A TOUTE ALLURE. Film américain d'Adam Rifkin, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; UGC Champs-Elysées, 8e (36-68-66-54) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

BLINK. Film américain de Michael Apted, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation 40-30-20-10) ; George V, 8e (36-68-43-47) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

DEUX COW-BOYS A NEW YORK. Film américain de Gregg Champion, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

2 GARÇONS, 1 FILLE, 3 POSSIBILITÉS. (**) Film américain d'Andrew Fleming, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38 ; réservation 40-30-20-10) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).

L'OURS EN PELUCHE. Film français de Jacques Deray : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; George V, 8e (36-68-43-47) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

WIND. Film américain de Carroll Ballard, v.o. : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55).

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Révisons nos classiques ! : A propos de Nice (1930), de Jean Vigo ; l'Atalante (1934), de Jean Vigo, 16 h 30 ; Peter Ibbetson (1935, v.o. s.t.f.), d'Henry Hathaway, 19 h ; Angèle, de Marcel Pagnol, 21 h.

DIMANCHE

Révisons nos classiques ! : la Kermesse héroïque (1935), de Jacques Feyder, 16 h 30 ; la Patrouille perdue (1934, v.o. s.t.f.), de John Ford, 19 h ; la Bandera (1935), de Julien Duvivier, 21 h.

CINÉMATHÈQUE SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24)

SAMEDI

Le Cinéma des assassins : le Trio infernal (1974), de Francis Girod, 17 h ; Driller Killer (1979, v.o. sous réserve), d'Abel Ferrara, 19 h 30 ; l'Ange de la vengeance (1980, v.o. s.t.f.), d'Abel Ferrara, 21 h 30.

DIMANCHE

Le Cinéma des assassins : le Juge et l'Assassin (1976), de Bertrand Tavernier, 17 h ; la Nuit des masques (v.o. s.t.f.), de John Carpenter, 19 h 30 ; les Yeux de Laura Mars (1978, v.o. s.t.f.), d'Irvin Kershner, 21 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Naples et le cinéma : les Coupables (1952, v.o. s.t.f.), de Luigi Zampa, 14 h 30 ; Assunta Spina (1947, v.o. s.t.f.), de Mario Mattoli, 17 h 30 ; le Carrousel fantastique (1954, v.o. s.t.f.), d'Ettore Giannini, 20 h 30.

DIMANCHE

Naples et le cinéma : la Bataille de Naples (1962, v.o. s.t.f.), de Nanni Loy, 14 h 30 ; le Règne de Naples (1978, v.o. s.t.f.), de Werner Schroeter, 17 h 30 ; l'Or de Naples (1954, v.o. s.t.f.), de Vittorio De Sica, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie porte Saint-Eustache Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI

Les Amants de Paris : Encyclopédie du cinéma français : Jean Gabin (1979), de Claude-Jean Philippe, 14 h 30 ; la Bête humaine (1938), de Jean Renoir, 14 h 30 ; Arise my Love (1940, v.o. s.t.f.), de Mitchell Leisen, 16 h 30 ; Jennifer 8 (1991, v.o. s.t.f.), de Bruce Robinson, 18 h 30 ; Spot BASF (1983), ; la Bohème (1987, v.o. s.t.f.), de Luigi Comencini, 20 h 30 ; les Dîners dans le noir, 21 h.

DIMANCHE

Les Amants de Paris : les Enfants du paradis (1943-1945), de Marcel Carné, 14 h 30 ; les Baisers de secours (1989), de Philippe Garrel, 16 h 30 ; le Minotaure (1989), de Raphaël Caussimon ; Night on Earth (1990-1991, v.o. s.t.f.), de Jim Jarmusch, 18 h 30 ; Corps à cœur (1978), de Paul Vecchiali, 20 h 30 ; les Dîners dans le noir, 21 h.

LES EXCLUSIVITÉS

ABSOLOM 2022 (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (36-68-51-25) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10).

ADIEU MA CONCUBINE (Chin., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

L'AFFAIRE PÉLICAN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

AFRICA, LE SÉRENGETI (A.) : La Géode, 19e (36-68-29-30).

ALADDIN (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ALPHA BRAVO (A., v.f.) : Cinaxe, 19e (42-09-34-00).

L'AMI AFRICAIN (Brit., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; v.f. : Miramar, 14e (36-65-70-39 ; réservation 40-30-20-10).

LES AMOUREUX (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).

L'ANNEAU DE CRIN (Fr.-Pol.-Brit.-All., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

AU NOM DU PÈRE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).

LES AVENTURES D'HUCKLEBERRY FINN (A., v.f.) : UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE BALLON D'OR (Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; v.f. : Reflet République, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

BARAKA (A.) : Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE BAZAAR DE L'ÉPOUVANTE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (36-68-43-47).

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BEETHOVEN 2 (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BELLES DE L'OUEST (A., v.o.) : Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (*) (Bel.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

CASQUE BLEU (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (36-68-48-56 ; 36-65-70-81) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).

CHASSEURS DE VAGUES (A., v.f.) : Rex, 2e (36-65-70-23).

LE CHEVAL VENU DE LA MER (irlandais, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; v.f. : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DRACULA (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

L'EAU FROIDE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'ENFANT LION (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES EPICES DE LA PASSION (Mex., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

EXCESSIVE FORCE (*) (A., v.f.) : Montparnasse, 14e (36-68-75-55).

FRESH (*) (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

GARÇON D'HONNEUR (A.-taïwanais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

GILBERT GRAPE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE GRAND SAUT (A., v.o.) : George V, 8e (36-68-43-47).

GROSSE FATIGUE (Fr.) : Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

HISTOIRE DE LA VITESSE (A.) : La Géode, 19e (36-68-29-30).

HYDRO (Fr.) : La Géode, 19e (36-68-29-30).

IL ÉTAIT UNE FOIS LE BRONX (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

J'AI PAS SOMMEIL (*) (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

JACK L'ECLAIR (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e.

JAMBON JAMBON (*) (Esp., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE JARDIN SECRET (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

JOURNAL INTIME (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Reflet Médicis salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; UGC Biarritz, 8e (36-68-48-56 ; 36-65-70-81) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

KIKA (*) (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LATCHO DROM (Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA LEÇON DE PIANO (Austr., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA LISTE DE SCHINDLER (A.-Pol., v.o.) : George V, 8e (36-68-43-47).

MADAME DOUBTFIRE (A., v.f.) : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

MARIE (Bel.-Fr.-Por.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; George V, 8e (36-68-43-47) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MAVERICK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (36-68-51-25) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Biarritz, 8e (36-68-48-56 ; 36-65-70-81) ; UGC Biarritz, 8e (36-68-48-56 ; 36-65-70-81) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; réservation 40-30-20-10) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

MEURTRE MYSTÉRIEUX A MANHATTAN (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

MINA TANNENBAUM (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

MISS KARATÉ KID (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; v.f. : Rex, 2e (36-65-70-23) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

NAKED (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES NUITS FAUVES (*) (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE (vietnamien, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES OMBRES DU COEUR (Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; George V, 8e (36-68-43-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE PARFUM D'YVONNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES PATRIOTES (Fr., v.o.) : Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).

PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE PETIT PRINCE A LA GÉODE (Fr.) : La Géode, 19e (36-68-29-30) ; La Géode, 19e (36-68-29-30) ; La Géode, 19e (36-68-29-30).

PHILADELPHIA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

POUCELINA (A., v.o.) : George V, 8e (36-68-43-47) ; v.f. : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; George V, 8e (36-68-43-47) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

PRIEZ POUR NOUS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz, 8e (36-68-48-56 ; 36-65-70-81) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; réservation 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38 ; réservation 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34).

4 MARIAGES ET 1 ENTERREMENT (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67 ; réservation 40-30-20-10) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

RAINING STONES (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

RAPA NUI (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation 40-30-20-10).

RASTA ROCKETT (A., v.o.) : George V, 8e (36-68-43-47) ; v.f. : Montparnasse, 14e (36-68-75-55).

LA REINE MARGOT (Fr.) : Forum Horizon, 1er (36-68-51-25) ; 14 Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation 40-30-20-10).

RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES ROSEAUX SAUVAGES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

SERIAL MOTHER (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; George V, 8e (36-68-43-47).

SEUL, AVEC CLAUDE (Can.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

SHORT CUTS (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

SI LOIN, SI PROCHE (All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

SOUTH CENTRAL (*) (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75).

TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE TEMPS DE L'INNOCENCE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

THE CROW (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (36-68-51-25) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation 40-30-20-10) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (36-65-70-23) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37 ; réservation 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

THE FLINTSTONES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55).

THE SNAPPER (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

THE UNBELIEVABLE TRUTH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

TROIS COULEURS-BLANC (Fr.-Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).

TROIS COULEURS-BLEU (Fr.-helvético-pol.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).

LES TROIS MOUSQUETAIRES (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

TROP DE BONHEUR (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60).

UN ANGE GARDIEN POUR TESS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; George V, 8e (36-68-43-47) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34).

UN ÉTÉ INOUBLIABLE (Fr.-Rou., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).

UN MONDE PARFAIT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES VESTIGES DU JOUR (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

VIVRE (Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07) ; UGC Biarritz, 8e (36-68-48-56 ; 36-65-70-81).

YELLOWSTONE (A.) : La Géode, 19e (36-68-29-30).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

BACKBEAT (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 20 h 05.

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 18 h.

BLUE VELVET (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) 0 h 05.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h 45.

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

CHOMSKY, LES MÉDIAS ET LES ILLUSIONS NÉCESSAIRES (Can., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) 18 h 30.

LA CITÉ DE LA PEUR (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h 20.

DELICATESSEN (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 16 h 30.

EASY RIDER (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 16 h 45.

EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h.

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 20 h ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) 23 h 45.

LE FUGITIF (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.

GROCK (Suis.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 18 h.

GUELWAAR (sénégalo-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 16 h.

HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60) 23 h 45.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) 0 h 20.

JANIS (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 21 h 45.

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 16 h 45.

LE JOUEUR DE VIOLON (Bel.-Fr.-All.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 20 h.

M. BUTTERFLY (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

MURIEL (Fr.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 16 h.

MY OWN PRIVATE IDAHO (*) (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) 16 h.

NEUF MOIS (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h.

LA PART DES TÉNÈBRES (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) 0 h.

PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 18 h 10.

RESERVOIR DOGS (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) 0 h 10.

RIFF RAFF (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h.

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 18 h 45.

SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (**) (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 0 h.

SMOKING (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 21 h 45.

THE PLAYER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 22 h 30, 0 h 10.

UN JOUR SANS FIN (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h.

UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 16 h 50.

LA VIE ET LA MORT DE PETER TOSH (Can., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 21 h 50.

ZELIG (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 30.

Les effectifs salariés ont augmenté de 0,4 % au deuxième trimestre

L'embellie de l'emploi a surtout profité au secteur tertiaire

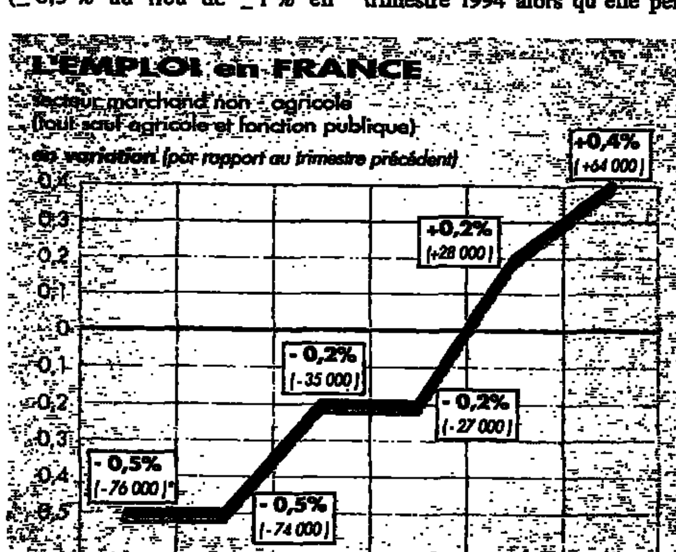
Les signes d'éclaircie observés sur le marché de l'emploi se confirment peu à peu. Depuis le début de l'année déjà, l'indicateur de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), qui recense les postes offerts par voie de presse aux cadres, était en progression constante. Après, il est vrai, une année 1993 particulièrement noire. De leur côté, les directeurs des principales agences d'intérim confirmaient la reprise très nette de leur activité à partir de la fin de mars 1994. Enfin, le gouvernement a pu tirer une légitime fierté de la diminution du nombre de demandeurs d'emploi en juin 1994, la première constatée depuis le mois d'août 1992.

Dans ce tableau, le doublement du taux d'augmentation des effectifs salariés entre le premier trimestre et le deuxième trimestre 1994 (passage de + 0,2 % à + 0,4 %, *le Monde* du 13 août), dans les secteurs marchands non agricoles _ soit la création de 92 000 postes depuis le début de l'année _ confirme l'embellie du marché de l'emploi déjà escomptée. *« C'est le signe d'un changement notable dont on voyait les premices, sans trop y croire, au premier trimestre »*, constate Philippe Sigogne, directeur du département des diagnostics de l'Observatoire français de la conjoncture économique (OFCE). Au-delà des mesures d'aides gouvernementales accordées à des secteurs précis (automobile, logement), cette amélioration confirme le caractère plus marqué de la reprise de l'activité économique en France. La hausse des effectifs salariés (63 700 emplois supplémentaires sur un total de 14 485 900 salariés, excepté la fonction publique et le secteur marchand agricole) est la plus forte enregistrée depuis le second trimestre 1990. L'examen par secteurs d'activité est significatif. L'essentiel de la progression provient en effet de l'activité tertiaire (+ 0,8 %) qui prolonge une hausse de 0,7 % de janvier à mars. L'intérim et le commerce de détail en sont les deux moteurs.

En revanche, malgré un ralentissement très net des pertes d'emplois dans le bâtiment, (_ 0,5 % au lieu de _ 1 % en moyenne depuis le début de 1992, selon le ministère du travail), l'ensemble de la profession continue de stagner. Au premier semestre 1987, la reprise avait débuté dans le bâtiment, tandis que des emplois continuaient de disparaître dans l'industrie ; on assiste, semble-t-il, aujourd'hui à un phénomène inverse.

Stabilité dans l'industrie

Des trois tendances observées à ce jour, la plus remarquable est la quasi-stabilisation des effectifs dans l'industrie (0 %) au second trimestre 1994 alors qu'elle perdait encore 0,5 % au premier trimestre. Le bâtiment paie l'augmentation de l'écart à la productivité observée dans la profession, tandis que les entreprises du secteur industriel, qui avaient pratiqué des politiques de dégraissage d'effectifs plus fortes, semblent mieux réagir.



L'ensemble de ces résultats provisoires porte sur douze mois à + 0,2 % la progression des effectifs salariés. Ces chiffres ne comprennent pas les contrats emploi-solidarité. Mais cette évolution positive s'accompagne d'une progression significative des mesures de traitement social du chômage : + 39 % pour les contrats d'apprentissage, + 33 % pour les contrats de qualification et + 50 % pour les CRE (contrat de retour à l'emploi) constatée au mois de juillet.

Par ailleurs, la progression de l'indice du taux de salaire horaire ouvrier de 0,6 % pour la période d'avril à fin juin (*le Monde* du 13 août) porte son augmentation depuis juillet 1993 à + 2,4 %. Le salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés a progressé quant à lui de 0,6 % au cours du deuxième trimestre 1994. Sur un an, l'augmentation atteint 2,2 % tandis que leur pouvoir d'achat se serait accru de + 0,7 point sur cette période, selon les prévisions de l'INSEE. Enfin la durée hebdomadaire effective du travail apparaît *« en nette hausse »* au 1er juillet par rapport au 1er avril 1994. Elle s'établit à 38,96 heures pour l'ensemble des salariés et à 39,07 pour les ouvriers.

ALAIN BEUVE-MÉRY

Plus rapide que prévu

Suite de la première page

Les bons chiffres du deuxième trimestre pourraient aussi s'expliquer par le gel des licenciements collectifs dans les grandes entreprises, le gouvernement ayant opposé de nombreux refus aux plans sociaux qui lui étaient proposés.

Tout cela est possible, mais ne rend pas compte de l'essentiel, à savoir que le marché de l'emploi est vraiment en train de s'améliorer, comme le montraient depuis quelque temps les enquêtes auprès des chefs d'entreprise. On peut alors se demander si, poussée par ce vent favorable, la croissance économique, sur sa lancée actuelle, ne dépassera pas les 2 % prévus par l'INSEE pour cette année.

Autant le chiffre de 1 % avancé récemment par le magazine américain *Forbes* (*le Monde* du 6 août) apparaît ridiculement bas, autant il serait excessif de prolonger, sans les infléchir un peu, les tendances actuelles. Au rythme qui est le sien, maintenu jusqu'à la fin de l'année, la croissance dépasserait sensiblement les 2 %. Mais il est probable que le troisième trimestre enregistrera une pause après le vif redémarrage que nous connaissons. C'est bien ce qu'a voulu dire Edouard Balladur quand il a déclaré, dans un entretien au quotidien *le Méridional*, que *« nous pouvons encore connaître des déceptions d'ici à la fin de l'année »*. Il n'empêche. Même si elle versait pendant quelques mois dans une totale stagnation, l'économie française réaliserait tout de même un taux de croissance moyen d'au moins 1,7 ou 1,8 % , compte tenu de ce qui a déjà été acquis. Si, comme il est probable, la croissance continue à un rythme un peu ralenti, alors les 2 % de croissance seront facilement atteints et même dépassés. C'est le plus probable : les entreprises ont en effet engrangé de bons résultats financiers et ont maintenant besoin d'investir.

Encore des risques

Deux risques pèsent tout de même sur la bonne conjoncture actuelle. Le premier est que les Français persistent dans leur attitude de méfiance à l'égard de la consommation. C'est bien ce qui ressortait de l'enquête réalisée le mois dernier auprès des ménages et qui montrait, après six mois d'amélioration, de nouvelles et vives craintes vis-à-vis du chômage. Il ne faut cependant pas exagérer la signification de ces revirements soudains, dont on sait qu'ils sont souvent le résultat d'une extrême sensibilité à l'« ambiance ». En l'occurrence, le CNPF avait fait en juin des commentaires pessimistes sur la réalité de la reprise. De même, les mauvais chiffres du chômage de mai avaient-ils été connus fin juin. Tout cela a certainement influencé les ménages interrogés en juillet et plus sensibles aux informations transmises par la presse qu'à la réalité, qui, sur le terrain, s'améliorait doucement. Cette excessive sensibilité se retrouve – *a contrario* – dans l'optimisme manifesté par les ménages au cours des périodes précédant les élections, c'est-à-dire lorsque les candidats ou les partis en présence multiplient les promesses de toutes sortes.

Effets dévastateurs

La reprise d'un mouvement d'embauche aura à peu près certainement des effets positifs sur la consommation. La seule véritable menace qui pèse sur la croissance est bien la remontée des taux d'intérêt à long terme, passés au cours des six premiers mois de l'année de 5,6 % à 7,3 %. De ce point de vue, M. Balladur a tort d'insister dans l'entretien déjà cité sur le fait que l'*« argent serait moins cher »*. L'argent prêté à long terme est au contraire plus cher, et c'est bien lui qui compte. La meilleure preuve en est la chute brutale des achats de logements neufs que font apparaître les comptes du premier trimestre, sous forme d'un recul de 1,7 % (soit de 6,8 % en rythme annuel !) des investissements des ménages (*le Monde* du 13 août). A plus de 7 %, les taux longs sont trop élevés d'au moins deux points, la croissance économique en valeur atteignant actuellement à peine 5 %. Les brusques tensions qui se manifestent épisodiquement sur le marché des obligations ont des effets dévastateurs. En faisant monter les taux à long terme, elles renchérissent les charges que l'Etat supporte pour payer les intérêts de sa dette publique. Ce qui pousse le gouvernement soit à réduire davantage les dépenses publiques, soit à augmenter les taxes, soit à entretenir de dangereux déficits. Déficits qui eux-même engendrent la défiance des marchés des changes, comme on le voit depuis des mois à travers les accès de faiblesse du franc.

Dégradation de l'activité dans la construction et le marché du logement, coûts prohibitifs des charges de la dette publique : assurément, l'évolution des taux à long terme va lourdement influencer le rythme de la reprise au cours des mois à venir.

ALAIN VERNHOLES

Stabilité des prix de détail en France au cours du mois de juillet

Les prix de détail sont pratiquement restés stables en France au cours du mois de juillet, l'INSEE situant entre 0 % et – 0,1 % leur variation par rapport à juin. Sur un an (juillet 1994 comparé à juillet 1993), la hausse des prix est comprise entre 1,6 % et 1,7 %.

La très légère baisse de juillet s'explique par le recul saisonnier des prix des produits frais (-2,8 % en un mois) et par les soldes d'été dans le secteur habillement-chaussures (– 2,2 %). A ces deux facteurs de baisse habituels en cette saison, s'est ajoutée une baisse des prix des produits énergétiques (– 0,2 %).

L'écart d'inflation avec les grands pays industrialisés est compris entre 1,3 et 1,4 point en faveur de la France. Il se situe entre 1,2 et 1,3 point avec l'Allemagne : + 2,9 % de hausse sur un an contre 1,6 à 1,7 % en France.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Nicolas Sarkozy

Nous avons reçu de Nicolas Sarkozy, ministre du budget, chargé du ministère de la communication, la lettre suivante, en réponse à un article du 23 juillet dans lequel nous indiquions qu'une amende de 30 millions de francs infligée à TF 1 en juillet 1992 pour non-respect des quotas de production n'avait pas été recouvrée par le ministère du budget :

Une procédure de recouvrement de cette amende a été lancée contre la société TF 1. Celle-ci ayant intenté un recours devant le Conseil d'Etat contre la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel, la solution retenue a consisté à demander à la société de fournir une caution d'un montant correspondant au montant de l'amende pouvant être exigée dès que le Conseil d'Etat se sera prononcé sur le recours déposé par la société TF 1. Cette procédure dite de garantie à première demande constitue une sûreté de premier rang et me paraît adaptée à une situation où, en l'attente de l'arrêt du Conseil d'Etat, la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel n'est pas encore définitive.

EN BREF

AXA : va racheter à Suez sa filiale canadienne Boréal Assurances. – Poursuivant son désengagement du secteur de l'assurance, le groupe Suez a annoncé vendredi 12 août à Paris avoir signé un protocole d'accord avec le groupe Axa en vue de la vente à cet assureur de la compagnie Boréal Assurances, filiale canadienne d'assurances-dommages de Suez. Aucun prix indicatif de départ n'est indiqué pour cette transaction. Axa et Suez vont à présent se livrer aux *« investigations habituelles »*, souligne le communiqué publié par les deux groupes.

BRITISH AIRWAYS : bénéfice imposable en hausse au premier trimestre. – La compagnie aérienne British Airways, l'un des principaux concurrents d'Air France, a annoncé lundi 8 août un bénéfice imposable au premier trimestre de 88 millions de livres (830 millions de francs), contre 63 millions un an plus tôt. Lors de ce premier trimestre achevé en juin, les ventes sont en hausse, à 1,689 milliard de livres, contre 1,51 l'année précédente. Le bénéfice d'exploitation progresse de 32,4 %, à 143 millions de livres. – *(AFP.)*

ETATS-UNIS : Hausse de 0,3 % des prix à la consommation en juillet. – Les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en juillet aux Etats-Unis, après une hausse de 0,3 % également en juin, a annoncé, vendredi 12 août, le département du travail. Les analystes de Wall Street s'attendaient à une hausse de 0,4 %. Hors énergie et produits alimentaires, l'indice a progressé de seulement 0,2 %. Sur une base annuelle, les prix à la consommation ont augmenté de 2,8 %.

Considéré comme une prouesse technique

Le nouvel aéroport d'Osaka serait le plus cher pour les droits d'atterrissage

Le nouvel aéroport du Kansai, le premier entièrement construit sur une île artificielle dans la baie d'Osaka, qui entrera en service le 4 septembre, paraît être une réussite du point de vue fonctionnel, mais il s'avère être un gouffre financier. Le coût élevé de sa construction risque de retomber sur les compagnies aériennes et sur les usagers.

OSAKA
de notre envoyé spécial

Bien qu'aux termes de l'accord laborieusement intervenu, le 10 août, avec l'Association internationale des transporteurs aériens (IATA), la société de l'aéroport international du Kansai (Kansai International Airport Company : KIAC) a fait des concessions, le nouvel aéroport s'annonce comme le plus cher du monde. Notamment en matière de droit d'atterrissage. De 26 dollars par tonne, soit cinq fois le prix à l'aéroport John-Kennedy de New-York, la KIAC a accepté de ramener ses exigences à 24 dollars, ce qui met cependant le prix de l'atterrissage d'un Jumbo 747-400 (395 tonnes) à plus de 10 000 dollars. Un coût supérieur de 10 % à celui de Narita, l'aéroport de Tokyo, qui est déjà le plus élevé du monde (les tarifs sont près de deux fois supérieurs à ceux de Charles-de-Gaulle, qui n'est pas le meilleur marché).

A cela s'ajoutent les loyers des locaux, le traitement des bagages, les prix de stationnement, etc... qui sont le double, voire le triple, de ceux de Narita et sur lesquels il n'y a pas encore d'accord avec les compagnies aériennes. Quant aux passagers, ils auront à payer 1 700 yens (soit près de 100 francs) pour accéder à l'aéroport en voiture en franchissant le pont de 3,7 kilomètres qui sépare l'île artificielle de la côte.

Des prix exorbitants, se plaignent les compagnies aériennes. *« Si l'on peut en comprendre les raisons, étant donné les particularités de l'aéroport d'Osaka, ce surcroît de coût intervient à un moment où la compétition est particulièrement dure en raison d'une baisse générale des prix des tickets »*, indique-t-on à la Japan Airlines, qui a enregistré en 1993 un déficit de l'équivalent de 250 millions de dollars.

Erreurs de prévision

Avant même la mise en service de l'aéroport, la KIAC marche sur une corde raide. Projet ambitieux, dont l'ancienne *« capitale »* économique du Japon a fait une question de prestige, l'aéroport d'Osaka aura finalement coûté presque le double de ce qui avait été prévu : 15 milliards de dollars. Sa gestion sera déficitaire pendant cinq à six ans, et il faudra attendre neuf ans pour verser les premiers dividendes à ses actionnaires, essentiellement publics (encore le président de la KIAC, Tsunehara Hattori, a-t-il récemment déclaré que cet *« objectif serait très difficile à atteindre »*), et vingt-trois ans pour rembourser ses dettes dont les seuls intérêts s'élèvent à 560 millions de dollars par an.

Cet accroissement du coût et le retard de dix-huit mois pris par rapport à la date d'ouverture initiale de l'aéroport, tiennent au coût foncier du projet et en particulier aux travaux supplémentaires nécessités par l'affaissement de l'île artificielle (de 10 mètres depuis le début des travaux). Désormais, elle ne s'enfonce plus que de 1 millimètre par jour (soit 1 mètre au cours des vingt prochaines années).

Un second facteur qui a contribué détériorer l'équilibre financier est une erreur de prévision : on attendait 630 vols par semaine et il n'y en aura guère plus de la moitié. *« C'était l'époque de la bulle financière, de la croissance à tout va : tout semblait possible et nous avons été trop optimistes »*, reconnaît M. Yutaka Nojiri, vice-président chargé de la planification de la KIAC. Dix-neuf pays et vingt trois compagnies aériennes ont signé des contrats avec la KIAC, ce qui lui assure 276 vols par semaine. On en attend une trentaine supplémentaire.

La KIAC compte sur un accroissement de la demande d'utilisation d'un aéroport qui devrait drainer des passagers en provenance du reste du pays, en les détournant de Narita, saturé et particulièrement incommode d'accès. Mais une telle croissance du trafic ne fait pas l'affaire du ministère des transports, qui veille aux intérêts des trois compagnies nationales : une augmentation du trafic implique d'autoriser les compagnies aériennes étrangères, américaines notamment, à embarquer au Japon des passagers pour un troisième pays : en d'autres termes, celles-ci vont drainer dans l'archipel des passagers à destination du reste de l'Asie (un marché en expansion), entamant les « fiefs » des compagnies nippones.

Les difficultés du nouvel aéroport d'Osaka incitent surtout la KIAC et les autorités régionales à repenser leur idée initiale : *« Etait-ce judicieux de faire gérer un aéroport international par une société anonyme privée alors que généralement il s'agit d'entreprises publiques ? »*, se demande M. Nojiri. Une question qui se pose en des termes d'autant plus aigus que le nouvel aéroport doit impérativement (tant pour des raisons de sécurité que de rentabilité) disposer d'une seconde piste. Ce qui signifie d'énormes coûts. *« Il est vital d'obtenir un financement de l'Etat »*, estime le gouverneur de la préfecture d'Osaka, M. Kazuo Nakagawa. *« Il est exclu que nous puissions amortir nous-mêmes le coût d'un telle construction* (2 000 milliards de yens, soit l'équivalent de 20 milliards de dollars, dont 100 milliards de yens proviendraient au secteur privé) *sans compromettre une gestion déjà déficitaire. »*

La préfecture d'Osaka attend cependant d'importantes retombées économiques du nouvel aéroport (l'équivalent de quelque 15 milliards de dollars sur plusieurs années). Mais avant que cette manne ne se concrétise, la KIAC doit se tenir la tête hors de l'eau. Ce qui ne sera pas facile, même si l'île artificielle ne s'enfonce plus.

PHILIPPE PONS

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 8 AOÛT AU 12 AOÛT 1994

PARIS

Retour à la case départ

INDICE CAC 40

- 4,83 %

Cinq séances consécutives de baisse. Une perte de plus de 4,80 % du CAC 40 sur la semaine. On ne peut pas dire que les boursiers vont partir l'esprit tranquille pour le long week-end du 15 août. Le fameux « rally » d'été ressemble aujourd'hui à un magnifique feu de paille, et peu importent les très bonnes performances des entreprises au premier semestre et une reprise qui jour après jour semble de plus en plus solide en Europe. Le mal vient encore et toujours des marchés de taux.

A tel point que vendredi, peu après le début de la séance, l'indice CAC 40 qui perdait au maximum 2,3 % cassait la barre des 2 000 points retrouvée le 18 juillet dernier. Le marché se reprenait tout de même pour finir la semaine à 2 006,95 points, juste au-dessus du seuil fatidique. La perte depuis le début de l'année atteint maintenant 11,52 %. Après être tombé le 4 juillet à son plus bas niveau de l'année (1 866,18 points), l'indice CAC 40 avait en juillet regagné plus de 13 % grâce à une stabilisation des marchés obligataires. Une période qui semble révolue et qui évolue au gré de l'humeur des marchés.

En raison de la hantise de l'inflation suscitée par une reprise économique plus forte que prévu en Europe, les marchés de taux ont subitement plongé comme aux plus belles heures du krach obligataire des premiers mois de l'année. Déjà victimes d'une inquiétude diffuse en début de semaine (les trois premières séances ont été vouées à la baisse), les actions ont été tirées de leur torpeur par une hausse inattendue des taux d'intérêt à court terme en Suède et en Italie.

Du coup, les marchés qui jouaient une nouvelle diminution des taux à court terme en Europe à l'automne pour conforter la reprise économique n'y croient plus. Pis, certains n'évoquent plus un allègement de la politique de la Bundesbank dans les prochaines semaines, mais tout simplement une remontée des taux allemands. Difficile à imaginer il y a seulement quelques jours.

Il est vrai qu'en Allemagne les dernières statistiques démontrent que la croissance s'est accélérée ces dernières semaines. Mais en France aussi, où l'INSEE a révisé en hausse de 0,5 % à 0,7 % le chiffre de la croissance pour le premier trimestre 1994. Les entreprises créent à nouveau des emplois et affichent jour après jour des résultats et des chiffres d'affaires pour les six premiers mois de l'année très souvent supérieurs aux prévisions. Cependant, de là à envisager une surchauffe, il y a de la marge.

L'accélération de la croissance en Europe est loin de provoquer les tensions inflationnistes que craignent certains. En Allemagne, le rythme de hausse des prix est inférieur à 3 %. En France, les prix ont été stables en juillet, voire en recul de 0,1 %, selon les premières estimations de l'INSEE. De plus, soulignent divers analystes, le taux élevé de chômage, en France notamment, et la concurrence exacerbée dans le monde industriel ne militent pas en faveur d'une flambée des prix. Mais rien n'y fait. Les milieux financiers recommencent à plaquer un scénario économique américain sur l'Europe.

Scénario américain

La semaine avait pourtant commencé très calmement dans une Bourse de Paris qui avait l'esprit ailleurs, ce qui est traditionnel en cette période de l'année. Lundi, le marché était très creux. La tendance s'orientait finalement vers un recul insignifiant (0,03 %) à la suite d'une tension sur les taux. L'annonce à la fin de la semaine précédente d'une augmentation plus forte que prévu du nombre d'emplois aux Etats-Unis en juillet en était la cause. Mardi, le marché était victime d'un brutal accès de faiblesse (-1,51 %) en raison encore d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt américains alors que débutaient sans enthousiasme les opérations de refinancement du trésor américain. Mercredi, la cote abandonnait 0,50 % plus par lassitude que pour une autre raison.

C'est jeudi que le marché prenait de plein fouet la chute brutale en cours de séance des marchés obligataires, après la hausse des taux suédois et italien et l'annonce d'une hausse plus forte que prévu des prix de gros américains. Au final, la perte s'élevait à 1,22 %, avec des volumes de transactions cette fois plus consistants. Le lendemain, et compte tenu de la poursuite dans les transactions de gré à gré (hors marché) de la chute des marchés de taux, les opérateurs s'attendaient au pire. Le début de la journée correspondait à leurs craintes. En forte baisse, le CAC 40 passait un temps sous le seuil des 2 000 points et perdait jusqu'à 2,30 %. Il se reprenait ensuite dans la foulée des marchés obligataires après l'annonce d'une hausse des prix de détail de 0,3 % en juillet aux Etats-Unis. Un chiffre inférieur aux prévisions. Du coup, la séance s'achevait sur une perte réduite à 1,57 %.

E. L.

Agroalimentaire

	12-8-94	Diff.
Bongrain	3 140	- 0,72
Danone (ex-BSN)	836	- 2,67
Eridania Béghin	893	+ 0,56
Fromageries Bel	5 200	- 0,19
LVMH	851	- 3,29
Pernod-Ricard	330	- 3,90
Remy-Cointreau	211	- 1,17
Saint-Louis	1 658	- 4,65

Assurances

	12-8-94	Diff.
AGF	220,10	- 4,30
AXA	252,60	- 7,40
GAN	381	- 10,35
SCOR SA	128	- 7,24
UAP	147	- 5,76

Bâtiment et matériaux

	12-8-94	Diff.
Bouygues	636	+ 0,31
Ciments français	311	- 6,75
Colas	1 053	- 3,21
Eiffage	1 315	+ 1,54
Eurotunnel	24,35	- 12,41
GTM Entrepose	468	+ 2,63
Imétal	602	+ 1,34
Immob. Phénix	79	- 1,25
Jean Lefebvre	1 216	- 1,13
Lafarge-Coppée	428	+ 5,33
Poliet	421	- 6,29
Saint-Gobain	671	+ 3,31
SGE	223	+ 3
Spie-Batignolles	385	+ 1,85

Chimie

	12-8-94	Diff.
Air liquide (L')	824	+ 1,35
Gascogne	531	- 1,30
Michelin	241	- 5,85
Plastic Omnium	635	- 6,61
Rhône-Poulenc A	136,10	- 3,81
Roussel-Uclaf	614	- 2,69
Sanofi	951	- 1,34
Synthélabo	210	- 1,63

Consommation non alimentaire

	12-8-94	Diff.
BIC	1 260	- 4,03
Chargeurs	1 385	- 5,79
Christian Dior	450	- 3,12
Clarins	540	- 3,39
DMC	432	- 3,11
EBF	950	- 1,14
Essilor Int	777	- 1,39
Gr. André	540	- 1,45
Moulinex	122,5	- 2,77
L'Oréal	1 168	- 5,80
Salomon	2 001	+ 2,66
SEB	537	- 3,76
Skis Rossignol	2 010	- 3,08
Sommer-Allibert	2 100	- 2,77
Zodiac	2 279	- 0,21

Crédit et banques

	12-8-94	Diff.
Comp. bancaire	475,20	- 4,76
BNP CI	231,80	- 9,13
CCF	215	- 6,88
Cetelem	1 160	- 2,82
Comptoir Entrep.	-	-
CPR	399	- 6,49
CFF	1 015	- 2,12
CLF	388,90	- 6,93
Créd. lyon. CI	451	- 8,09
Crédit national	489	- 2,20
Société générale	586	- 6,90
SOVAC	494,80	- 6,64
UFB Locabail	380,50	- 8,47
UIC	392	- 4,62
Via Banque	383	- 2,54

Distribution

	12-8-94	Diff.
Bon Marché	794	+ 0,50
Carrefour	2 035	- 0,87
Casino	150	- 3,84
Castorama Dubois	725	- 5,22
Compt. modernes	1 340	- 4,01
Damart	5 940	+ 0,50
Docks de France	724	- 0,27
Gal. Lafayette	2 025	- 7,95
Guilbert SA	505	+ 2,43
Guyenne Gasc.	1 380	- 6,12
Pinault Pr.	925	- 2,32
Primagaz	984	- 0,51
Promodès	894	- 7,83
Rexel cp 10 F	677	- 1,45
OGF	740	- 1,33
TF1	518	- 0,38

Electricité et électronique

	12-8-94	Diff.
Alcatel-Alst.	602	- 8,86
Alcatel-Câble	580	- 4,91
CSEE	551	- 2,13
Intertechnique	616	- 6,38
Labinal	735	- 0,80
Legrand	6 280	- 3,82
Matra Hachette	119	- 0,75
Radiotechnique	508	- 4,33
Sagem	2 550	- 3,77
Schneider	409	- 3,71
Thomson-CSF	167,50	- 1,00

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres	Valeur en cap. (KF)
BNP (TP)	1 346 050	328 668
Alcatel-Alsthom	1 269 815	811 039
Elf Aquitaine	1 803 370	757 892
Lafarge	859 590	382 432
Peugeot	380 150	327 319
LVMH	512 790	386 152
St-Gobain	645 430	450 365
Eaux (Gle des)	668 916	383 586
Total	1 606 460	521 042
Euro Disney	36 201 900	395 408
Danone (ex BSN)	389 090	332 528
L'Oréal	267 540	322 938
Société générale	708 320	424 396
Suez	1 385 875	368 005

Immobilier et foncier

	12-8-94	Diff.
GFC	435	- 3,33
Olipar	19,80	- 5,93
Rue impériale	3 800	- 1,80
Safimeg	430	- 3,15
Simco	489	- 2,97
UIF	510	- 1,35
Lucia	120	-
Silic	790	+ 3,53
Sogeparc	725	- 0,41

Investissement et portefeuille

	12-8-94	Diff.
Bolloré	378	- 5,50
Cerus	112,50	- 2,25
CGIP	1 181	- 2,55
Eurafrance	1 976	- 3,37
Gaz et Eaux	2 116	- 0,93
Lagardère MMB	137,80	- 0,72
Marine-Wendel	393	- 2,96
Navigation mixte	971	- 4,52
Nord-Est	142,40	- 2,46
Paribas	356,10	- 9,34
Suez	255,50	- 6,27
Worms	270	- 3,60

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Sodecco	10,8	Eurotunnel	9,8
Sogenal	5,4	UFB Locabail	8,3
Sidel	4,6	Paribas	8,3
GTM Entrepose	3,8	BNP	7,4
Lebon	3,8	Promodès	7,0
Salomon	3,6	Sodero	6,8
Centrest	3,5	CCMC	6,7
Géophysique	3,5	SCOA	6,6
Gle Entreprises	3,4	Suez	6,1
Valeo	2,7	G. Lafayette	6,9
Imetal	2,6	Groupe Tsa.	5,8
Total	2,5	CPR	5,5
Caumartin	2,5	BHV	5,5
Bouygues	2,2	CLF	5,4

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	5-8-94	8-8-94	9-8-94	10-8-94	11-8-94
RM	3 317 991	1 681 188	2 466 485	2 548 994	2 906 005
Comptant R. et obl.	26 704 677	19 446 707	19 036 128	19 713 585	17 515 398
Actions	174 522	158 749	180 525	152 832	299 535
Total	30 197 190	21 286 644	21 683 138	22 415 411	20 720 938

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	8-8-94	9-8-94	10-8-94	11-8-94	12-8-94
(base 1000, 31 décembre 1990)					
Ind. SBF 120	1 449,89	1 431,06	1 423,45	1 408,96	1 388,25
Ind. SBF 250	1 401,36	1 385,45	1 378,65	1 365,87	1 351,91
(base 1000, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	2 106,34	2 074,48	2 064,17	2 038,93	2 006,95

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 12 août 1994

Nombre de contrats : 231 212 environ

COURS	ÉCHÉANCES SEPT. 1994	DÉC. 1994	MARS 1995	JUIN 1995
Premier	113,68	112,80	112,10	-
+ Haut	114,28	113,36	112,64	-
+ Bas	112,90	112,20	112,10	-
Dernier	114,04	113,36	112,64	-
Compensation	115,06	114,20	113,50	112,72

Métallurgie, mécanique

	12-8-94	Diff.
Carnaud Metalbox	172,70	- 3,51
Dassault Aviation	460	- 3,36
De Dietrich	2 626	- 4,47
Fives-Lille	655	- 1,94
Legris Industrie	349	+ 0,28
Métaleurop	83,20	- 1,53
Pechiney CI	397,50	+ 0,25
Pechiney Int.	163,60	- 3,76
Peugeot SA	849	- 1,39
Strafor, Facom	659	- 1,64
Valeo	283	+ 0,14
Vallourec	311	- 0,79

Mines d'or, diamant

	12-8-94	Diff.
Anglo-American	295,60	-0,33
Buffelsfontein	53,60	-0,74
De Beers	136,30	+0,22
Driefontein	79,00	+2,73
Gencor	14,50	+5,46
Harmony	31,40	+4,31
Randfontein	56,00	-4,43
Sainte-Helena	54,80	
Western Deep	233,90	+1,69

Pétrole

	12-8-94	Diff.
Elf-Aquitaine	411	- 2,99
Esso	951	- 2,26
Géophysique	571	+ 0,17
Total	320,30	+ 0,40
BP France	125,50	+ 0,40
Erap-Elf CPet.	350,10	- 3,55
Sicomi ou ex-Sic.	-	-
Bail Invest.	924	- 2,73
Interbail	433	- 2,47
Klepierre	630	- 2,32
Locindus	900	- 0,66
Selectibanque	180	- 0,05
Unibail	493	- 4,82
Genefim	286,10	- 4,63
Immobail	392	- 8,58

Sicomi ou ex-Sicomi

	12-8-94	Diff.
Bail Investiss.	954	+9
Genefim	-	-
Immobail BTP	361	- 9
Interbail	443,50	-67,5
Klepierre	848	-
Locindus cp 70 F	900	- 2
Selectibanque	181	-
Unibail	518	+ 7

Transports, loisirs, services

	12-8-94	Diff.
Accor	653	- 3,54
BIS	355	-
Canal Plus	893	- 5,60
Cap Gemini	175	- 7,16
CEP Comm.	540	- 4,42
Club Méditerranée	398	- 2,45
Eaux (Gle des)	551	- 5,48
Ecco	720	+ 0,13
Euro Disney	10,60	- 1,39
Filipacchi Médias	936	- 4,19
Havas	485	- 0,40
Lyonnaise des Eaux	524	- 3,14
Publicis	480	- 2,83
SITA	725	- 6,81
Sligos	436	- 8,21
Sodexho	935	- 5,74
SCAC Delmas Vieljeux	-	-
Dauphin OTA	315	- 1,25

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	12-8-94	Diff.
6 % 93-97	97,27	-1,21
10,80 % 1979	NC	-
EDF-GDF 3 %	6 140	-
CNB 5 000 F	100,9	+0,4
CNB Par. 5 000 F	NC	-
CNB Suez 5 000 F	NC	-
CNI 5 000 F	100,9	+0,4

NEW-YORK

En attendant la « Fed »

INDICE DOW JONES

+ 0,58 %

Wall Street a gagné un peu de terrain à l'issue d'une semaine terne marquée par de nouvelles tensions sur le marché obligataire qui se sont réduites en fin de semaine. L'activité a été dominée par des petits opérateurs alors que les investisseurs institutionnels sont restés sur la défensive avant la réunion mardi du comité de l'Open Market de la Réserve fédérale (la « Fed »). L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé vendredi à 3 768,71 points en hausse de 21,69 points (+ 0,58 %) par rapport à la semaine précédente.

« On a eu une semaine terne, sans orientation définie », indique Mace Blicksilver, analyste de Crédit Lyonnais Securities. *« La grande question est de savoir ce que va faire la Fed »*, explique cet analyste. *« Le marché a déjà pris en considération un relèvement d'un quart de point du taux d'intérêt interbancaire, mais une hausse d'un demi-point est également possible »*, a-t-il ajouté. Les investisseurs institutionnels vont décider de l'orientation à donner au marché après la réunion de la Fed, selon M. Blicksilver.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, s'est établi vendredi à 7,49 % contre 7,54 % la semaine passée après avoir atteint 7,66 % jeudi.

Indice Dow Jones du 12 août : 3 768,71 (c. 3 747,02).

Valeurs	Cours 5 août	Cours 12 août
Alcoa	78 5/8	78 1/8
Allied Signal Inc.	37	35 7/8
American Express	27 3/4	27 7/8
ATT	54 1/8	53 5/8
Bethlehem Steel	21 3/4	22
Boeing	45 1/8	44 7/8
Caterpillar Inc.	104 3/4	105 1/8
Chevron	43	42
Coca-Cola	43 5/8	44 1/2
Disney Corp.	42 1/4	43 5/8
Du Pont de Nemours	60 1/4	58 7/8
Eastman Kodak	47 5/8	49
Exxon	59 1/8	60 1/4
General Electric	49 1/8	47 7/8
General Motors	50 1/4	49 7/8
Goodyear Tire	33 1/2	34 1/2
IBM	62 1/2	63 3/4
International Paper	74 3/8	73 1/4
Morgan (J.P.)	63 3/8	63 3/4
McDonnell Douglas	112	118 3/4
Merck and Co	29 7/8	32 1/4
Minnesota Mining	54	55 1/2
Philip Morris	55 1/8	56 3/8
Procter Gamble	53 3/4	55 7/8
Sears Roeb. and Co	47	46 7/8
Texaco	62 1/8	61 3/4
Union Carbide	31 3/4	33 1/8
United Tech.	61 1/2	61 7/8
Westinghouse El	11 3/4	12
Woolworth	15 1/2	15 1/4

TOKYO

Modeste

INDICE NIKKEI

+ 0,70 %

Les valeurs japonaises ont continué à gagner du terrain cette semaine à la Bourse de Tokyo, même si elles ont chuté vendredi en raison de ventes liées à la hausse du yen face à un dollar affaibli. L'indice Nikkei des 225 valeurs a terminé la semaine à 20 663,83 points, en hausse de 142,13 points (+ 0,7 %) par rapport au vendredi précédent. La semaine dernière il avait gagné 72,31 points (+ 0,4 %). L'activité a été modeste, dans une ambiance de vacances, avec un volume quotidien des transactions portant en moyenne sur 248,3 millions d'actions au lieu de 255,98 la semaine précédente.

Le Nikkei, qui a ouvert la semaine à 20 525,81 points a progressé trois jours sur quatre, pour dépasser 20 800 points, jeudi en clôture. Les achats d'arbitrage liés aux contrats à terme ont fait monter la cote, la faible activité accentuant l'impact de ces opérations, ont noté les opérateurs. Les investisseurs étrangers ont acheté des valeurs dites cycliques comme les chimiques et les sidérurgiques. Vendredi, le Nikkei a perdu plus de 150 points alors que le yen gagnait à nouveau du terrain face au dollar, ce qui affaiblissait les valeurs liées à l'exportation.

Indices du 12 août : Nikkei 20 663,83 (c. 20 521,70) ; Topix 1 651,78 (c. 1 649,74).

	Cours 5 août	Cours 12 août
Bridgestone	1 640	1 610
Canon	1 730	1 750
Fuji Bank	2 300	2 310
Honda Motors	1 720	1 730
Matsushita Electric	1 760	1 730
Mitsubishi Heavy	810	806
Sony Corp.	5 900	5 970
Toyota Motors	2 130	2 170

LONDRES

Petite baisse
- 0,8 %

Après un début de semaine morose, sans grand mouvement, la Bourse de Londres s'est, à l'image des autres places financières, brutalement déprimée jeudi. Déjà effrayés par la très probable hausse des taux d'intérêt américains mardi prochain, les opérateurs ont été surpris par les augmentations de taux suédois et italiens, redoutant déjà une contagion européenne. Au final, l'indice Footsie des 100 plus grandes valeurs a perdu 25,2 points (- 0,8 %) pour s'inscrire vendredi en clôture à 3 142,3 points.

Vendredi, la publication du taux d'inflation de juillet aux Etats-Unis a quelque peu calmé le jeu, le chiffre (+ 0,3 %), étant moins fort que prévu, mais sur la semaine, les fonds d'Etat ont accusé le coup. Pour la Grande-Bretagne, le marché a finalement bien pris la publication mercredi des minutes de l'entretien du mois de juillet entre le chancelier de l'Echiquier Kenneth Clarke et le gouverneur de la Banque d'Angleterre Eddie George. Les deux hommes estimaient alors qu'il faudrait *« tôt ou tard »* relever les taux d'intérêt britanniques.

Indices « FT » du 12 août : 100 valeurs 3 142,3 (c. 3 167,5) ; 30 valeurs 2 469,2 (c. 2 471).

	Cours 5 août	Cours 12 août
Allied Lyons	5,91	5,91
BP	4,09	4,11
BTR	3,90	3,78
Cadbury	4,84	4,69
Glaxo	6,00	6,24
GUS	5,76	5,60
ICI	8,62	8,43
Reuters	4,88	4,92
RTZ	8,77	8,70
Shell	7,37	7,18
Unilever	10,70	10,94

FRANCFORT

Inquiète
- 2,75 %

La bourse de Francfort a été chahutée cette semaine par la chute du marché obligataire, avec une accélération du mouvement à la baisse en fin de semaine suite au relèvement surprise des taux d'intérêt italiens et suédois jeudi. L'indice DAX des trente valeurs vedette a terminé vendredi à 2 124,68 points, soit en recul de 2,75 % par rapport à la clôture de la semaine passée.

Les courtiers ont attribué l'effritement des cours lors des trois premières séances à un mouvement de consolidation, après les gains de la semaine précédente : le DAX avait alors progressé de 1,8 %. Mais la décision jeudi des banques centrales italienne et suédoise de relever leurs taux d'intérêt a fait craindre aux participants la fin de la phase de la détente monétaire en Europe. Le Bund 10 ans a alors dégringolé, entraînant dans son sillage la bourse allemande. Les courtiers notaient toutefois une stabilisation du Bund et des cours de la Bourse en fin de séance vendredi.

Indice DAX du 12 août : 2 124,68 (c. 2 184,76).

	Cours 5 août	Cours 12 août
AEG	185,80	172,50
BASF	325,80	316,90
Bayer	369,30	359,50
Commerzbank	338	320
Deutsche Bank	738,50	693,20
Hoechst	354,60	347,50
Karstadt	597	580
Mannesmann	449,50	441
Siemens	691,50	673,10
Volkswagen	517,50	504,80

En attendant la « Fed »

Modeste

FRANCFORT

DEVISES ET OR

Le deutschemark, monnaie refuge

Les remous violents sur les taux n'ont pas été une nouvelle fois sans se traduire sur les marchés des changes. La brusque poussée de fièvre de jeudi et le regain de crainte d'une reprise de l'inflation des deux côtés de l'Atlantique ont profité comme à l'habitude au deutschemark, redevenu monnaie refuge.

La devise allemande s'est appréciée sensiblement en fin de semaine face à l'ensemble des monnaies. Vendredi, la lire et la couronne suédoise ont, en revanche, enfoncé de nouveaux planchers, en dépit des relèvements des taux d'intérêt intervenus la veille, à Rome et à Stockholm, des mesures qui ont été interprétées comme autant d'aveux de faiblesse par les opérateurs. Ces dispositions ont d'ailleurs contribué à faire remonter le deutschemark. Selon Robert Hayward, économiste à la Bank of America, les devises méditerranéennes et scandinaves sont les premières victimes des hausses de taux de jeudi en raison de leur proximité avec la lire et la couronne suédoise. *« Le marché craint que ces pays ne soient obligés eux aussi d'augmenter leurs taux d'intérêt »*, explique-t-il.

Selon lui, les événements de jeudi montrent qu'une hausse des taux ne suffit pas, bien au contraire, à soutenir une devise, et qu'elle est perçue par le marché comme une marque d'impuissance. *« Dans ces conditions, les autres pays européens risquent d'y réfléchir à deux fois avant d'augmenter leurs taux d'intérêt »*, prévoit-il.

La hausse surprise à 7,5 % de son taux directeur par la Banque d'Italie est de plus considérée comme un revirement dans la politique définie successivement par les gouvernements Amato, Ciampi et Berlusconi, laquelle avait fait baisser le coût du crédit en Italie de 15 % en septembre 1992 à 7 % jusqu'à jeudi. Le taux d'escompte n'avait jamais été aussi bas depuis dix-huit ans.

Ainsi que le relèvent certains économistes, cette hausse du taux d'escompte sanctionne les incertitudes politiques plus que les indicateurs économiques, qui sont largement positifs en Italie. Le ministre italien du Trésor, Lamberto Dini, a d'ailleurs souligné, dans un entretien accordé vendredi matin à Radio-RAI, que la chute de la lire, à laquelle il faut ajouter celle continue de la Bourse de Milan, démontrait *« une réaction excessive des marchés »*, qui s'inquiètent de la capacité du gouvernement à mener une politique d'assainissement financier, en raison de ses divisions.

En fin de semaine, le deutschemark atteignait 1 027 lires et 5,0143 couronnes suédoises.

Entre-temps, la monnaie allemande avait établi de nouveaux records historiques à 1 030 lires et à 5,0370 couronnes. Le deutschemark remontait aussi face aux autres monnaies du système monétaire européen et notamment au franc, à 3,4330 contre 3,4220 une semaine auparavant. Cette faiblesse du franc est surtout due au statut de valeur refuge acquis par la devise allemande en temps de crise, estiment les spécialistes.

La hausse du deutschemark a aussi affaibli mécaniquement le dollar. Le billet vert cotait 1,5535 deutschemark vendredi contre 1,5815 le vendredi précédent, et restait presque stable face au yen, à 99,95 yens contre 100,33 yens. Le dollar glissait également vis-à-vis des autres devises européennes, à 5,3362 francs français contre 5,4120. La probabilité d'un relèvement des taux américains lors de la prochaine réunion, mardi 16 août, du comité de l'open market de la Réserve fédérale n'était pas suffisante pour soutenir le dollar.

E. L.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 8 AU 12 AOÛT 1994
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,5470	–	18,7266	76,5404	64,2467	3,1201	57,2148	0,00627
	1,5415	–	18,4775	74,9906	63,2311	3,0722	56,2905	0,00634
Paris	8,2610	5,3400	–	408,7256	343,0774	16,6615	305,5269	3,3480
	8,3426	5,4120	–	405,8493	342,2068	16,6267	304,6440	3,4297
Zurich	2,0212	1,3065	24,4663	–	83,9383	4,0764	74,7511	0,8191
	2,0556	1,3335	24,6397	–	84,3187	4,0968	75,0633	0,8451
Francfort	2,4079	1,5565	29,1479	119,1351	–	4,8565	89,0548	0,9759
	2,4379	1,5815	29,2221	118,5977	–	4,8587	89,0234	1,0022
Bruxelles	49,5814	32,05	6,0019	24,5312	20,5911	–	18,3373	2,0094
	50,1758	32,55	6,0144	24,4094	20,5817	–	18,3225	2,0627
Amsterdam	2,7038	1,7478	32,7303371	1,33777	112,290395	5,45335	–	1,0957937
	2,7385	1,7765	32,82520	1,33221	112,330066	5,45776	–	1,1257004
Milan	2467,47	1595,00	298,6881	1220,8190	1024,7350	49,7659	912,5758	–
	2432,49	1578,00	291,5743	1183,3521	997,7869	48,4706	888,2634	–
Tokyo	154,70	100,00	18,72659	76,54038	64,24671	3,12012	57,21478	0,062696
	154,77	100,40	18,55137	75,29059	63,48403	3,08449	56,51562	0,063625

A Paris, 100 yens étaient cotés le vendredi 12 août 1994. 5,34 F contre 5,3904 F le vendredi 5 août 1994.

12 août 1994

Source : Société générale

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Coup de sang

Effacée et oubliée la reprise de juillet. Le krach obligataire larvé pendant quatre mois après la hausse au début du mois de février 1994 du loyer de l'argent américain semblait être bel et bien terminé. Les marchés avaient alors subi de plein fouet le contre coup de l'euphorie de la fin de l'année 1993. A la surprise générale, la chute des obligations américaines avait entraîné dans son sillage les marchés européens. La faute entre autres à la perte de crédibilité des banques centrales en général et à celle de la Réserve fédérale (Fed) américaine en particulier. En voulant limiter les risques d'inflation, l'institut d'émission américain n'avait fait qu'aviver les craintes de surchauffe. La Fed avait eu beau relever à quatre reprises ses taux à court terme (pour les porter progressivement de 3 % à 4,25 %), ces interventions avaient été jugées à chaque fois tardives ou insuffisantes. Le calme était pourtant revenu imperceptiblement à la fin juin et plus encore en juillet au fur et à mesure que la croissance américaine semblait se ralentir. Envers et contre tout, la Bundesbank et dans son sillage la Banque de France avaient de leur côté rassuré en poursuivant leur baisse prudente mais continue et obstinée du loyer de l'argent. Les taux à long terme avaient même recommencé à baisser, revenant sur les titres à dix ans à la fin juillet à 7,10 % aux Etats-Unis, 7,2 % en France et 6,8 % en Allemagne.

Mais la reprise n'aura été au final qu'un petit répit. La nervosité a regagné les places financières depuis une dizaine de jours. Il a suffi d'une étincelle – que la crainte de l'inflation semble brusquement étayée par des statistiques économiques américaines, telles que l'indice des prix de gros aux Etats-Unis – pour que les marchés replongent brutalement. Déjà mardi, les obligations françaises avaient lourdement chuté. La faute encore une fois à la hausse des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis (à 7,56 % contre 7,54 % la veille). Une chute des obligations américaines qui est directement liée à la publication, le vendredi 5 août, des chiffres du chômage aux Etats-Unis en juillet, jugés inflationnistes car synonymes de reprise trop forte de l'activité économique. Le contrat notionnel septembre du MATIF repassait ce jour-là pour la première fois depuis près d'un mois en dessous du seuil de 116,20. Il terminait la journée à 115,76, abandonnant 88 centimes. Au comptant, les rendements des OAT à dix ans se tendaient, à 7,48 % contre 7,37 % (l'écart avec le Bund allemand correspondant s'est creusé à 0,48 point). Ce n'était qu'un début.

Jeudi sur le MATIF, au lendemain d'une séance sans évènement particulier, le notionnel septembre perdait 66 centimes à la clôture, à 115,06 points. Lors des échanges de gré à gré qui se poursuivaient après la clôture, la chute prenait des proportions considérables, le notionnel perdant encore 1 franc pour tomber à 114. Vendredi 12 août, la chute libre se poursuivait jusqu'à 112,90 avant que le marché ne se reprenne en fin de journée et que le notionnel ne repasse juste au-dessus des 114, à 114,04. Le recul atteint au total 296 centimes sur la semaine.

Ce coup de sang tient aussi et paradoxalement à la reprise plus rapide que prévu des économies européennes. La croissance s'accélère en Allemagne mais aussi en France. L'INSEE vient de remonter de 0,5 % à 0,7 % le chiffre de la croissance pour le premier trimestre. Cette accélération fait craindre aux marchés – à tort ou à raison – une reprise de l'inflation et remet en cause les perspectives de baisse des taux à court terme en Europe. Pis, certains n'évoquent plus une poursuite par la Bundesbank dans les prochaines semaines de sa politique de baisse à petits pas du loyer de l'argent, mais au contraire une remontée des taux allemands *« dans un avenir assez rapproché »*. Une thèse extrêmiste qui a pris de la force jeudi 11 août en fin de matinée à l'annonce de la décision inattendue de la banque centrale suédoise de relever de manière significative son taux de prise en pension de 6,92 % à 7,20 %. L'institut d'émission suédois a justifié sa décision en raison de l'accroissement des pressions inflationnistes, ce qui a mis le feu aux poudres. *« Les gestes de la Banque de Suède et d'Italie ont été analysés, à tort, par les marchés, comme le signal d'un arrêt de la baisse des taux courts en Europe et même d'un prochain relèvement par la Bundesbank et par la Banque de France de leurs taux directeurs »*, explique François Chevallier, économiste de la BFCE. *« Ces changements de politique correspondent à des problèmes domestiques qui ne sont pas transposables à la France et à l'Allemagne »*, ajoute-t-il.

Dans l'après-midi de jeudi, l'annonce d'une hausse des prix de gros américains en juillet (+ 0,5 %) supérieure aux attentes des opérateurs (+ 0,4 %) accentuait la morosité des marchés. Il semble acquis à présent que la Réserve féderale, relèvera le 16 août, lors de la réunion de son comité de politique monétaire au moins d'un quart de point si ce n'est d'un demi-point son taux d'intervention, qui est actuellement de 4,25 %.

Le marché obligataire américain était de nouveau victime jeudi d'un accès de faiblesse alors que se terminait la dernière tranche de refinancement trimestriel du Trésor américain. Le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est monté jeudi soir à 7,65 % contre 7,57 % mercredi soir. Il a même brièvement atteint 7,66 %. Il faut dire que le Trésor américain a vendu pour 11 milliards de dollars de bons à trente ans à un taux moyen de 7,56 %. Le marché tablait sur un taux de 7,55 %.

Les inquiétudes étaient fortes, vendredi 12 août, dans l'attente de la publication en milieu de journée outre-Atlantique de l'indice des prix de détail pour juillet. Fort heureusement, les chiffres étaient enfin conformes aux prévisions et même légèrement inférieurs (0,3 % de hausse des prix en juillet après une hausse d'également 0,3 % en juin), ce qui permettait aux marchés de se reprendre. Le taux sur les bons du Trésor à trente ans retombaient alors à 7,49 %.

ÉRIC LESER

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Disparités fiscales et marché unique

Les disparités fiscales entre les différents pays de notre continent – finiront, si elles persistent trop, par mettre en cause la réalisation du Marché unique qui est pourtant un des buts de la construction de l'Europe. Le problème dépasse de loin le cadre des placements de capitaux au Luxembourg où on a pris l'habitude, ces dernières années, de le situer. Il prend une dimension nouvelle du fait de la libre prestation des services qui existe maintenant à l'intérieur de l'Union européenne.

C'est en Belgique qu'on mesure peut-être le mieux toute la portée de la question. Les autorités de ce pays militent depuis longtemps en faveur d'une solution pratique. Elles préconisent que, dans toute l'Europe, soit appliqué un même système de retenue à la source sur les revenus des placements de capitaux, dont le taux serait assez faible, et qui serait libératoire, c'est-à-dire qu'une fois ce précompte soustrait, il n'y aurait plus d'autre impôt à payer. Chacun pourrait placer ses fonds dans le pays de son choix, dans la monnaie qui lui convient, et, sur le plan fiscal, il sera traité de la même façon.

La formule belge, séduisante parce que simple à mettre en œuvre, est de nature à éliminer au maximum la fraude. En outre, elle met les citoyens à l'abri de l'inquisition fiscale et préserve le secret bancaire. Elle a pourtant des adversaires, même parmi les tenants de la retenue à la source, qui lui reprochent de trop favoriser les revenus du capital par rapport à ceux du travail.

Pour que le système fonctionne, il faut que le taux du précompte mobilier soit modéré, du moins qu'il ne soit pas assez élevé pour favoriser l'évasion fiscale vers un pays étranger plus accueillant. L'expérience montre qu'il existe un seuil en deçà duquel la fraude ne se justifie guère. Certains le situent à 15 % , d'autres le voient un peu plus haut.

Les principaux adversaires du système belge sont en fait les pays qui, dans les conditions présentes, ne veulent rien entendre d'une retenue à la source. Parmi ceux-ci figure le Luxembourg qui, avant d'ouvrir les débats sur le sujet, voudrait que tous les pays industrialisés, et non pas uniquement les Douze ou bientôt les Seize, appliquent une solution commune. Il ne faudrait pas, dit-on au Grand-Duché, que de sévères mesures prises unilatéralement en Europe communautaire, fassent évader en masse les capitaux de notre continent vers de véritables paradis fiscaux en Asie ou ailleurs. La menace est grave et, en soi, l'argument est imparable. A Bruxelles pourtant, on ne voit pas pourquoi il empêcherait qu'on s'entende dès à présent, à l'échelle européenne, sur un taux raisonnable de précompte mobilier.

L'absurdité de la situation actuelle

Un autre opposant de taille à la solution d'une retenue à la source est l'Angleterre. Longtemps le veto britannique est apparu comme un obstacle insurmontable. Aujourd'hui, on se rend compte que des moyens de pression existent et que, donc, la situation pourrait évoluer rapidement. Il suffirait de faire pleinement jouer la libre prestation de services. Comment réagirait Londres si les banques belges se mettaient à vanter leurs atouts ? Que se passerait-il si les Anglais apprenaient que, de l'autre côté de la Manche, il existe un véritable secret bancaire et s'ils savaient en outre qu'il est possible d'acquérir des titres matérialisés au porteur, obligations ou parts de fonds communs de placement, dont les intérêts peuvent être perçus dans leur totalité sans que le fisc britannique n'en sache rien si l'intéressé omet de déclarer ses revenus ? Poser de telles questions revient à souligner l'absurde de la situation actuelle. C'est celle de l'Europe des non-résidents qui risque fort d'être une incitation permanente à la fraude s'il suffit d'être domicilié dans un pays et d'effectuer ses placements dans un autre pour échapper à l'impôt.

Pour ce qui est du Luxembourg, aucun développement nouveau n'est à noter. La monnaie de ce pays a la même valeur extérieure que celle de la Belgique. L'absence de retenue à la source profite aux débiteurs (ils lèvent des fonds à meilleur compte) et aux investisseurs (ils obtiennent l'intégralité du rendement) qui, en gros, s'en partagent également le bénéfice. Les souscripteurs sont, dans leur grande majorité, des Belges qui, dans leur propre pays, lorsqu'ils acquièrent des titres libellés en francs belges, n'en touchent le revenu qu'après déduction d'un précompte mobilier de 13,39 %.

Certains des plus grands emprunteurs du monde se précipitent sur le marché luxembourgeois pour profiter de cette source de financement qui, en pratique, leur fournit des ressources en francs belges à un coût moindre que ne peut le faire le Trésor belge lorsqu'il émet à Bruxelles des fonds d'Etat.

Les débiteurs français notamment sont bien représentés sur le marché luxembourgeois. Les noms de la SNCF et de la Compagnie financière du Crédit mutuel de Bretagne figurent actuellement au calendrier des nouveaux emprunts, et certains pays étrangers comme la Finlande y font de fréquentes apparitions. Le montant total de tous les emprunts lancés au Grand-Duché depuis le début du mois s'élève à plus de 25 milliards de francs luxembourgeois.

CHRISTOPHE VETTER

MATIÈRES PREMIÈRES

L'Europe sous le poids de la banane

La banane est un dossier complexe et délicat. Toujours en équilibre, sans cesse remis en question. A peine l'Europe – le plus grand marché (1) après les Etats-Unis – a-t-elle résolu son dilemme entre l'Afrique et ses territoires d'outre-mer qu'elle doit résister aux assauts d'autres pays producteurs qui s'estiment lésés.

Les offensives se succèdent à une cadence infernale : en premier lieu en provenance d'Amérique latine. Celle-ci pratique les plus bas prix et voit d'un très mauvais œil le mécanisme mis en place depuis le 1er juillet 1993 par l'Europe. L'OCM (Organisation commune des marchés), en effet, jugule les flux latino-américains : au-dessus du seuil de 2 millions de tonnes, des droits élevés (8,50 écu par tonne) limitent les ventes en provenance de ce continent. L'Equateur, premier producteur mondial de bananes, marque sa désapprobation. Les diverses démarches de Sergio Seminiario Aesorias, directeur de l'Association nationale des producteurs de bananes (de l'Amérique latine), ne semblent guère émouvoir Bruxelles, qui n'entend pas se laisser inonder de marchandise. La position européenne est d'autant plus courageuse que l'Allemagne, parallèlement, demande une *« annulation de l'organisation commune du marché »*, rien de moins.

Depuis longtemps, le différend subsiste : la France, l'Espagne, le Portugal et la Grèce sont favorables aux principes de la préférence communautaire donc, a la protection des marchés, alors que l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas veulent ouvrir les frontières aux pays les plus compétitifs. Aussi, fort logiquement, l'Europe du Nord s'approvisionne-t-elle auprès de l'Amérique latine en *« bananes-dollars »* alors que celle du Sud opte pour les ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les territoires d'outre-mer, pays avec lesquels elle cultive des liens historiques.

Bonn estime qu'en Allemagne les circuits économiques sont gravement perturbés. *« Le règlement européen a entraîné une baisse de 25 % des achats de notre pays »*, affirme un opérateur allemand soucieux de ne pas être cité. L'argumentaire présenté auprès de la commission évoquait également la perte de milliers d'emplois dans la filière fruitière.

Néanmoins, Bruxelles campe sur ses positions ; Claus Gulman, avocat général de la Cour de justice européenne – il est danois –, a même demandé que la plainte de l'Allemagne soit rejetée. Le feuilleton de la banane devrait se conclure au mois de septembre lorsque la Cour de Bruxelles, selon toute vraisemblance, prendra sa décision. Mais le choix de la commission devient de plus en plus difficile ; l'étau se resserre, les protagonistes se renforcent : l'UPEB (Union des pays exportateurs de bananes), qui regroupait sept pays de l'Amérique latine : le Costa-Rica, la Colombie, le Nicaragua, le Panama, le Honduras, le Venezuela et le Guatemala, compte désormais également, depuis le début du mois d'août, le Mexique et l'Equateur. Or, cette association peut se targuer d'avoir assuré en 1993 près de 76 % de la demande mondiale. C'est là un interlocuteur avec lequel il faudra compter. Les pays de l'Amérique latine doteront l'association de quelque 100 000 dollars, donc de solides moyens de pression.

Troisième attaque à laquelle nul n'avait songé : l'Australie. En réalité, les volumes exportés par ce pays sont faibles. Il s'agirait de 10 000 tonnes. Mais l'Europe craint un précédent. *« L'exemple australien peut inciter certains pays à convertir leurs plantations,* s'inquiète un analyste du secteur, *la culture est facile et rapide. Un régime de bananes est récolté au bout de neuf mois »*. Or l'Europe croule déjà sous le poids des bananes, elle ne saurait que faire de nouveaux arrivants.

MARIE DE VARNAY

(1) Le marché européen porte sur 3,6 millions de tonnes, dont 1,3 million de tonnes pour l'Allemagne et 500 000 tonnes pour la France.

PRODUITS	COURS DU 12-8
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	2 412 (+ 9) Dollars/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 490 (+ 41) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	5 785 (– 375) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Octobre	318 (+ 0,90) Dollars/tonne
Café (Londres) Septembre	3 322 (– 254) Dollars/tonne
Cacao (New-York) Septembre	1 422 (+ 35) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Septembre	341 (+ 7) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Septembre	217 (–) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Septembre	172,90 (– 0,20) Dollars/t. courte
Pétrole (Londres) Octobre	17,17 (– 0,71) Dollars/baril
Or (Londres)	377,50 (– 6) Dollars/once

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 5-8-94	Cours 12-8-94
Or fin (kilo en barre)	66 200	65 000
– (kilo en lingot)	66 950	65 000
Pièce française (20 F)	380	377
● Pièce française (10 F)	335	320
Pièce suisse (20 F)	381	375
Pièce latine (20 F)	380	375
● Pièce tunisienne (20 F)	377	380
Souverain	487	483
● Souverain Elizabeth II	483	481
● Demi-souverain	297	297
Pièce de 20 dollars	2 505	2 505
– 10 dollars	1 300	1 300
● – 5 dollars	662,5	662,5
– 50 pesos	2 440	2 445
● – 20 marks	480	484
– 10 florins	396	390
● – 5 roubles	260	259

● Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

CARNET

Anniversaires de naissance

– Bon anniversaire,

Grand-père.

De la part de
Manon, Laurence, Myriam, Renaud, Juliette, Vincent, Marie, Gabrielle, Thomas, Julien, Anaïs, Quentin, Laurent, Aline et Sarah,

Et de leurs parents.

Jocelyne, Lucile et Hadrien
souhaitent un joyeux anniversaire à

Hervé.

Famille Chneiweiss-Behrend.

Mariages

Emily Riley
et
Denis Genton,

ont la joie d'annoncer leur mariage, le samedi 13 août 1994, place Stanislas, Nancy.

4, rue Marie-de-Bourgogne,
1040 Bruxelles.

Décès

– Anne Vincent,
sa fille,
a la douleur de faire part du décès de

Colette BOULLET,

survenu le 7 août 1994, à Senlis.

Elle a rejoint son fils,

Gilles VINCENT,

arraché prématurément à son affection à l'âge de trente ans.

Jules, Dieudonné CADET,
retraité militaire,
combattant de la guerre 1939-1945
et d'Indochine,
médaillé militaire,
décoré de la croix de guerre
et de l'ordre du Dragon de l'Annam.

Il a disparu le 12 août 1994, à l'âge de quatre-vingts ans, à Saint-Louis de la Réunion.

De la part de tous ses enfants attristés.

– Mme la présidente,
MM. les vice-présidents,
Les membres du conseil d'administration de l'Association des amis du Musée national message biblique Marc Chagall,
ont la grande tristesse de faire part du décès de leur présidente d'honneur,

Mme Ida CHAGALL,

survenu le mercredi 10 août 1994, et s'associent à la douleur de la famille.

(Le Monde *du 12 août.*)

– Mme Suzanne Haegeli,
M. et Mme J. Braun,
M. et Mme J. Ragot,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

André HAEGELI,

survenu à Paris, le 7 août 1994, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

– Mme Paulette Leroux,
son épouse,
Ses enfants,
Et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie LEROUX,

survenu le 12 août 1994.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 16 août, à 16 heures, en l'église Sainte-Bernadette, à Versailles.

– La direction,
Et le personnel du journal *le Monde*,
ont la tristesse de faire part du décès de leur ancien collaborateur,

Henri RAMILLON,

survenu le 10 août 1994, à l'âge de soixante-sept ans.

Ils présentent à sa famille leurs sincères condoléances.

[Entré dans l'entreprise le 10 septembre 1970, il a occupé plusieurs postes à responsabilité, jusqu'à son départ en ASFNE le 1er novembre 1983.]

– Hippolyte et Marcelle Stribick,
Madeleine et Jean-Pierre Bosc,
Michelle et Jacques de Champfleur,
Jacques et Annick Stribick,
Eric, Dominique, Marc, Jérôme, Stanislas, Stéphane et Sylvain,
Les familles Stribick, Ollagnier, Liogier, Eychenne,
Les parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Charles STRIBICK,

qui a rejoint dans le Christ son épouse Marie-Antoinette, le 11 août 1994, au cours de sa quatre-vingt-neuvième année.

La messe de funérailles sera célébrée en l'église Sainte-Marie, à Saint-Etienne, le mardi 16 août, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– Depuis le 14 août 1987,

François AUBAY

repose dans le massif des Ecrins.

Aujourd'hui, à sa mémoire, une messe sera célébrée sur le chemin qui mène au couloir Davin, où une plaque a été déposée.

Si vous l'avez connu, que son souvenir illumine votre vie.

– Il y a cinq ans, le 15 août 1989,

Jacques BLOCH-MORHANGE

nous quittait.

Sa fille Lise
célèbre sa mémoire.

Fernand HAZAN,
éditeur,

le 15 août 1994, deux ans que tu nous as quittés.

Ta femme,
Tes enfants,
Et tes petits-enfants,
Tes amis,
pensent à toi.

Tu nous manques.

12, rue Cassini,
75014 Paris.

– Il y a un an, nous quittait

René ROBERT,
engagé volontaire en 1941
à l'âge de seize ans,
CEFI-3e DIA,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre.

Il y a cinquante ans, après l'Italie, il débarquait en Provence.

En hommage, ses enfants.

Souvenirs

– Le 15 août 1944, est mort pour la France

Roger LÉVY-LAMBERT,
ingénieur des Arts et Manufactures
(1912),
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

laissant son épouse, Odette,
et ses six enfants, âgés de dix-sept à deux ans, Myriam, Yvette, Nadine, Hubert, Solange, Francis.

Tous se souviennent.

CARNET DU MONDE

15, rue Falguière,
75501 Cedex 15

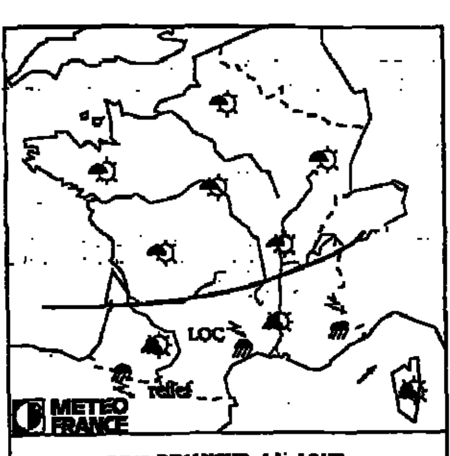
Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 45-66-77-13
Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques	105 F
Abonnés et actionnaires	95 F
Communications diverses	110 F
Thèses étudiants	65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

MÉTÉOROLOGIE



TEMPS PRÉVU LE DIMANCHE 14 AOUT VERS MIDI

LÉGENDE : NEIGE – AVERSES – ORAGES – BRUMES ET BROUILLARD – SENS DE DÉPLACEMENT

Dimanche : bien ensoleillé, quelques orages au sud. – Sur les régions allant du Nord aux Ardennes, à l'Alsace et à la Franche-Comté, la matinée sera souvent nuageuse avec parfois des brumes locales ; au fil des heures, les éclaircies deviendront de plus en plus larges et l'après-midi sera bien ensoleillé.

Sur les régions au sud d'une ligne Bordeaux-Lyon, le ciel sera souvent couvert par nuages moyens et élevés. Des ondées isolées pourront se déclencher dès le matin ; l'après-midi elles prendront parfois un caractère orageux, principalement sur le relief et sur l'extrême Sud-Ouest. Sur les autres régions on aura quelques bancs de brume au lever du jour, ensuite la journée sera bien ensoleillée.

Les températures matinales seront comprises entre 9 et 12 degrés sur une grande moitié nord ; plus au sud, elles évolueront entre 15 et 22 degrés.

L'après-midi, elles s'étageront de 20 à 25 degrés sur la moitié nord et de 25 à 32 degrés sur la moitié sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo France.)

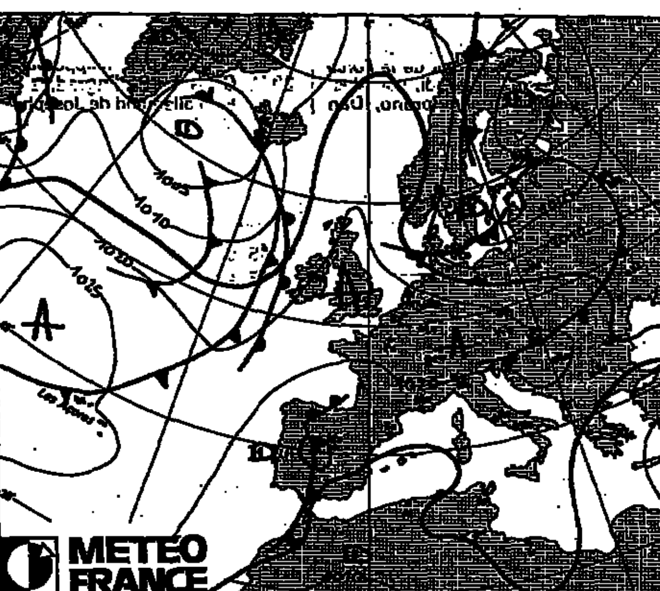
TEMPÉRATURES maxima - minima

FRANCE	
AJACCIO	31/18
BIARRITZ	23/17
BORDEAUX	27/17
BOURGES	22/14
BREST	19/12
CAEN	19/12
CHERBOURG	20/11
CLERMONT-FER.	24/11
DIJON	23/14
GRENOBLE	28/14
LILLE	20/14
LIMOGES	22/14
LYON, BRON	26/15
MARSEILLE	31/20
NANCY, ESSEY	22/15
NANTES	22/15
NICE	29/19
PARIS-MONTS.	20/16
PAU	27/17
PERPIGNAN	32/19
POINTE-A-PITRE	33/23
RENNES	21/15
ST-ETIENNE	25/12
STRASBOURG	22/16
TOULOUSE	27/18
TOURS	23/14
ÉTRANGER	
ALGER	34/26
AMSTERDAM	17/13
ATHÈNES	37/27
BANGKOK	33/27
BARCELONE	27/17
BELGRADE	31/18
BERLIN	23/16
BRUXELLES	18/12
COPENHAGUE	24/16
DAKAR	30/25
GENÈVE	25/12
ISTANBUL	34/25
JÉRUSALEM	32/17
LE CAIRE	36/25
LISBONNE	26/18
LONDRES	20/10
LOS ANGELES	31/19
LUXEMBOURG	20/12
MADRID	34/18
MARRAKECH	38/23
MEXICO	20/12
MILAN	31/11
MONTRÉAL	24/13
MOSCOU	22/14
NAIROBI	24/13
NEW-DELHI	32/25
NEW-YORK	27/20
PALMA-DE-MAJ.	35/20
PÉKIN	29/21
RIO-DE-JANEIRO	–/–
ROME	31/20
HONGKONG	32/27
SÉVILLE	38/25
SINGAPOUR	33/26
STOCKHOLM	22/11
SYDNEY	–/–
TOKYO	33/28
TUNIS	37/24
VARSOVIE	24/16
VENISE	31/20
VIENNE	25/17

Valeurs extrêmes relevées entre le 12-08-1994 à 6 heures TUC et le 13-08-1994 à 6 heures TUC

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

PRÉVISIONS POUR LE 14 AOÛT 1994 A 0 HEURE TUC



RADIO-TÉLÉVISION

SAMEDI 13 AOÛT

TF1

20.45 Magazine : Destins brisés. De Guy Job, Stéphane Courbit, Lionel Rotcage, avec la voix de Guillaume Durand. Serge Gainsbourg.
22.35 Téléfilm : La Dernière Heure. De William Sachs. *Un flic et un truand au secours d'une femme.*
0.00 Magazine : Formula 1. Spécial Grand Prix de Hongrie.

FRANCE 2

20.45 Jeu : Fort Boyard. Animé par Cendrine Dominguez et Patrice Laffont.
22.25 Série : Palace. De Jean-Michel Ribes (4/6) (rediff.).
23.40 Journal et Météo.
0.05 Feuilleton : Heimat.

FRANCE 3

20.35 Magazine : Tout le sport.
20.50 Feuilleton : Emilie, la passion d'une vie. De Jean Beaudin (13e et 14e épisode).
22.30 Journal et Météo.
22.50 Magazine : Musicales. Présenté par Alain Duault. Elle s'appelle Anne Gastinel, violoncelliste. Avec Michel Plasson, qui dirige l'Orchestre national du Capitole de Toulouse ; Pascal Godart, piano. *Concerto pour violoncelle et orchestre op. 129, Cinq pièces dans les tons populaires*, de Schumann (rediff.).
23.50 Magazine : Ruban rouge. Emission interactive sur le sida. Avec le docteur Serge Hefez. Reportage et témoignages.
0.50 Série : Capitaine Furillo.

CANAL +

20.30 Reportage : Rwanda, l'Afrique suppliciée. D'Hervé Chabalier.
21.25 Documentaire : Les Infatigables Voyageurs de l'Océan. De Sarah Cunliffe et Howard Hall.
21.45 Documentaire : Les Grands Crimes du 20e siècle. Un casse au musée de New-York.
22.10 Flash d'informations.
22.15 Magazine : Jour de foot. 4e journée du championnat de France de D1.
23.00 ▶ Documentaire : Woodstock, Special 25th Anniversary. De D. A. Pennbaker.
1.00 Sport : Golf.

ARTE

20.40 Documentaire : Haute-Savoie 1944. De Denis Chegaray et Olivier Doat (1re partie). *Résistants et collabos témoignent. Il a fallu un an d'enquête pour recueillir ces témoignages. Diffusion de la seconde partie : samedi 20 août.*
22.05 Téléfilm : L'Empereur du Portugallia. De Lars Molin (2e partie).
23.05 Court métrage : Péripéties de la télévision norvégienne. De Roald Ojen.
23.30 Magazine : Snark. Télé, d'Herbert Wentscher ; Le Criminel, de Gianluigi Toccafondo et Simona Mulazzani ; La Roue d'Enhault, de Delphine Potevin et Béatrice Garnier-Cousin ; Une brève histoire de la roue, de Tony Hill ; Travelogue, de Robert F. Arnold.
0.00 Série : Le Canapé rouge (v.o., 28 min).

M 6

20.35 Magazine : Stars et couronnes (et à 23.50).
20.45 Téléfilm : Les Liens du sang. De Paolo Fondato.
0.00 Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

18.35 La Complainte des peuples du Maghreb au Proche-Orient. Fiction : D'entre les pierres, d'Uccio Esposito Torrigiani ; à 20.00, Chants de l'Aurès ; à 20.35, Le suicide et le chant. Contre l'intolérance : voix et poésie du Maghreb et de la Méditerranée ; à 22.00, Agora avec Rachid Mimouni (la Malédiction).
22.35 Musique : Jazz à la belle étoile. Chet Baker (3), trompettiste et chanteur.
0.05 Clair de nuit. Rencontre avec Marguerite Clerbout, écrivain.

FRANCE-MUSIQUE

21.00 Concert (donné le 22 mai lors du Festival de Schwetzingen) : Missa sub titulo Sanctae Theresiae, de Haydn ; Ode pour la fête de Sainte-Cécile, de Haendel, par le Sudfunk-Chor et l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Neville Marriner ; sol. : Ruth Ziesak, soprano, Barbara Bornemann, mezzo-soprano, Robert Woerle, ténor, Reinhard Hagen, basse.
22.30 Concert (donné le 15 juillet lors du Festival de Saint-Riquier) : Concerto pour flûte et harpe en ut majeur K 299, de Mozart, par Patrick Gallois, flûte, Frédérique Cambreling, harpe ; Concerto pour flûte et orchestre, de Tanguy ; Symphonie nº 8 en fa majeur op. 93, de Beethoven, par le Sinfonietta, dir. Louis Langrée ; Patrick Gallois, flûte.
0.05 Musique pluriel. Par Jean-Pierre Derrien. Concerto pour orchestre, de Carter ; Le Gel, par jeu, de Pesson ; Messages de feue demoiselle R.V. Troussova op. 17, de Kurtag.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6365

HORIZONTALEMENT

I. La seule chose qu'un avare consente à donner ou à partager. Se lance dans les retranchements. Est sans cesse objectif. – II. Ne manque pas d'imagination. N'hésite pas à faire le grand saut. – III. Plus explicite. Les vieilles y risquent fort de voir le loup. Article. – IV. Non loin du lit de la belle Aude. Cages. – V. Quartier de Nice. Morceau de poulet. N'est pas vraiment cordial. Orientation. – VI. Porte donc préjudice. Certains les baptisent dans la clandestinité. – VII. De moindre gravité. Préfixe inversé. Préposition. – VIII. En révolte. Vérité provisoire. Cité dans la Bible. – IX. A l'étranger. Même réformée, elle est bonne pour le service (pluriel). Quelque chose de moite. – X. Procède par extinction. Comme des salades. Façon de couper. – XI. Sa famille n'est pas dépourvue de lingots. Orientée selon la direction générale. Court... circuit. – XII. Vedette étrangère. Domaine de la prospective. – XIII. Court à l'étranger. Saint homme. – XIV. A très basses fréquences. Constituent un lourd fardeau. – XV. Ignorés par certains. Source d'ennuis.

VERTICALEMENT

1. Quelque chose de frappant. Moitié d'enfant. – 2. Fournissent des fabricants de certains chaussons. D'un auxiliaire. – 3. Est souvent écouté. Pronom. Vétéran très écouté. – 4. Pour son salut, elle utilise parfois une planche. Porta Philippe Auguste en son sein. – 5. Princesse. Au cœur du Niger. Cordes d'une solidité à toute épreuve. – 6. Le principal agrément du Midi. Que l'on peut voir dans une loupe. Participe. – 7. Conjonction. Modifications de la constitution. Préfixe. – 8. A l'étranger. Pronom. Une chose rare. – 9. Devise. Ne permet pas toujours d'entendre la plaisanterie. En effet. – 10. Balance. S'élève entre la France et l'Italie. – 11. C'est souvent jaune. Ne pas se laisser faire. – 12. Préposition. Hurlé à l'adresse des jeunes recrues anglaises. – 13. Roulent à terre. Détruisis. – 14. Leur taux est à surveiller de près. Ne restent pas en place. – 15. Ouvrages de dames. Orientation.

Solution du problème nº 6364

Horizontalement

I. Crémation. – II. Haridelle. – III. Absconses. – IV. Mi. Ali. – V. Pot. Erdre. – VI. Items. Reg. – VII. Gel. Close. – VIII. Ne. Réagir. – IX. Pan ! Uni. – X. Nao. Créée. – XI. Saucées.

Verticalement

1. Champignons. – 2. Rabiotée. Aa. – 3. Ers. Tel. Pou. – 4. Mica. Râ. – 5. Adolescence. – 6. Tenir. La. Ré. – 7. Ils. Drogues. – 8. Oléorésine. – 9. Nés. Egéries.

GUY BROUTY

IMAGES

Bonheurs

COMMENT faire le bonheur de ses enfants ? En bon papa gâteau, M. Fidel Castro veille personnellement à ce que l'affection prodiguée par son Etat aux nouvelles générations du peuple cubain s'étende jusqu'à leur éducation au mariage. Les fiancés sont pris en charge par l'administration, qui se met à la disposition de chaque couple pour le règlement des formalités nécessaires à son union civile mais aussi pour la programmation de sa noce et de son installation en ménage. Plusieurs guichets spéciaux sont prévus à cet effet, et, si l'on en croit l'instructif documentaire diffusé à ce sujet par Canal Plus, les impétrants se bousculent au portillon.

Ils le font même avec une ferveur telle qu'elle explique que Cuba soit devenu le paradis des files d'attente au grand dam des services secrets de l'impérialiste Oncle Sam. On comprend la réaction de dépit de la CIA, qui a organisé le blocus économique de Cuba dans le but de briser cette belle vitrine romantique dont le renom risquerait de relancer l'internationalisme prolétarien sur des voies plus attractives que les précédentes. A cause de ces bourreaux américains des cœurs socialistes la vie quotidienne des fiancés cubains est devenue un parcours du combattant. Il faut maintenant trois mois pour obtenir de l'office du tourisme le bon de sortie pour la moindre lune de miel et il est aussi difficile de trouver des œufs pour un gâteau de mariage qu'un simple peigne pour coiffer la mariée ! Vraiment, cette fois, la CIA exagère...

Comment faire le bonheur des enfants des autres ? Cela fait soixante ans que le Père Pierre Tritz ne se pose pas la question, mais y répond par ses actes. Ce jésuite-là, dont nous avons fait la connaissance par l'entremise de TF 1, appartient à la cohorte des porteurs de charité de l'Internationale chrétienne, ces hussards noirs à l'œuvre partout où la misère tue l'enfance bien avant l'âge des fiançailles. A l'écran, il s'excuse presque d'être là. Aucun mot ne dépasse. Mais sous ses apparences lisses et incolores ce curé cache un ressort du tonnerre de Dieu. A près de quatre-vingts ans il continue de diriger une poignée de missionnaires inconnus qui vivent dans les tas d'ordures des Philippines, en communion avec l'une des populations les plus misérables de la planète. Il y bâtit de modestes écoles au milieu des immondices afin que tous les gosses de là-bas ne finissent pas sur les trottoirs de Manille.

En vingt ans, cet éboueur de la Compagnie de Jésus a arraché plus de deux mille enfants à ces décharges publiques, mais la pauvreté est une marée qu'on n'endigue pas. Le Père Tritz côtoie de plus en plus de familles dont les enfants ne mangent qu'un jour sur deux parce qu'il n'y a jamais assez de nourriture pour tous. Il se moque de savoir s'il existe ou non une idéologie du bonheur. Le seul évangile qu'il connaisse est celui du sillon personnel qu'il faut tracer sans cesse sans se retourner, sans se préoccuper du champ des autres, ni même de ses propres moissons.

ALAIN ROLLAT

RADIO-TÉLÉVISION

DIMANCHE 14 AOÛT

TF 1

6.00 Jeu : Millionnaire.
6.20 Jeu : Le Juste Prix.
6.50 Club Dorothée.
Le Collège fou, fou, fou ; T-Rex.
7.30 Le Disney Club.
L'Ecole de la brousse ; Tic et Tac ; Super Baloo ; Myster Mask ; La Bande à Dingo ; Dessin animé ; Reportages ; Jeu ; Cuisine ; Invités : Robert Rabagni ; Variétés : Philippe Swan.
9.45 Magazine : Auto Moto.
Formule 1 : Grand Prix de Hongrie.
10.20 Magazine : Téléfoot.
11.00 Commémorations du débarquement de Provence.
Cérémonies présentées par Jean-Claude Narcy, Charles Villeneuve et Alain Decaux. Revue navale à bord d'un porte-avions, avec François Mitterrand, Edouard Balladur, François Léotard entourés de nombreux chefs d'Etat africains.
12.45 Météo des plages.
12.50 Magazine : A vrai dire.
12.55 Météo (et à 13.18).
13.00 Journal.
13.20 Magazine :
Formule 1 à la Une.
En direct de Budapest pour le Grand Prix de Hongrie.
13.55 Sport : Formule 1.
Grand Prix de Hongrie en direct de Budapest ; A 15.55, Le podium.
16.05 Série :
Les Dessous de Palm-Beach.
16.55 Disney Parade.
18.00 Divertissement : Vidéo gag.
18.25 Jeu : Le Trésor de Pago Pago.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique et Météo.
20.45 Cinéma : La Belle Histoire. ■
Film français de Claude Lelouch (1992). Avec Gérard Lanvin, Béatrice Dalle, Vincent Lindon (1re partie).
22.40 Cinéma : La Belle Histoire. ■
Film français de Claude Lelouch (1991) (2e partie).
0.30 Clip : 3 000 scénarios contre un virus.
0.35 Journal et Météo.
0.45 Concert :
Ensemble Jean Dekyndt.
Œuvres de Vivaldi, Puccini, Haendel, Besozzi, Bach.
1.45 TF 1 nuit (et à 2.45, 3.45, 4.25).
1.50 Documentaire :
Histoires naturelles (et à 3.55, 5.05).
Gabon, l'eau et la forêt ; La petite vénerie, il court, il court ; Gardien de la nature.
2.50 Téléfilm : Le Vignoble des maudits (2e partie).
4.30 Série : Côté cœur.
4.50 Musique.

FRANCE 2

6.05 Magazine : Animalia (rediff.).
6.55 Dessin animé.
7.00 Les Matins de Saturnin.
Le Prince et la Sirène ; Les Ratons laveurs ; Terry Toons ; Le Comte Mordicus ; Les Souris à la Maison Blanche ; Les Aventures de Saturnin.
8.45 Connaître l'islam.
9.15 Emission israélite.
9.30 La Source de vie.
10.00 Présence protestante.
10.30 Magazine : Le Jour du Seigneur.
La Loire au fil des hommes, documentaire d'Henri Aubert. 4. Les levées, de René-Jean Bouyer ; A 11.55, La Bible au fil d'un peuple.
11.00 Messe. Célébrée en l'église paroissiale de Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire).
12.00 Documentaire :
Dernier Far West, le Vietnam.
De Michel Honorin (rediff.).
12.50 Météo (et à 13.15).
12.55 Loto et Journal.
13.30 Téléfilm : Francesca.
De Giovanni Rici, avec Anaïs Jeanneret, Sandrine Caron (1re partie).
14.55 Série : Euroflics.
15.50 Magazine : C'est votre vie.
Présenté par Frédéric Mitterrand. Les meilleurs moments des émissions avec Pierre Perret, Robert Hossein, Raymond Devos.
17.30 Documentaire :
Terre humaine.
Mineur de fond, d'Yves Jeanneau et Serge Le Péron (rediff.).
18.25 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Meguy.
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.45 Cinéma :
Un moment d'égarement. ■
Film français de Claude Berri (1977).
22.10 Cinéma : Stormy Monday (Un lundi trouble). ■ ■
Film britannique de Mike Figgis (1988).
23.45 Journal et Météo.
0.05 Feuilleton : Heimat.
1.20 Téléfilm : L'Affaire Rampoldi.
De Giorgio Capitani, avec Sergio Castellitto, Aldo Maccione (2e partie).
2.45 Documentaire :
Zen (1re partie).
3.45 24 heures d'info.
4.05 Documentaire : Urti.
Coup de cœur aux Marquises.
4.30 Magazine : Stade 2 (rediff.).
5.30 Documentaire :
Sur la trace des émerillons.

FRANCE 3

6.00 Euronews.
7.00 Bonjour les petits loups.
La Couronne magique ; Boumbo ; Les Histoires du père Castor ; Les Aventures de Tintin : l'île noire.
8.00 Les Minikeums.
Babar.
8.25 Sport : Athlétisme.
Championnats d'Europe, en direct d'Helsinki : A 9.30, départ du marathon messieurs.
11.05 Anniversaire du débarquement de Provence.
Henri Sannier évoque le débarquement avec Henri Amouroux ; A 11.25, Arrivée des chefs d'Etat et de gouvernement ; A 12.00, Revue navale au large de la corniche d'Esterel ; A 12.35, Témoignages en direct.
12.45 Journal, Synthèse de la cérémonie commémorative du débarquement de Provence et Météo.
13.05 Magazine : Mascarines.
Présenté par Gladys Says.
13.35 Magazine :
Sports dimanche.
Athlétisme, championnats d'Europe, en direct d'Helsinki : remise des médailles des 4×100 mètres messieurs et dames ; finales du 800 mètres messieurs, du 5 000 mètres messieurs et du disque messieurs ; A 16.25, Tiercé, en direct d'Enghien ; A 16.45, Cyclisme : Leeds International Classics.
18.00 Feuilleton :
Châteaux de cartes.
De Paul Seed, avec Ian Richardson, Susannah Harker (1er épisode).
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : Benny Hill.
20.50 Série : Derrick.
Le Monde de Billie, de Herbert Reinecker, avec Horst Tappert, Fritz Wepper.
21.50 Série : En garde à vue.
La Terreur du philodendron, de Didier Albert, avec Serge Lama, Sophie Carle.
22.45 Journal et Météo.
23.05 Cinéma :
Hitler's Madman. ■ ■
Film américain de Douglas Sirk (1943). Avec John Carradine, Patricia Morison, Alan Curtis (v.o.).
0.30 Série : Capitaine Furillo.
1.20 Musique : Cadran lunaire.
Pace, pace, extrait de *la Forza du destin,* de Verdi, par Alessandra Marc, soprano, Dan Saunders, piano.

CANAL +

7.34 Pin-up (et à 12.29, 0.59, 2.29).
7.35 Cinéma :
Une nuit mouvementée. ■
Film italo-allemand de Mario Bava (1969). Avec Daniela Giordano, Brett Halsey, Pascale Petit.
8.55 Surprises.
9.00 Cinéma : Neige sur Beverly Hills. □
Film américain de Marek Kanievska (1987). Avec Andrew McCarthy, Jami Gertz, Robert Downey Jr.
10.35 Cinéma : Star Trek 6, terre inconnue. □
Film américain de Nicholas Meyer (1991). Avec William Shatner, Leonard Nimoy, DeForest Kelley.

En clair jusqu'à 12.59

12.30 Flash d'informations.
12.35 Le journal du cinéma du mercredi (rediff.).
12.59 Guignol, le retour.

En clair jusqu'à 13.30

13.00 Magazine :
C'est pas le 13 heures !
Les meilleurs moments de C'est pas le 20 heures.
13.30 Téléfilm :
Le Silence d'un homme.
De Harry Winer, avec Judith Light, Peter Strauss.
15.00 Documentaire :
Les Plus Beaux Jardins du monde.
5. Les Jardins de la conquête.
15.25 Magazine : L'Œil du cyclone.
Symphonie déconcertante (rediff.).
15.50 Documentaire :
Les Allumés...
Lune de miel à Cuba, d'Alice D'Andrade.
16.15 Documentaire :
Les Sangliers.
De Laurent Charbonnier.
17.05 Documentaire : Les Grands Crimes du 20e siècle.
L'assassin portait un béret vert.
17.35 Documentaire : Le Cinéma des effets spéciaux.
18. Géants sur mesure.
18.00 Cinéma :
Monsieur Destinée. □
Film américain de James Orr (1991). Avec James Belushi, Linda Hamilton, Michael Caine.
Fable plus ou moins sociale produite par les studios Walt Disney.

En clair jusqu'à 20.35

19.45 Flash d'informations.
19.50 Ça cartoon.
Présenté par Philippe Dana.
20.35 Cinéma : Stalingrad. ■
Film allemand de Joseph Wilsmaier (1992). Avec Thomas Kretschmann, Dominique Horwitz, Jochen Nickel.
22.20 Flash d'informations.
22.30 Magazine :
L'Equipe du dimanche.
Présenté par Pierre Sled. Athlétisme : Etats-Unis-Afrique, à Raleigh. Football : Charity Shield, Manchester United-Blackburn.
1.00 Sport : Golf.
4e journée de l'US PGA, en différé.
2.30 Moyen métrage : Le Géant tombé du ciel.
De Dominique Deluze.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Téléfilm :
L'Autre Vie de M. Kreins.
D'Andreas Dresen, avec Dietrich Körner, Reimar Johannes Bauer (rediff.).
17.55 Documentaire :
Le Trou dans le mur.
Histoire d'une infidélité franco-allemande. D'Ulf Kalkreuth (v.o., rediff.).
19.00 Court métrage :
Charlot pompier.
De Charles Chaplin.
19.30 Documentaire :
L'Imagination au pouvoir.
Maurice Sendak et sa cuisine d'images. De Wiltrud Mannfeld.
20.20 Grafic.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique :
Woodstock, le concert du siècle a vingt-cinq ans.
20.41 ▶ Cinéma : Woodstock. ■
Film américain de Michael Wadleigh (1970). Avec Joan Baez, Canned Heat, Joe Cocker.
23.40 Documentaire : Joe Cocker.
D'Ulli Pfau (55 min).
Diffusé une première fois le 23 mai.

M 6

7.00 Musique : Boulevard des clips (et à 8.00).
8.40 Magazine : Mes années clip.
9.15 Téléfilm : La Double Vie de M. le juge.
10.50 Magazine : E = M 6.
Le retour de baïarka ; Einstein contre Hubble ; Les grandes manœuvres de l'astronomie ; Les boissons gazeuses ; L'ivresse des profondeurs.
11.20 Magazine : Turbo (rediff.).
11.50 Série : Loin de ce monde.
12.15 Série :
Ma sorcière bien-aimée.
12.55 Série :
Les Rues de San-Francisco.
13.50 Série : Le Fugitif.
14.50 Magazine : Culture rock.
15.20 Magazine : Fréquenstar.
16.25 Série : Rintintin Junior.
16.50 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
17.45 Magazine : Spécial E = M 6.
18.55 Série : Aux frontières du réel.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Roseanne.
20.30 Météo des plages.
20.35 Sport 6 (et à 0.45).
20.45 Téléfilm :
Blessure d'enfance.
De Michael Tuchner.
22.25 Magazine :
Culture pub (et à 5.45).
Spécial infos.
22.50 Cinéma : La Bonne. □
Film italo-français de Salvatore Samperi (1986). Avec Florence Guérin, Katrine Michelsen.
0.10 Six minutes première heure.
0.20 Magazine : Métal express.
0.50 La Première Coupe du monde de la séduction.
2.40 Rediffusions. E = M 6 ; Salsa opus 2 (Colombie) ; Cœur de spéléo ; Les Enquêtes de Capital ; Fax'O.

FRANCE-CULTURE

19.00 Le Bon Plaisir de...
Annie Fratellini (rediff.).
22.00 Perspectives scientifiques.
Les phoques et leur milieu naturel (rediff.).
22.35 Concert (enregistré le 19 juillet, cour Jacques-Cœur à Montpellier) : Œuvres d'Igor Stravinsky et de John Adams.
0.05 Clair de nuit.
Tentatives premières ; Rub a dub dub ; Rémanences ; la durée du oui.

FRANCE-MUSIQUE

19.37 Concert. (donné le 25 juin 1993 à Toronto) : Vêpres op. 37, de Rachmaninov ; Agnus Dei, de Barber ; La Forêt le soir, de Dvorak ; Les Flots, de Marek ; Bonne nuit, d'Eben, par le Chœur de la Philharmonie de Prague, dir. Pavel Kuehn.
22.00 Concert (donné le 13 mars à Monte-Carlo) : Symphonie no 40 en sol mineur, de Mozart ; Still Mine pour baryton et orchestre, de Casken ; Concerto pour piano et orchestre no 2, de Liszt ; Rhapsodie roumaine no 1 en la majeur op. 11, d'Enesco, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. Lawrence Foster ; François Le Roux, baryton, Yefim Bronfman, piano.
0.05 La Guitare dans tous ses états. Par Robert J. Vidal.

LUNDI 15 AOÛT

TF 1

6.00 Série : Mésaventures (et à 4.00).
6.30 Série : Passions.
6.58 Météo (et à 7.10, 8.23).
7.00 Journal.
7.15 Club mini été. Cococinel.
7.20 Disney Club été.
La Bande à Picsou ; Les Gummi ; Bricolage ; Reportage.
8.25 Télé-shopping.
8.55 Club Dorothée vacances.
10.45 Les Commémorations du débarquement de Provence.
Présenté par Jean-Claude Narcy, Charles Villeneuve et Alain Decaux. A 11.00, Hommage aux troupes françaises à Cavalaire ; A 11.10, Allocution d'Edouard Balladur ; A 11.20, Reconstitution de la prise du cap Nègre ; A 11.30, Le Rôle de la Résistance, de Marie-Claude Slick ; A 11.40, Défilé aérien d'avions d'époque et largage de parachutistes en mer ; A 12.25, Ils se souviennent, de Robert Werner et Frans-Yves Marescot.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo, Trafic infos, Tout compte fait et Météo des plages.
13.35 Cinéma : Quand faut y aller, faut y aller. □
Film italien d'E. B. Clucher (1983).
15.30 Téléfilm : Les Rats du désert.
De Tony Wharmby.
16.45 Club Dorothée vacances.
18.00 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.25 Série : Hélène et les garçons.
18.55 Série : K 2000.
20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.
20.45 Série : Columbo.
Meurtre parfait, de James Frawley, avec Peter Falk, Trish Van Devere.
22.25 Série : Agence tous risques.
Le Trésor sous la mer, de David Hemmings, avec George Peppard, Dwight Schultz.
23.15 Série : Paire d'as.
0.05 F 1 Magazine.
Grand Prix de Hongrie à Budapest.
0.40 Journal et Météo.
0.50 Série : Peter Ströhm.
1.40 TF 1 nuit (et à 2.45, 3.50).
1.50 Documentaire :
Histoires naturelles (et à 5.10).
2.50 Téléfilm : Le Vignoble des maudits (3e partie.)
4.20 Série : Intrigues.
4.45 Musique.

FRANCE 2

5.55 Dessin animé.
6.05 Feuilleton :
Monsieur Belvédère.
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.35 Feuilleton :
Amoureusement vôtre.
9.00 Feuilleton :
Amour, gloire et beauté.
9.30 Foi et traditions des chrétiens orientaux.
10.00 Orthodoxie.
10.30 Magazine :
Le Jour du Seigneur.
Notre-Dame-du-Mur, documentaire de Michel Farin ; A 12.00, Parcours avec Robert Hossein (extrait).
11.00 Messe.
12.20 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 19.20, 3.20).
12.55 Météo (et à 13.30).
12.59 Journal et Point route.
13.40 INC.
13.45 Cinéma : Sous le ciel bleu d'Hawaii. ■
Film américain de Norman Taurog (1961).
15.20 Tiercé, en direct de Deauville.
15.40 Série : Riptide.
16.30 Variétés :
La Chance aux chansons.
17.15 Jeu :
Des chiffres et des lettres.
17.40 Série : Goal.
18.10 Série : Génération musique.
18.35 Série : Kung-fu, la légende continue.
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Feuilleton : Jaina.
De Philippe Monnier. (dernier épisode).
22.30 Magazine : Kilomètre zéro, jusqu'au bout de la route.
Asphalte Blues, de Véronique Taveau (rediff.).
23.15 Journal et Météo.
23.40 Feuilleton : Heimat.
0.40 Concert :
Musiques au cœur de l'été.
La Voix humaine, opéra de Francis Poulenc, texte de Jean Cocteau (rediff.).
1.35 Série : L'Amour en héritage.
2.25 Documentaire :
Zen (2e partie).
3.50 Dessin animé (et à 4.55).
3.55 24 heures d'info.
4.15 Documentaire :
Luire Caverne.
4.45 Documentaire :
Nuit blanche.
5.05 Série : Miss Manager et ses footballeurs.

FRANCE 3

6.00 Euronews.
7.00 Bonjour les petits loups.
La Couronne magique ; Boumbo ; Les Aventures de Tintin : l'île noire.
7.50 Les Minikeums.
Babar ; Casper ; Denver ; Tom Sawyer ; Peter Pan ; Kid'n Play ; Popeye, Olive et Mimosa ; Trois jours pour gagner ; Jeu : Génies en herbe.
11.30 Anniversaire du débarquement en Provence.
Cérémonie commémorative du débarquement des troupes françaises présidée par Edouard Balladur, en direct de Cavalaire, avec un défilé aérien, des parachutages en mer, etc. Rappels sur la préparation du débarquement, l'armée d'Afrique, le rôle de la Résistance, etc.
11.58 Flash d'informations.
12.03 Anniversaire du débarquement en Provence (suite).
12.45 Journal.
13.00 Série : Bizarre, bizarre.
On ne peut pas tout avoir.
13.30 Série : Fruits et légumes.
La supercoupe.
14.00 Documentaire animalier.
14.50 Feuilleton :
La Grande Vallée.
La rue des ombres.
15.40 Série : La croisière s'amuse.
Tiens mon frère.
16.30 Magazine : 40e à l'ombre.
Présenté par Sylvain Augier, en direct de Bandol (Var).
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Les Simpson.
20.35 Tout le sport.
20.50 Cinéma :
César et Rosalie. ■ ■
Film français de Claude Sautet (1972).
22.40 Journal et Météo.
23.00 Cinéma :
Les Démons de l'aube. ■
Film français d'Yves Allégret (1945).
0.45 Série : Capitaine Furillo.
1.35 Musique : Cadran lunaire.
Big blow, de Manu Di Bango (10 min).

CANAL +

En clair jusqu'à 7.24

6.59 Pin-up (et à 7.23, 12.29, 0.52).
7.00 CBS Evening News.
Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
7.24 La Coccinelle de Gotlib.
7.25 Canaille peluche.
Crypte Show ; Albert, le cinquième mousquetaire ; Léa et Gaspard.
8.15 Surprises (et à 8.45, 15.00).
8.25 Animaniacs.
8.55 Cinéma :
La Puissance de l'ange. ■
Film américain de John Avildsen (1992).
11.00 Cinéma : Franc-parler. □
Film américain de Barnet Kellman (1992).

En clair jusqu'à 13.30

12.30 Flash d'informations.
12.35 Documentaire : Harvey Milk, un combat pour la tolérance.
De Robert Epstein et Richard Schmiechen.
13.30 Téléfilm :
Mémoire d'un meurtre.
De Jean Bodon.
15.15 Téléfilm : Destins brisés.
De Roger Young.
16.45 Reportage :
Rwanda, l'Afrique suppliciée.
D'Hervé Chabalier.
Dans les camps de réfugiés de Goma.
17.40 Canaille peluche.
Orson et Olivia ; X-Men.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Court métrage : Zoo Cup.
18.33 Animaniacs.
18.59 La Coccinelle de Gotlib.
19.00 Magazine :
Nulle part ailleurs.
Meilleurs moments.
19.50 Flash d'informations.
20.00 Magazine :
C'est pas le 20 heures.
Présenté par Moustic.
20.35 Cinéma :
Monsieur Destinée. □
Film américain de James Orr (1991). Avec James Belushi, Linda Hamilton, Michael Caine.
Fable plus ou moins sociale produite par les studios Walt Disney.
22.20 Flash d'informations.
22.25 Documentaire :
Elvis à Hollywood.
De Frank Martin.
Le rocker à l'écran.
23.15 Cinéma : Coyote. □
Film franco-canadien de Richard Ciupka (1992). Avec Mitsou, Patrick Labbé, Thierry Magnier.
0.55 Le Journal du hard.
1.00 Cinéma : L'Esclave.
Film américain, classé X, d'Alex De Renzy (1993). Avec Sierra, Randy Spears, Brittany O'Connell.
Porno du mois.
2.05 Documentaire :
Charmeurs de requins.
2.55 Surprises.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Documentaire :
Haute-Savoie 1944.
De Denis Chegaray et Olivier Doat (1re partie, rediff.).
18.30 Magazine : Snark.
(rediff.).
19.00 Série : Hale and Pace.
De David G. Hiller (v.o.).
19.30 Documentaire :
A la recherche d'Eve et Adam.
2. Le périple des hommes, de Reinhold Gruber.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Cinéma : La Victoire en chantant. ■ ■
Film français de Jean-Jacques Annaud (1976). Avec Jean Carmet, Jacques Dufilho, Jacques Spiesser.
22.10 Magazine : Macadam.
Nina Simone, la légende. Documentaire de Frank Lord.
Des extraits de concerts, des témoignages et des images d'archives composent ce portrait de la grande chanteuse noire.
23.05 Documentaire :
1966 fut une bonne année pour le tourisme.
D'Amit Goren.
La vie des émigrants israéliens à travers l'histoire de la famille du réalisateur.
0.15 Courts métrages.
Just Desserts, de Monica Pellizzari ; Amelia Rose Towers, de Jackie Farkas ; A portée de main, de Veit Hemler (31 min).

M 6

7.00 Météo.
(et à 8.00, 9.00, 10.00, 11.50).
7.05 Musique : Boulevard des clips
(et à 8.05, 9.30, 6.00).
9.05 M 6 boutique. Télé-achat.
10.10 Téléfilm : Alerte à l'aéroport.
De Charles S. Dublin et Don Chaffey, avec Gil Gerard, Derlinda Tolbert.
12.00 Série : Papa Schultz.
12.30 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.20 Téléfilm : Polly.
De Debbie Allen, avec Keshia Knight Pulliam, Phylicia Rashad.
14.55 Téléfilm :
Commando Singapour.
De Donald Crombie, avec Paul Rhys, John Bach.
17.05 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Un flic dans la Mafia.
18.55 Série :
Pour l'amour du risque.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Roseanne.
20.30 Météo des plages.
20.35 Magazine : Ciné 6.
20.50 ▶ Cinéma :
La Prisonnière du désert. ■ ■ ■
Film américain de John Ford (1956). Avec John Wayne, Jeffrey Hunter, Vera Miles.
22.55 Téléfilm : Pas ma fille.
De Michael Tuchner, avec Vivaka Davis, George Segal.
Un médecin découvre que sa fille de quinze ans se drogue.
0.30 Six minutes première heure.
0.40 Magazine : Culture pub.
1.05 Magazine : Jazz 6.
Billie Holiday.
2.05 Rediffusions.
Culture rock ; Les Enquêtes de Capital ; Destination le monde (La baie de Naples) ; Nature et civilisation (2) ; Fréquenstar ; Les Enquêtes de Capital.

FRANCE-CULTURE

19.40 Musique :
Du jazz pour tout bagage.
L'excès. 1. L'excès latin.
19.55 Carnets de voyage.
Désirs d'Espagne. De Barcelone à Compostelle par le chemin de Saint-Jacques avec Cees Nooteboom, écrivain.
20.55 Rencontres d'écrivains francophones à Québec.
La rectitude politique (1).
21.25 Les Chemins de la connaissance.
Louis Massignon. Un prophète du dialogue entre Orient et Occident. 1. La question d'Orient (rediff.).
22.25 Lettres de Chine.
22.40 Musique : Nocturne.
Au pays du sourire. Petite histoire de l'Opérette.
0.05 Du jour au lendemain.
L'été des philosophes. Avec Sarah Kofman (Explosion II - Les enfants de Nietzsche) (rediff.).
0.50 Coda.
Le Quatuor Nomad (1).

FRANCE-MUSIQUE

19.30 France-Musique l'été. Par Marc André. Concerts (donné le 6 août lors du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Douze études pour piano op. 10, douze études pour piano op. 25, de Chopin, par Vardan Mamikonian, piano. A 21.00, Vingt-quatre préludes pour piano op. 28, Berceuse pour piano op. 52, de Chopin, par Evgueny Moguilevski, piano. A 22.30, Ballade pour piano no 4 op. 52, Nocturnes pour piano, Fantaisie pour piano en fa mineur op. 49, de Chopin, par Brigitte Engerer, piano.
0.05 Musiques du monde. Par Caroline Bourgine. Terra brasileira.

Le Monde

Alors que les négociations avec le gouvernement doivent reprendre

L'opposition est hostile à la venue d'une mission de l'ONU au Burundi

Malgré l'annonce d'une reprise des négociations entre le pouvoir et l'opposition, à la suite de concessions du premier, la crise burundaise semble loin d'être résolue. L'opposition rejette notamment l'envoi d'une mission des Nations unies à Bujumbura.

BUJUMBURA

de notre envoyé spécial

Les négociations entre pouvoir et opposition doivent reprendre, mardi 16 août, après une suspension de deux semaines provoquée par la coalition des partis d'opposition. Celle-ci entendait protester contre la nomination, par décret présidentiel, de deux personnalités du FRODEBU (Front pour la démocratie au Burundi, au pouvoir) à la direction de la documentation (Renseignements généraux) et de la sûreté nationale, deux postes sensibles.

L'opposition accusait le président par intérim, Sylvestre Ntibantunganya, d'avoir *« violé l'accord »* selon lequel toutes les nominations de responsables doivent faire l'objet d'un consensus. Le président a rétorqué qu'au terme de ce même texte, il lui revenait de trancher sur telle ou telle désignation à partir du moment où les parties ne pouvaient se mettre d'accord. Bien que dans son droit, il aurait cédé à l'opposition dans le souci, partagé par les modérés du FRODEBU, de faire redémarrer à tout prix les négociations sur la désignation d'un nouveau chef de l'Etat et la mise en place d'un nouvel exécutif.

Est-ce aujourd'hui la fin de la crise ? Probablement pas. La reculade des responsables du FRODEBU (fût-ce dans un esprit d'apaisement) va encore affaiblir leur popularité auprès de la base du parti, qui se radicalise devant la multiplication des concessions à l'opposition. Il y a d'autre part ce groupe d'étudiants, étroitement surveillé par la police sur le campus, qui n'a pas encore renoncé à descendre dans la rue, comme lors des journées « ville morte » des 8 et 9 août, pour obtenir la libération de l'opposant radical Mathias Hitimana (*le Monde* du 13 août).

Vendredi, l'opposition s'est saisie d'une affaire qu'elle risque de brandir dans les prochains jours comme un prétexte pour suspendre à nouveau les discussions. A la suite de l'annonce de l'envoi d'une mission de l'ONU à Bujumbura et de la suggestion de Boutros Boutros-Ghali de déployer des « casques bleus » sur l'aéroport de la capitale dans le cadre d'une action de prévention *« pour empêcher une tragédie semblable au Rwanda »*, l'opposition a publié un communiqué dans lequel elle rappelle d'emblée que toute solution non consensuelle ne peut réussir. Elle réaffirme aussi qu'elle s'opposera par tous les moyens à toute intervention étrangère et appelle le gouvernement à clarifier sa position.

Les observateurs font de la « figuration »

Interrogé à ce sujet, un dirigeant burundais a refusé de se prononcer, estimant que c'était au gouvernement de débattre de la question. Mais il a laissé entendre que la priorité est à la reprise des négociations et qu'il ne faut pas donner de prétexte à l'opposition pour les suspendre. Après la tentative de coup d'Etat d'octobre 1993, le gouvernement, menacé par les putschistes, avait demandé la protection d'un détachement de 200 « casques bleus » africains. L'opposition, soutenue par l'armée, l'avait refusé, n'acceptant que vingt observateurs qui font, depuis leur arrivée, de la *« figuration »* dans les rues de la capitale, selon le mot d'un diplomate.

JEAN HÉLÈNE

L'ESSENTIEL

INTERNATIONAL

Entre Serbes et Serbes un pont sur la Drina

« Je suis sûr que la Serbie ne nous a pas abandonnés. » A Zvornik, côté bosniaque, les Serbes veulent se rassurer. Pourtant, au poste frontière de Karakaj, sur la Drina, l'embargo de Belgrade contre les « frères » de Bosnie paraît être respecté même si le marché noir s'organise *(page 3)*.

Athènes menace Tirana de mesures de rétorsion

La Grèce a vivement protesté contre le procès, à Tirana, de six membres de l'organisation « Omonia » représentant la minorité grecque d'Albanie et menace d'expulser les immigrés albanais de son territoire. Ils avaient été arrêtés après l'attaque meurtrière d'une caserne albanaise frontalière au cours de laquelle deux militaires albanais avaient été tués, action imputée par Tirana à un commando des forces spéciales grecques *(page 3)*.

L'Argentine renforce la sécurité contre les attentats

Informé de la possibilité d'un nouvel attentat antisémite, le gouvernement a mis en place des mesures exceptionnelles. Après l'explosion de l'immeuble de l'Association mutuelle isréalite argentine à Buenos-Aires, la justice avance prudemment sur la piste iranienne *(page 6)*.

SOCIÉTÉ

Les nouvelles frontières du sida

A l'issue de la conférence mondiale qui vient de s'achever à Yokohama, les médecins ont démontré la nécessité d'une coopération interdisciplinaire car, de par la complexité du fléau, la recherche sur le sida est devenue une recherche sur le vivant. Au-delà de la science, l'urgence est plus que jamais politique *(page 7)*.

Un journaliste algérien mis en examen à Paris

Pour la sixième nuit consécutive, la police a poursuivi ses opérations de contrôle à Paris, à Toulouse, à Lyon, après les menaces islamistes contre la France. Quatre sympathisants présumés du FIS, dont un journaliste algérien, ont été mis en examen *(page 7)*.

ÉCONOMIE

Le nouvel aéroport d'Osaka le plus cher du monde

C'est une belle réussite technique. Trop belle. L'aéroport du Kansai qui vient d'être construit sur une île artificielle dans la baie d'Osaka est un gouffre financier et les compagnies aériennes n'apprécient guère les droits d'atterrissage exorbitants qui leur sont réclamés *(page 13)*.

SERVICES

La télématique du *Monde* :
36 15 LEMONDE
36 17 LMDOC
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision » folioté de 1 à 36

Le numéro du « Monde » daté samedi 13 août 1994 a été tiré à 436 207 exemplaires

En désaccord avec les nouveaux responsables de l'Opéra de Paris

Le chef coréen Myung Whun Chung quitte la direction musicale de la Bastille

La direction de l'Opéra national de Paris (ONP) annonce, le 12 août, dans un communiqué que le chef sud-coréen Myung Whun Chung a *« repoussé »* ses propositions de modifications de son contrat, ce qui signifie qu'à dater de ce jour, pour l'ONP, il n'exerce plus les fonctions de directeur musical de l'établissement. *« Les propositions de la direction,* indique le communiqué, *visaient notamment à rendre cohérentes les attributions artistiques du directeur musical avec le nouveau statut et à maintenir sa rémunération, tout en évitant des évolutions qui n'auraient pas été conformes aux pratiques internationales. »* La direction de l'ONP *« déplore que M. Chung, dont le travail avec l'orchestre et les chœurs est reconnu de tous, n'ait pas voulu poursuivre ce travail et contribuer au succès du projet proposé... »*. Myung Whun Chung, qui donnait des master classes de direction d'orchestre à Sienne toute la semaine dernière, est décidé à aller en justice : *« Je veux que la vérité soit connue de tous. Je n'accepterai pas une transaction »*, nous a-t-il déclaré.

Il ne dirigera donc pas les représentations de *Simon Boccanegra* de Verdi qui ouvrent la saison. L'Australienne Simone Young le remplacera sur cette production. Elle sera à Paris dès le 16 août pour les répétitions chants et piano. Ironie du sort, Simone Young, qui avait dirigé la reprise des *Contes d'Hoffmann* à Bastille, est l'assistante de Daniel Barenboïm – le prédécesseur de Myung Whun Chung – à l'Opéra d'Etat de Berlin. Trois autres chefs seront engagés pour diriger les concerts initialement prévus sous la baguette de l'ex-directeur musical.

La reprise de *Madame Butterfly* de Giacomo Puccini, dans la production de Bob Wilson, sera dirigée par l'Italien Maurizio Benini, qui avait, lui aussi, déjà tenu la baguette à Bastille (*Adrienne Lecouvreur*, de Francesco Cilea). Pour *la Damnation de Faust* d'Hector Berlioz, la direction de l'ONP a choisi le Français Alain Lombard, ancien directeur musical de l'Opéra de Paris au début des années 80, actuellement directeur artistique du Grand Théâtre de Bordeaux et de l'Orchestre national Bordeaux-Aquitaine. Enfin, pour la première exécution en France, d'une œuvre posthume d'Olivier Messiaen, le *Concert à quatre*, la direction sera assurée par le Suisse Karl Anton Rickenbacher.

COMMENTAIRE

L'irresponsabilité de l'Etat

Le départ de Myungh Whun Chung de l'Opéra national de Paris obéit à la même logique que celle qui a présidé au départ de Daniel Barenboïm en janvier 1989. Signé par François Léotard, ministre de la culture du gouvernement de Jacques Chirac, et avalisé par Alain Juppé, ministre du budget, le contrat de Barenboïm était dénoncé par la gauche de retour au pouvoir. Le chef d'orchestre israélien était renvoyé par Pierre Bergé. Le patron de Saint Laurent venait d'être placé par François Mitterrand, au mépris de toute logique professionnelle, à la tête de la plus coûteuse et de la plus délicate des institutions musicales françaises.

La révélation des cachets et honoraires du chef d'orchestre israélien avait provoqué un scandale bien moins nuisible à Bastille que l'onde de choc qui avait ridiculisé la vie musicale française aux yeux du monde entier dans les mois qui avaient suivi le départ de Daniel Barenboïm, puis sa nomination comme directeur musical de l'Orchestre symphonique de Chicago et de l'Opéra d'Etat allemand.

Le contrat liant Chung à l'Opéra de Paris jusqu'en l'an 2000 a été signé en 1992 par Pierre Bergé, avalisé par le gouvernement et négocié par Jean-Pierre Cluzel, à l'époque directeur général de l'établissement. Son contenu, bientôt révélé lui aussi, avait provoqué un démenti de la part de MM. Bergé et Cluzel. Ce dernier s'était exprimé sur le fond : *« Les sommes allouées à Myungh Whun Chung n'atteindront pas en l'an 2 000 celles que prévoyait le contrat de Daniel Barenboïm. La différence ne tient pas à un pourcentage minime. Résidant en France neuf mois dans l'année, Chung est soumis à la fiscalité française, contrairement à Daniel Barenboïm. »* (*le Monde* du 2 décembre 1992).

M. Cluzel a, depuis, dénoncé les termes du contrat de Chung et invoqué sa nullité (*le Monde* du 12 juillet). Si M. Cluzel a négocié ce contrat en étant convaincu qu'il était incompatible avec le souci qu'un haut fonctionnaire – il est inspecteur des finances – doit avoir de l'utilisation des deniers publics, il aurait dû démissionner en 1992 quand Pierre Bergé lui a demandé de le négocier.

Légèreté et partialité

S'il l'a négocié en plein accord avec le président Bergé, il aurait dû se démettre de ses fonctions en mars 1994, quand Hugues Gall lui a logiquement demandé de renégocier le contrat de Chung pour le mettre en conformité avec la mission que lui a confiée Jacques Toubon. A partir de juillet 1995, M. Gall devra, en effet, assumer seul la direction d'un établissement avec lequel il n'a pour l'instant aucun lien contractuel.

Au-delà des enjeux financiers, artistiques et humains soulevés par le feuilleton Bastille, la légèreté et la partialité avec laquelle l'Etat dirige les affaires de la musique en France est aussi consternante que son refus d'honorer sa signature au bas des contrats qui le lient à des artistes. Les raisons que peuvent invoquer aujourd'hui ses différents représentants, pour une fois unis dans leur volonté de faire reprendre le cap au vaisseau Bastille, sont recevables. Ce qui ne l'est pas, c'est la trahison de la parole donnée. Contrat ou pas.

Professionnel formé par René Nicoly puis par Rolf Lieberman à l'Opéra de Paris, directeur de l'Opéra de Genève depuis quatorze ans, Hugues Gall va devoir mobiliser toutes ses forces pour relever l'Opéra de Paris. Il devra travailler sur trois fronts : gagner la confiance des personnels artistiques et techniques de Bastille, bien démoralisés par l'irresponsabilité de l'Etat à leur égard, convaincre les artistes qui comptent de revenir à Paris, et résister, qui sait, à la tentation que pourrait avoir l'Etat de vouloir régenter dans l'avenir les affaires de l'Opéra.

ALAIN LOMPECH

L'ascension d'un chef d'orchestre

Nommé à l'âge de trente-six ans directeur musical de l'Opéra de Paris, Myung Whun Chung n'était pas un débutant lors de sa prise de fonctions. Né le 22 janvier 1953 en Corée du Sud, il donne son premier concert public en 1960 avec l'Orchestre philharmonique de Séoul. Formé à la Mannes School et à la Juilliard School de New-York, Myung Whun Chung remporte le premier prix de piano du Concours du *New-York Times* en 1970. Quatre années plus tard, il obtient la médaille d'argent au concours Tchaïkovski de Moscou. Parallèlement à ses études pianistiques, Chung s'était essayé à la direction d'orchestre dès 1971. En 1975, il se perfectionne auprès du mythique Franco Ferrara à l'Académie Chigiana de Sienne. Il y enseigne aujourd'hui.

En 1978, Chung est choisi par Carlo Maria Giulini pour être son assistant à l'Orchestre de Los Angeles. En 1980, il devient chef associé de la formation américaine. Dès 1983, Chung est invité à Boston, Cleveland, New-York, Londres, Berlin, Milan et Amsterdam. En 1984, il est nommé directeur musical de l'Orchestre de la radio de Sarrebrück en Allemagne. Il dirige des opéras à Genève, Monte-Carlo, Bologne et San-Francisco. En 1986, il fait ses débuts au Metropolitan Opera de New-York (James Levine y a été nommé directeur musical à l'âge de trente-deux ans).

L'année suivante, il est nommé premier chef invité de l'Opéra de Florence.

Sa nomination par Pierre Bergé comme directeur musical de l'Opéra de Paris, en 1989, surprend ceux qui n'avaient pas suivi son irrésistible ascension. Deux ans plus tard, il est sacré « personnalité musicale de l'année » par le syndicat français de la critique dramatique et musicale.

Chung se met à l'écoute des musiciens qui trouvent en lui un interlocuteur fiable et déterminé à les préserver des embardées de la maison. La formation prend du galon dans le concert international, même si sa direction du *Vaisseau fantôme* de Wagner et de *Carmen* de Bizet sont des échecs, même si les prestations de l'orchestre de Bastille varient encore grandement en fonction des chefs qui le dirigent.

Dans la débandade de Bastille, Chung est le seul point d'accroche. En cinq ans, le directeur musical aura travaillé avec trois administrateurs généraux, trois directeurs généraux, trois chefs des chœurs et trois directeurs techniques valsant au gré des retournements politiques et des humeurs des uns et des autres.

Huit enregistrements discographiques EMI et Deutsche Grammophon témoignent du redressement artistique de l'orchestre et des chœurs de Bastille (la firme allemande a signé avec Chung un contrat d'exclusivité). Les interprétations discographiques de Chung ont remporté de nombreux prix et sont des succès commerciaux. L'Opéra de Paris n'avait pas fait depuis des lustres une telle entrée dans le catalogue d'une multinationale.

A. L.

Faute d'aménagements suffisants du circuit de Monza, le Grand Prix d'Italie de formule 1 est annulé

La Fédération internationale de l'automobile (FIA) a annoncé, vendredi 12 août, à Paris, le retrait du Grand Prix de formule 1 d'Italie, qui devait se courir à Monza le 11 septembre. Cette décision, qualifiée de définitive, devrait marquer la fin du bras de fer entre la FIA et l'Automobile Club d'Italie, responsable de l'organisation de l'épreuve.

Depuis quelques semaines, en effet, les deux parties s'opposaient sur les aménagements de sécurité du circuit, un anneau de vitesse considéré comme l'un des plus dangereux du monde. La FIA et l'Association des pilotes de grand prix avaient exigé que soient aménagées des zones de dégagement à la sortie de trois virages abordés à grande vitesse, ce qui impliquait l'abattage de 123 arbres dans une zone boisée protégée. La surintendance du patrimoine naturel de Milan et l'administration locale, sous la pression des écologistes, avaient refusé, jeudi, de donner leur accord pour les travaux.

En Italie, l'annulation du Grand Prix est vécue comme un drame. Le président du conseil, Silvio Berlusconi, a lancé un appel pour sauver l'épreuve. Cette annulation fera peut-être le bonheur d'un autre circuit européen : la FIA envisage le remplacement au pied levé de l'épreuve.

FOOTBALL : première victoire de Monaco. – L'AS Monaco a battu Caen (1-0, but de Patrick Blondean), vendredi 12 août à Caen, lors d'un match avancé de la quatrième journée du championnat de France de première division.

L'alerte restant « maximale »

La Corse et la Côte d'Azur ont reçu des renforts pour lutter contre les incendies de forêts

La plupart des foyers d'incendie étaient *« maîtrisés »* ou *« contenus »* en Corse, en Provence et sur la Côte d'Azur vendredi 12 août dans la soirée, mais *« l'état d'alerte maximale »* restait de rigueur pour le week-end. Charles Pasqua a décidé de renforcer les moyens de lutte. Deux trackers supplémentaires et 230 hommes de la sécurité civile, dotés de moyens lourds, ont été envoyés vendredi en Corse, tandis que 350 sapeurs-pompiers et 60 engins convergeaient vers le sud de la France à partir des régions Rhône-Alpes, Auvergne, Midi-Pyrénées et Ile-de-France.

Cinq jours après la première alerte, le feu a désormais parcouru près de 10 000 hectares sur l'île de beauté, dont 8 000 en Corse-du-Sud. Près de Bonifacio, les flammes, poussées par un vent soufflant à 80 km/h, ont menacé les abords de la ville avant d'être contrôlées. Plusieurs campings ont dû être évacués dans cette zone. Près de Porto-Vecchio, cinq incendies ont longtemps progressé vers la ville et plusieurs hameaux ont été évacués.

En Haute-Corse, l'alerte la plus vive a été enregistrée aux portes de Bastia où le feu a menacé un instant l'hôpital de Falconaggia. Deux trackers venus de Marignane ont été envoyés à la base aérienne de Solenzara, où le feu, maîtrisé vendredi 12 en fin d'après-midi, a causé des dégâts matériels après avoir menacé un instant le dépôt de munitions.

Au total, trente mises à feu soupçonnées d'être criminelles ont été relevées en Corse au cours de la seule journée du vendredi. Deux personnes, accusées par des appels anonymes, ont été remises en liberté après avoir été entendues à Bastia. Un suspect restait en garde à vue à Sartène (Corse-du-Sud).

Sur le continent, l'incendie, qui a ravagé 400 hectares de résineux et de chênes verts, isolant pendant plusieurs heures le village de Bonson, à 30 kilomètres au nord de Nice, a été *« maîtrisé »* vendredi (*le Monde* du 13 août). Sept Canadairs ont été mobilisés pour noyer les lisières du sinistre, tandis que 400 pompiers luttaient au sol. Un dispositif de quadrillage du département des Alpes-Maritimes a été mis en place, avec un effectif de 300 hommes et des hélicoptères en alerte au sol, des avions, citernes pleines, survolant la région. Les fronts semblaient se calmer, vendredi soir et samedi 13 au matin. Mais des *« risques très sévères »* devaient persister jusqu'au lundi 15, selon les services de sécurité.

NUCLÉAIRE : fuite de gaz radioactif à la centrale de Dampierre-en-Burly (Loiret). – A la suite d'une *« purification incomplète »* du circuit primaire, une *« bulle »* d'iode 131 radioactif a été libérée dans le bâtiment abritant le réacteur numéro un de la centrale de Dampierre-en-Burly (Loiret) entre le mardi 9 et le jeudi 11 août. Les quelque 500 personnes ayant travaillé dans ce bâtiment pour des opérations de maintenance sur le réacteur (actuellement en arrêt annuel) devaient toutes être examinées bien que, d'après la direction, la contamination semble n'avoir touché que 80 agents environ. Selon l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI), les douze personnes les plus contaminées ont reçu des doses *« inférieures au centième de la limite réglementaire »*.

PRISONS : évasion de deux détenus à Foix (Ariège). – Deux détenus, faisant l'objet d'une procédure pour crime et considérés comme dangereux, se sont évadés, dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 août, de la maison d'arrêt de Foix (Ariège). Les deux hommes se sont enfuis par les toits après avoir scié les barreaux de leur cellule. L'Union syndicale pénitentiaire (USP) affirme que cet incident, survenant quelques jours après le suicide d'un détenu dans le même établissement, révèle le manque de moyens accordés par l'administration pénitentiaire. Prévue pour 36 détenus, la maison d'arrêt de Foix en compte actuellement 69.